

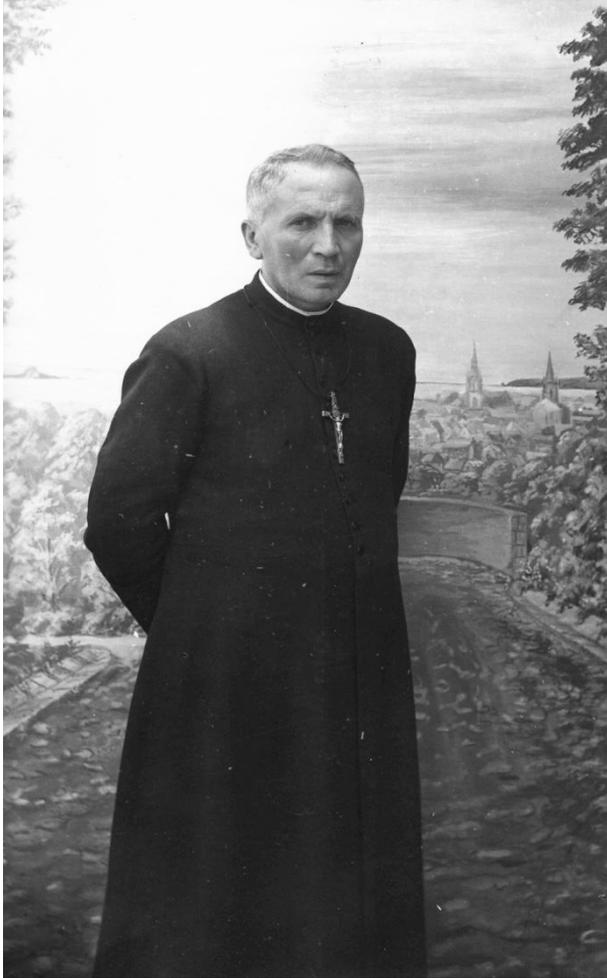
**ANNALES
DES FRÈRES DU MIDI**

**Branche de la Congrégation des Frères
de Ploërmel (56)**

(Deuxième fascicule : 1903-2014)

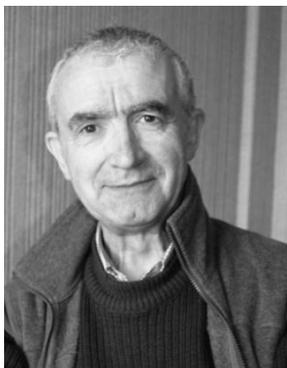
Frère Arnaud Aguegaray

*Frères de l'Instruction Chrétienne
Décembre 2105*



Frère Ange Eyhéribide (1900-1968)

Une des figures les plus marquantes et des plus attachantes parmi les frères du Midi. Il faut, en outre, directeur du collège Saint-Joseph de Lourdes, visiteur du district du Midi et maître des novices à Jersey.



L'auteur de ces lignes

Ce second numéro prolonge jusqu'en 2014 l'aventure des FIC du Midi, initiée en 1842 par Mgr Delacroix d'Azolette (1779-1861), archevêque d'Auch, et l'abbé Jean-Marie Robert de la Mennais (1780-1860), en charge des Frères de Ploërmel. La « branche de Gascogne » avait demandé, et obtenu dès 1876 la fusion avec le tronc de l'Ouest. Depuis lors, il s'agira donc d'une même entité, avec des modulations particulières dues surtout à la distance ou aux aléas politiques (*EM*, n° 47).

En guise de lien avec le fascicule précédent (numéro 47), nous devons évoquer, pour bien comprendre ce qui va suivre, la « loi sur les Associations », dite aussi « loi Waldeck-Rousseau », du nom du Président du Conseil qui l'avait rapportée. Votée le 1^{er} juillet 1900, elle comportait deux parties distinctes et fut suivie d'un certain nombre de décrets d'application (*EM*, n° 47).

En prime, une réglementation libérale et commode donnait à quiconque la permission « de créer toute association à but non lucratif, pourvu qu'elle ne soit contraire ni aux lois de la République, ni aux bonnes mœurs ». Mais, comme l'exception qui confirme la règle, il y avait un second volet concernant les seules « congrégations religieuses » (*Article 13 du titre III*).

Ces dernières furent effectivement soumises à un régime particulier, en contradiction avec le reste. Les Services du Département des Finances avaient minutieusement calculé leurs richesses. Savoir, pour les biens immeubles, une contenance cadastrale de 48 757 ha, 38 a et 57 ca, représentant une valeur vénale

de 1 071 775 260 F. D'où l'expression, lancée en 1900, du « Milliard des congrégations ».

Quand parut cette loi, la France comptait 160 000 religieuses et religieux, tous ordres confondus, et prêtres réguliers compris, classés en 1 665 congrégations : 1 511 de femmes et 154 d'hommes. Au sein de cet ensemble, religieuses et religieux enseignants dirigeaient 20 823 établissements scolaires. En 1901, 27% des effectifs scolaires relevaient ainsi de leur domaine.

Pour leur part, les FIC (Frères de l'Instruction chrétienne) espéraient que l'autorisation de 1822 et le décret de 1876 allaient permettre à leur Institut de pouvoir enseigner. Mais un arrêté du 1er juillet 1901, le jour même du vote de la loi, enjoignit aux congrégations, sous peine de dissolution, de faire dans les trois mois une nouvelle « demande d'autorisation ». Le Conseil général envoya la sienne le 26 septembre 1901 (*Chr.*, n° 381 ; *E. M.*, n° 47).

SIGLES ET ABREVIATIONS (rappel)

A.F.I.C. : Archives des Frères de l'Instruction chrétienne de Ploërmel

A.T.L.C. : À travers la correspondance de J.- M. Robert de la Mennais

Chr. : La Chronique

C.G. : Correspondance générale

E.D.M. : L'Écho des Missions

E.M. : Études mennaisiennes

F. : Frère.

FF. : Frères

F.E.C. : Frères de l'Education chrétienne

F.I.C. : Frères de l'Instruction Chrétienne

F.I.C.P. : Frères de l'Instruction chrétienne de Ploërmel

Mén. : Ménologe des FIC

R.F. : « Révérend Frère » : titre donné aux supérieurs généraux jusqu'en 1970

S. G. : Abréviation de « Supérieur général ».

Les autres abréviations sont connues ou facilement repérables, grâce à la bibliographie notamment.

3e PARTIE : LES FIC DU MIDI de 1903 à 2014.

Le décret du 18 mars 1903 supprima les congrégations enseignantes et leur confisqua leurs biens. En effet, le vote de la Chambre des députés repoussa les demandes en autorisation par 300 voix contre 257. De plus, pour qu'aucun doute ne subsistât, un autre décret, du 9 avril suivant, annula, entre autres, les autorisations touchant les FIC : celle de 1822 et celle de 1876 (*Mén.*, p. 329).

Par le fait, étaient dissous treize Instituts de Frères enseignants, avec en tête celui de Ploërmel. Néanmoins, forts de leur nombre, les FEC (Frères des Écoles chrétiennes) furent momentanément épargnés : on ne pouvait les remplacer sur-le-champ. Ils tombèrent sous le coup de la loi du 7 juillet 1904 qui interdit à toute congrégation le droit d'enseigner. Ainsi, deux lois avaient suffi pour atteindre ce but (*Chr.*, n° 381).

Les FIC ne disposèrent que d'un bref délai pour prendre les dispositions qui s'imposaient à eux. Ils pouvaient soit poursuivre l'œuvre éducative par la sécularisation sur place *pro forma* ; soit se séculariser d'une façon réelle et définitive, dans le célibat ou le mariage ; soit enfin choisir de s'exiler. Pour un certain nombre, ceux du Midi choisirent ainsi de s'expatrier en Espagne.

Néanmoins, entre 1903 et 1914, des congréganistes proscrits, profitant d'une tolérance avérée ou d'une complicité de fait, rentreront en France dès avant la Grande Guerre. Ils seront

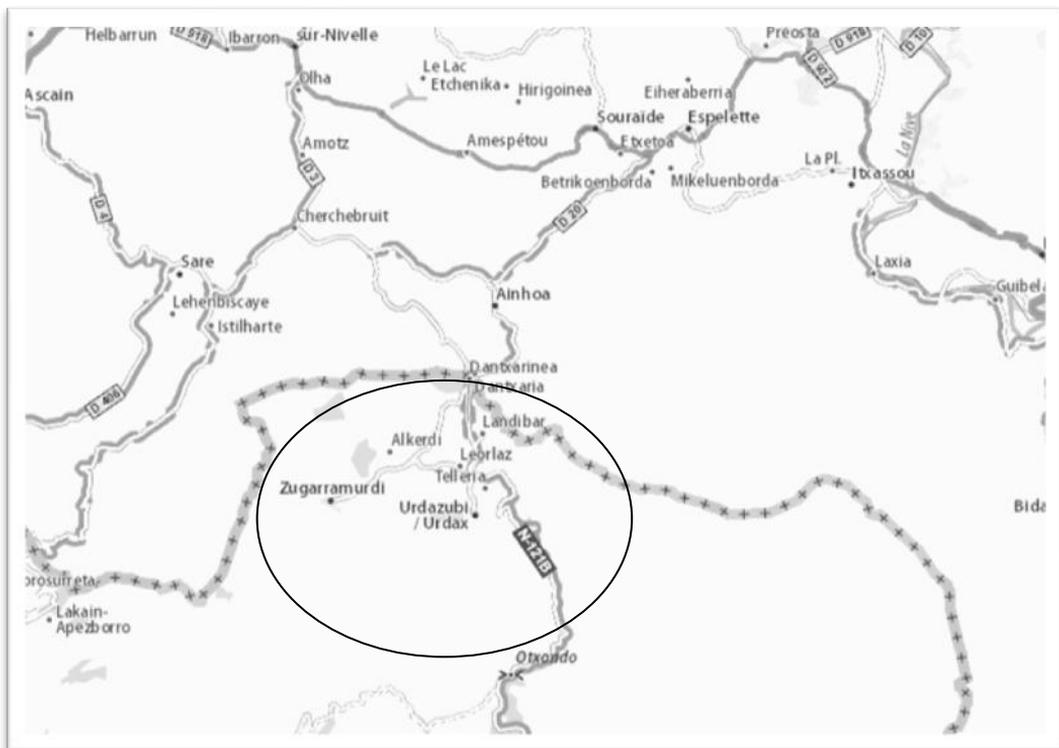
officiellement rejoints, à la suite de l'appel solennel des Autorités, en 1914, par ceux qui reviendront de l'étranger défendre la patrie en danger (Pierre Pierrard, *Un siècle ...*, p. 42).

La crise de 1903 a suscité quantité d'études que notre bibliographie permet de consulter. Par exemple, celle des **FF. André Lanfrey** pour les Maristes, **Georges Rigault** ou **Robert Tronchot** pour les FEC et **Hilaire Nourrisson** pour les FIC. Ce dernier les a condensées dans le numéro 27 des « Études Mennaisiennes », principalement consacré à la Bretagne. Dans la continuation de son travail, nous abordons ici quelques répercussions du décret de mars 1903 relatives au Midi.

Les FIC de Lavacan reçurent le 11 octobre 1903 l'ordre d'évacuer leur maison. Avant de se réfugier en Espagne, le **F. Edgar Duprat** resta sur les lieux pour sauver ce qui pouvait l'être. Dès lors, la province du Midi se trouva géographiquement scindé en deux : l'Espagne, qui forma une entité autonome en 1933, et la France, qui survécut puis se régénéra quelque peu, de 1903 à 2014.

Pour des raisons de clarté, nous analyserons en parallèle ces deux branches qui ne furent certes pas sans interactions, quitte à avouer dès l'abord que les situations ne furent pas toujours aussi tranchées qu'il n'y paraît : des incertitudes ou des variantes demeurent encore sur quelques personnes, des fondations ou des dates, que nous négocierons de notre mieux.

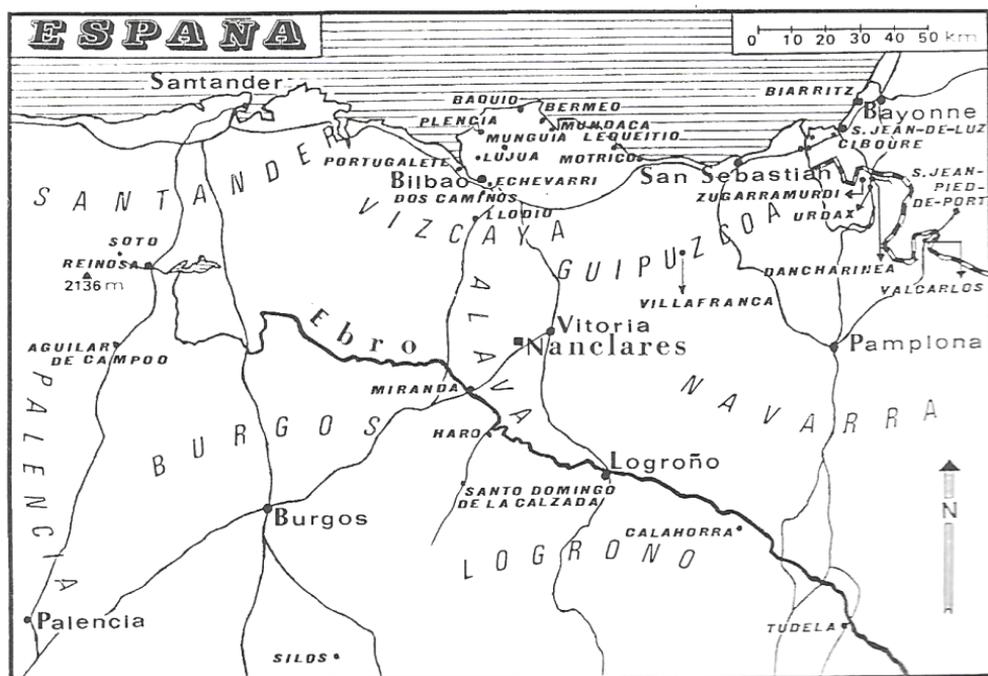
A - LE DÉPLOIEMENT DES FIC EN ESPAGNE : 1903 - 1933.



Le **F. Job Renault**, natif de Domloup, Visiteur du Midi (1894-1910), avait 73 ans en 1903. Il se réfugia à Zugarramurdi sans pouvoir évaluer d'emblée la situation générale, ni tisser des liens entre les exilés et ceux qui restaient en France. Pour cela, il faudra attendre le voyage du **F. Jean-Joseph Quirion** chargé par le **R. F. Abel**

Gaudichon de parcourir cette partie de l'Institut en vue de préparer le
chapitre de 1909.

Par fidélité à leur mission éducative à laquelle ils tenaient tant, un certain nombre de FIC du Midi se rendirent donc en Espagne. Cependant, nous ne ferons qu'effleurer cette période caractérisée par la rupture, l'abnégation, l'ignorance de la langue du pays d'accueil et un nombre considérable d'implantations dont quelques-unes ont disparu, alors que d'autres perdurent ou se sont ramifiées.



1 - BARCELONE : 1903.

Inquiet de l'avenir, le **F. Job Renault** avait, dès 1902, effectué plusieurs voyages en Espagne, dans le but, le cas échéant, d'y placer des Frères. Le 21 janvier 1903, le Supérieur des Frères Maristes lui

confirma qu'il allait volontiers recevoir quelques FIC dans son établissement de San Andréa de Palomar, situé à Barcelone (*EDM.*, sept. 1905).

En tant que pionniers du futur district espagnol, les **FF. Octavien Lacrampe** et **Eliphius Bassaber** s'y rendirent du 2 mars au 27 juillet 1903. Il était convenu qu'ils étudieraient la langue du pays afin de l'enseigner à leurs confrères et d'ouvrir ainsi les premières écoles. Le **F. Octavien**, né en 1878 à Agos-Vidalos, décéda à Béthanie en 1946, après une vie bien remplie (*Chr.*, n° 282).

Quant à son confrère souletin de Camou-Cihigue, son itinéraire n'en fut pas moins admirable dans ces moments d'affreuse disette. Il enseigna à Lujua, à Dancharinea, à Dos Caminos et au « Refugio » de Bilbao. Entre les cours, il s'adonnait à des tâches manuelles que personne ne tenait à exécuter. Il mourut à Nanclares en 1918, à 40 ans (*Mén.*, p. 990).

2 - BILBAO ET MADRID : 1903.

Le 20 mai 1903, le **F. François-Joseph Lapeyre** allait à Bilbao, chez Don Resurreccion Maria de Azkue, professeur multidiscipliné, futur Président de l'Académie basque, tout acquis à la cause des exilés. Notre Gersois assimila si bien l'euskara qu'il servit de secrétaire au célèbre érudit et lui traduisit en français une partie de son monumental « Dictionnaire basque – espagnol - français », paru chez Mame, en 1905-1906, et réédité depuis en 1984 (*Chr.*, avr. 1952 ; *Mén.*, p. 278, 871).



Don Azkue

En réalité, c'était le chanoine Jean-Pierre Arbelbide, des missionnaires de Hasparren (64), qui avait initialement plaidé auprès du P. Azkue la cause des FIC, après les avoir spécialement aidés en 1894, lors de l'ouverture de l'école-juvénat-pensionnat de Saint-Jean-Pied-de-Port. Quant au **F. Zéphirin Le Govic**, il devint jusqu'en 1905 précepteur à Madrid (*Chr.*, n° 283 ; *Personal I*).

3 - ZUGARRAMURDI : 1903.

Le **F. Job Renault** fut heureux de récupérer à Zugarramurdi, « pays des sorcières », à quelques kilomètres seulement de la frontière française, une propriété unique en son genre, avec sa maison délabrée et « hantée », incluant écurie et remise au rez-de-chaussée, sauf à se charger des frais d'entretien et de restauration.

Zugarramurdi : ce nom évoque cette exploitation où l'on éprouva les rigueurs du plus complet dénuement. Une réplique de Bethléem ! Le 13 juin 1903, tant pour s'occuper du bétail et des terres que pour préparer l'arrivée imminente de leurs confrères, s'y réfugièrent les **FF. Cénéric Audrain, Léontien Iharour, Léobon Cathil et Alpert Oxibar**.

Ici, point de tables, ni de sièges. Seulement des planches disposées sur des caisses d'inégale hauteur. Peu après, quatre aspirants français, qui achevaient leur noviciat sous la responsabilité du **F. Constant-Marie Lemasson**, intégrèrent l'endroit, avec quelques autres proscrits. Ce qui, en novembre 1903, portait à seize le nombre des résidents.

Bien vite, de généreux voisins leur prêtèrent main forte, tandis qu'arrivaient de France des meubles soustraits à la surveillance des gardes. Telle fut la nouvelle « maison provinciale » des FIC. Mais voilà que le propriétaire décéda en janvier 1904. Voyant que fantômes et revenants avaient disparu depuis l'arrivée des religieux, ses héritiers se ravisèrent et reprirent leur dû (*Chr.*, sept. 1928).

Le **F. Job** s'était en vain proposé de leur payer un loyer : on ne lui laissa que quelques mois pour se loger ailleurs. Ce serait à Urdax,

localité contiguë, à « Miqueleborda » (mieux : *Mikelen-Borda* : « (la) maison de campagne, (la) borde ou (la) métairie de Michel », en basque. Mais, sans ignorer l'euskara, nous respecterons la graphie en usage à l'époque dans les documents de l'Institut.

Cependant, l'histoire ne s'arrête pas là. Un siècle plus tard, cette « demeure », diminuée d'un étage et restaurée avec goût, est devenue une luxueuse résidence secondaire, de sorte qu'il faut bien se renseigner pour la retrouver et l'imaginer dans son état primitif. Près de la porte d'entrée, se trouve, sculptée, une alerte sorcière qui semble se rendre à un étrange sabbat nocturne (*Chr.*, nos 243, 283).



La maison des sorcières à Zugarramurdi

4 - LUJUA : 1903.

Le 31 juillet 1903, les **FF. Barthélémy-Marie Mesléard** et **Lucien-Marie Barthe** trouvaient un pied-à-terre à **Lujua**, près de Bilbao, dans la « Casa Palacio », une ferme de M. Guardamino, un propriétaire fortuné, ami de Don Azkue. Puis, leur furent adjoints d'autres confrères, dont plusieurs s'adonnaient à l'étude de l'espagnol

sous la direction des deux « étudiants » revenus de Barcelone : les **FF. Octavien Lacrampe et Eliphius Bassaber**.

Le contrat passé entre le propriétaire et l'Institut stipulait que les Frères exploiteraient un domaine essentiellement voué à l'élevage. Les bénéficiaires escomptés, partagés pour moitié, devaient en grande partie provenir de la laiterie - qui fit faillite. Les FIC quittèrent donc le domaine, le 1^{er} septembre 1904, bien que nous y trouvions encore le **F. Lucien Barthe** en 1906 et 1907 (*Chr.*, nos 197, 282 ; *EDM.*, jt 1922).

5 - ECHEVARRI : 1903.

Après une courte formation à Lujua, les **FF. Xavier Ménoret et Adolphe-Joseph Gomis** ouvrirent à Echevarri, en début octobre 1903, l'école paroissiale « Santa-Anna », de 23 élèves. Bientôt, elle en compta une centaine, tandis que, dès le second mois, on y dispensait avec succès des cours pour adultes (*EDM.*, sept. 1903).

En tant que maîtres employés par la commune, ils occupaient des bâtiments municipaux d'envergure, à la « Casa consistorial » où prenaient place le presbytère, les bureaux de la mairie, la classe des garçons, celle des filles, les locaux des FIC et ... la prison de droit commun. Cette école fut supprimée en 1907 (*Apuntes historicos*).

... *Le F. Célestin-Victor Cauhapé (Montréal, 31), qui avait succédé au F. Ménoret comme directeur, mourut subitement à l'église paroissiale, le 31 janvier 1905, à 50 ans, alors qu'il accompagnait les chants de la messe exécutés par ses élèves. Toute la population assista aux obsèques de ce premier FIC décédé en Espagne, avec en tête le conseil municipal au complet (Chr., n° 282 ; EDM., janv. 1908, jt 1922 ; Mén., p. 210, 1146).*

6 - BILBAO : 1903.

Le 15 octobre 1903 vit l'ouverture, à Bilbao, de la seconde école appelée à un brillant avenir, malgré des débuts on ne pouvait plus précaires, le bâtiment des classes n'étant pas encore achevé. Mais l'initiateur, le **F. Octavien Lacrampe**, aidé par la suite du **F.**

Théobald Ciraco, n'était pas du genre à se décourager (*Chr.*, nos 88, 119, 282).

Assez vite, on se mit à dispenser les cours au premier étage de cette construction. Le 25 février 1904, 36 élèves en étrennèrent les deux nouvelles salles de cours. Puis, en septembre de la même année, 93 garçons vinrent à fréquenter l'établissement. On donna à cette école le nom de « Berrio Ochoa », en souvenir d'un évêque dominicain, né en 1827, à Elorrio, non loin de là, fait prisonnier, torturé et martyrisé au Tonkin en 1861. Béatifié en 1906 et canonisé en 1988, il est devenu le patron de la Biscaye (*Chr.*, n° 197, n° 299, *EDM.*, sept. 1905).

Par la suite, sous la direction du **François-Joseph Lapeyre**, l'établissement connut une extension rapide. Jusque-là, Don Azkue n'assurait aux FIC qu'un modique traitement. À partir de juin 1912, l'école primitive, qui avait au fil des ans changé d'adresse pour devenir collège lycée et cours d'orientation universitaire, fonctionna pour le compte de l'Institut : une première (*Chr.*, nos 282 et 314 ; *EDM.*, sept. 1905).

... Le F. Théophile-Paul Soucarret (Vic-Fezensac, 32) mourut à Bilbao le 15 juin 1907, alors que les effectifs de Berrio-Ochoa grimpaient régulièrement : on en était à 307 en 1909. Fait nouveau pour l'époque, on inaugura des classes de commerce, ainsi que, sur les recommandations de l'abbé Azkue, initiateur des premières « ikastola », des cours de basque destinés aux volontaires.

7 - BAQUIO : 1903.

Les **FF. François-Joseph Lapeyre** et **Norbert-Henri Etcheverry** initièrent, le 8 décembre 1903, une troisième école, celle de Baquio. C'est pourquoi l'établissement fut appelé « Colegio de la Inmaculada Concepcion ». Il était dû, comme ceux d'Echevarri et de Bilbao, à l'initiative de Don Azkué. Dans des classes convenablement conçues, il accueillit d'emblée 80 garçons.

Non sans enthousiasme, *L'Écho des Missions* de janvier 1908 souligne que « toutes les autorités et la population n'ont qu'une voix pour chanter les louanges de nos Frères et de leur école. Ceux-ci sont les bienvenus partout » ... Quel meilleur encouragement pour ces proscrits venus de France et qui s'étaient heurtés à cette épreuve pénible de la langue !

Les effectifs croissant sans cesse, on dut changer de locaux en 1914. En 1917, on comptait 120 garçons pour la classe du jour, et seize adultes pour le cours du soir. **Le F. Octavien Lacrampe** ajoute pour sa part : « Ma nouvelle classe de commerce a aussi seize élèves. Je leur enseigne le français, l'anglais, la comptabilité, la correspondance, le dessin. » (*EDM.*, avr. 1917, jt 1922).

*... En novembre 1903, une trentaine de FIC se trouvaient déjà en Espagne, adonnés pour la plupart aux travaux manuels - car il fallait d'abord vivre -, auxquels s'ajoutaient quatre novices : les **FF. Basile Combes** (Saint-Rome-de-Cernon, 12), **Chrysostome Cazauz** (Saint-Pée-sur-Nivelle, 64), **Prosper Arburu** (Ascaïn, 64) et **Blaise-Marie Mauran** (Gimont, 32). Ils résidaient ou exerçaient dans sept endroits différents : Zugarramurdi, Echevarri, Baquio, Lujua, Dancharrinea, Bilbao et Madrid (Personal I).*

8 - DOS CAMINOS : 1904.

Cette « école primaire paroissiale » de Dos Camino prit sans tarder un essor étonnant. Elle fut inaugurée en mai 1904 par les **FF. Eliphios Bassaber** et **Basile-Marie Combes**. Aux premiers jours de son exil, ce dernier, un pur Aveyronnais, avait eu pour professeur d'espagnol l'instituteur public du lieu en personne. **Le F. Azirien Beaumont** vint les aider bientôt : il y avait urgence.

Les débuts avaient été très difficiles en effet : les deux premiers maîtres devaient assurer l'enseignement à 200 élèves entassés dans une salle unique de 25 m de long et 9 de large. On imagine ce qu'ils eurent à endurer, en particulier le **F. Eliphios** qui contracta une maladie grave dont il se remit comme par miracle. Au reste, les santés furent si ébranlées que l'établissement qui, en 1905, scolarisait en

outre 76 adultes, dut fermer en décembre 1909 (*EDM.*, janv. 1908, mars 1910).

Les succès scolaires furent rapides. Au point que dès la fin de la première année, une commission d'examen composée de seize membres nommés par l'Inspecteur primaire se fit un honneur de rédiger à l'attention des maîtres un compte rendu des plus élogieux et décida d'accorder un prix de 125 pesetas au directeur. Et dire que ces maîtres venaient à peine de se mettre à l'espagnol !

Cette commission publia même dans la presse la note suivante : « Deux Frères de l'Instruction chrétienne se trouvent à la tête d'un magnifique groupe d'élèves. Les méthodes employées dans l'enseignement et les succès obtenus par ces religieux, parlent très haut en faveur de leur fondateur. Les habitants de la commune doivent être fiers de compter des maîtres si excellents » (*Chr.* nos 242, 282, *EDM.*, mars 1910).

9 - URDAX : DANCHARINEA : 1904.

Le 10 octobre 1904, la communauté de Zugarramurdi dut se replier à Urdax, localité limitrophe, où le **F. Job** venait de disposer d'un espace assez vaste, avec ferme et propriété, appelé « Miqueleborda » (dont le nom nous est connu). Pendant dix ans, cette « maison » servit de résidence au Provincial, aux anciens et aux retraits (*Chr.*, n° 299, *EDM.*, sept. 1905 ; *Mén.* p. 210, 805).

La construction d'un préau et l'aménagement d'un jardin potager complétèrent l'ensemble. La communauté bénéficia ensuite des services d'un premier aumônier qui venait du diocèse limitrophe de Bayonne, M. l'abbé Larre. Ce qui la dispensa de parcourir six kilomètres chaque matin par tous les temps pour participer à l'Eucharistie (*EDM.*, jt 1922).

Dancharinea en Espagne et Dancharia en France constituaient deux entités jumelles. La première dépendait d'Urdax, la seconde d'Aïnhua. Pour éviter les démarches complexes imposées par l'administration française, l'abbé Irigoyen, curé d'Aïnhua, qui venait

d'établir une école de filles à Dancharinea, désirait y fonder une autre destinée aux garçons.

Le **F. Job** n'hésita pas à entrer dans les vues de l'abbé. Le 10 octobre 1904, le **F. Eliphius Bassaber** se mit à faire la classe dans une « bergerie », près de la frontière, à une douzaine d'enfants de la localité et des environs. Cependant, le « Personal I » atteste de la présence de ce religieux à Dancharinea, dès novembre 1903. Cette première ébauche serait appelée à se développer rapidement, au-delà de toute attente

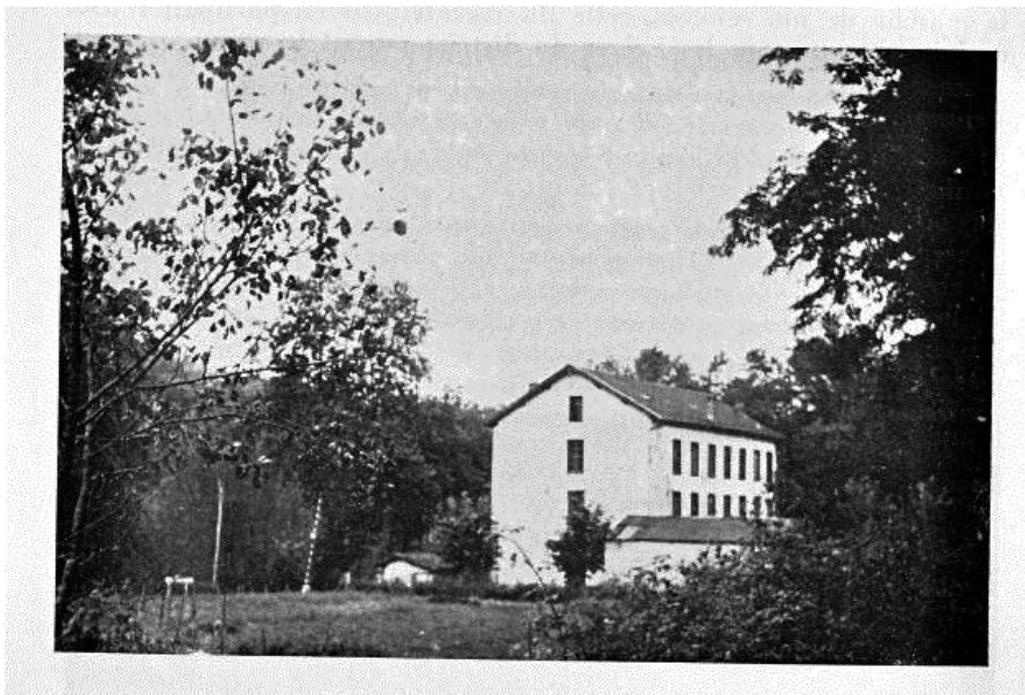


Groupe de novices de Béthanie devant la « bergerie » d'Urdax

Car le nombre des garçons ne pouvant qu'augmenter, on les scolarisa bientôt à l' « Hôtel Ruiz » tout proche, dénommé non sans humour : « Colegio internacional de Dancharinea », pour la raison qu'il recevait dans ses deux étages des élèves d'Ainhoa et d'Urdax.

On trouva de quoi y loger trois classes, un modeste pensionnat et un embryon de juvénat (*Chr.*, n° 120). Ces locaux allaient très vite s'avérer trop exigus, d'autant qu'il fallait songer sérieusement à la relève vocationnelle. À ce sujet, dès 1907, cinq élèves (trois Français et deux Espagnols) venaient d'être reçus au petit pensionnat comme juvénistes. C'est ce qui poussa le Conseil général de l'Institut, en novembre 1907, à acheter un terrain en vue d'édifier une maison de formation.

Ce nouveau pensionnat, inauguré le 29 septembre 1908 - jour de la Saint-Michel -, sous le nom de « Colegio noviciado San Miguel » de Dancharinea, se situait à 200 mètres de la frontière et à 800 de « Miqueleborda ». Au fil des ans, il abrita juvénat, postulat, noviciat et scolasticat. Avec des aménagements successifs, il fut utilisé jusqu'au départ des Frères pour Nanclares, en 1914 (*Chr.*, nos 282, 283).



Faute d'espace, on fut bientôt dans l'obligation de congédier les pensionnaires pour laisser « San-Miguel » à la totale disposition des aspirants. Les élèves des alentours, devenus externes par le fait, purent cependant continuer à bénéficier de l'enseignement des FIC dans une salle de classe qui leur était réservée (*EDM.*, janv. 1909).

C'est ce qui explique l'existence à Urdax de deux communautés pour deux implantations. Celle de « Miqueleborda », avec le **F. Job**, puis le **F. Ulysse Baron** comme provincial, et celle de « San-Miguel », dite aussi de « Dancharinea », dirigée administrativement par le **F. Faust Lay**, le **F. Xavier Ménoret** se chargeant de la formation des aspirants.

10 - REINOSA : 1904.

Le 12 décembre 1904, au milieu de l'hostilité presque générale de la population et confronté à un collègue déjà en place, le **F. François-Joseph Lapeyre**, directeur, secondé des **FF. Cyrille-Auguste Dulac** et **Damien Foutel**, inaugurerait à Reinosa le « Colegio San Sébastian », d'enseignement primaire, qui sans tarder allait se doter d'une section du secondaire.

Une quinzaine d'élèves se préparaient aux divers examens, tandis qu'une centaine suivaient les classes primaires. Les résultats furent de suite probants, avec cent pour cent de réussites. Les « Reinosanos » revinrent alors à de meilleurs sentiments envers les nouveaux maîtres. Puis, devant la demande grandissante des familles, il n'y eut pas moins de sept religieux à s'investir dans les locaux : trois dans secondaire et quatre dans les petites classes ...

Faute de personnel, l'établissement ferma en 1909 et fut remplacé plus tard par l'école « San-José » où enseignèrent quatre maîtres, avant son transfert dans un vaste bâtiment neuf qui, en 1928, comptait quatorze FIC, 350 élèves et 28 pensionnaires. Face à des besoins accrus, il fallut encore songer à construire pour 500 élèves et 60

internes. Ce nouveau complexe fut inauguré en 1923 (*Chr.*, nos 88, 282 ; *EDM.*, mars 1910, avr. 1917, jt 1922 ; *Mén.* p. 1146).

11 - BERMEO : 1906.

Le 17 septembre 1906, dans un ancien magasin (13 m x 4,50 m), les **FF. Cyrille Dulac** et **Alpert Oxibar** initièrent les deux classes du « Colegio San José » de Berméo. Dès la première semaine, l'Administration émit des objections, au point que l'école ferma jusqu'au 17 octobre. À la réouverture, l'espace conçu pour 50 élèves en accueillit 60, tandis qu'affluaient les demandes d'inscription.

Un comité constitué de trois bienfaitrices acheta un local contigu qui fut immédiatement aménagé. On eut recours à l'autorité supérieure pour passer outre un second refus d'ouverture. Le 17 septembre 1907, 100 élèves occupaient les deux nouvelles classes. Les inscriptions augmentant, le comité acheta un autre terrain et on se mit à bâtir. Le 15 octobre 1909, l'école s'installa dans cette nouvelle construction capable de contenir près de 300 élèves (*EDM.*, janv. 1909).

... Une statistique de Chantal de Torquat portant sur la période de 1903 à 1906 indique que 129 FIC, du Midi pour la plupart, s'étaient réfugiés en Espagne. Et l'afflux était loin de s'interrompre (Mémoire, p. 38).

12 - MUNDACA : 1907.

En novembre 1907, les **FF. Zéphirin-Joseph Le Govic** et **Dominique-Julien Bertho** accueillèrent 32 élèves au « Colegio San Luis », dans deux salles du Casino de Mundaca. Cette ville ne bénéficiait pas d'industries. Mais, malgré le marasme économique ambiant, ses habitants désiraient une bonne éducation pour leurs fils.

En effet, ces derniers se destinaient à émigrer au Mexique, à Cuba ou en Argentine, pour y trouver un emploi. Il convenait donc de les y préparer au mieux. À la faveur des réussites aux examens et pour satisfaire les familles de plus en plus nombreuses à vouloir inscrire leurs enfants dans l'établissement, la municipalité accorda aux maîtres une grande salle de cours contiguë.

Les Frères de Ploërmel s'y installèrent en 1908, en attendant les classes définitives que le comité se proposait de leur fournir à brève échéance. En 1917, le collège scolarisait 72 élèves, tandis que 40 autres figuraient sur les listes d'attente (*EDM.*, janv. 1909, janv. 1917).

... Une date importante marqua l'issue de la retraite de 1908 à Dancharinea. Le 29 août, le premier novice formé en Espagne s'engagea dans l'Institut, traçant ainsi la voie à des dizaines et des dizaines d'autres jeunes.

13 - MUNGUIA : 1909.

À Munguia, en novembre 1909, les **FF. François-Joseph Lapeyre** et **Alpert-Joseph Oxibar** ouvrirent pour 75 élèves deux belles salles de classe. Elles étaient installées dans un grand hôpital neuf, encore inoccupé. Sous le nom de « Colegio San Rafael », le tout devint rapidement un bâtiment fonctionnel (*EDM.*, mars 1910 ; *Mén.*, p. 932).

14 - SOTO DE CAMPOO : 1909.

En septembre 1909, dans la province de Santander, les **FF. Augustin Aubac** et **Jean-Laurent Cospérec** procédèrent à l'ouverture de « La Sagrada Familia », établissement pittoresque de Soto de Campoo, à 900 m d'altitude. Mais il fut supprimé en 1921 (*EDM.*, mars 1910 ; *Mén.*, p. 211).



*... L'année suivante, le F. Job, usé par les soucis et la fatigue, fut remplacé par le F. Ulysse Baron, de retour en Europe après 24 ans de présence au Canada (*Chr.*, jt 2003 ; *Mén.*, p. 692).*

15 - LA GUERRE DE 1914-1918 VUE D'ESPAGNE.

Le 1er août, à 200 m de la maison Saint-Michel, sur la guérite des douaniers français, une affiche annonça la mobilisation générale des Armées françaises. Employés en Espagne, plusieurs FIC quittèrent leur pays d'adoption. Ainsi, le 4 août, les **FF. Sixte-Marie Goïty** et **Louis-Clément Rousseau** partirent ensemble rejoindre leur Corps d'Armée (*EDM.*, déc. 1914).

Le **F. Goïty**, né à Mendionde (64), le 1er mars 1883, était allé au juvénat de Saint-Jean-Pied-de-Port, en 1898. Il entra au noviciat de Ploërmel en septembre 1900, en sortit et y retourna définitivement en octobre de la même année, sous le nom de **F. Sixte-Marie**. Il avait exercé à La Réole, à Saint-Jean-Pied-de-Port et, après son service militaire, à Urdax.

Affecté au 249e R.I, il gagne Craonnelle, dans l'Aisne, où atteint de deux balles, il meurt le 20 septembre 1914. Le *Livre d'Or du Clergé et des Congrégations* de 1925 relate (p. 906) ce qui suit : « Médaille militaire posthume. Soldat dévoué et courageux. Croix de guerre avec étoile de bronze. » (*EDM.*, mars, 1915 ; *Journal Officiel*, 10 août 1922 ; *Mén.*, p. 1155).

Lors de ses tournées de recruteur, le **F. Ange Eyhérabide** fut obligé de passer une nuit dans une famille basque dont l'un des membres se trouvait dans la tranchée où périt son compatriote. Il est si rare d'avoir un témoignage d'une telle authenticité qu'il nous a paru bon de le partager, tout particulièrement durant ce centenaire de la commémoration de la Guerre de 14 - 18.

« Le F. Goïty revenait pour la troisième fois de chercher le ravitaillement, lorsqu'entendant les balles siffler, il se baissa pour les éviter. Il fléchit le genou gauche et appuya la main droite sur l'autre genou. Il se trouvait alors à quelques pas de la tranchée. Une balle ennemie l'atteignit dans cette position, lui traversa la main droite et le genou, et le fit tomber à la renverse.

En basque, il pria ses camarades de le tirer à eux dans la tranchée. Ce qu'ils firent en le saisissant par la main gauche qu'il leur tendait. Lorsque le blessé fut sur le point d'être recueilli, une seconde balle lui traversa la poitrine. Le sang se mit à couler à flots pendant que ses camarades préparaient le pansement. Le Frère conservait cependant sa connaissance. Il priait avec ferveur en basque...

La blessure de la poitrine devait être mortelle car le visage du blessé se décolorait à vue d'œil... Ses compagnons n'eurent pas le temps de recevoir son dernier soupir : pendant l'opération du pansement, les Allemands envahirent la tranchée et les firent prisonniers. Le blessé dut expirer peu d'instant après entre les mains des ennemis. » (*EDM.*, jt 1927, p. 364).

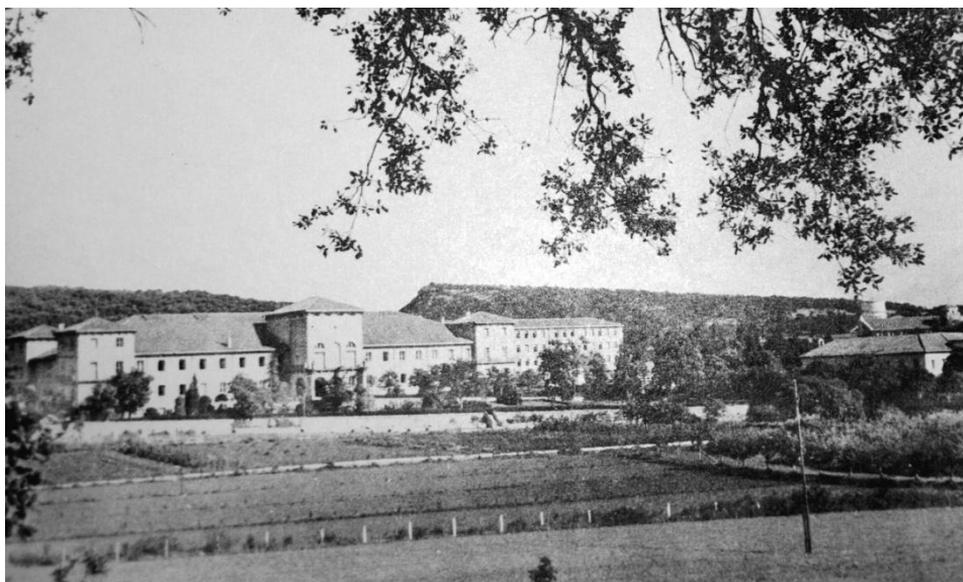
Le **F. Louis-Clément** était revenu d'Haïti. On le trouve ensuite jardinier à Béthanie. C'est de là sans doute qu'il gagna l'Espagne, sans que nous sachions ni la raison exacte, ni la date précise. Première victime de la Grande Guerre dans les rangs des missionnaires de ce pays, il fut tué à Saint-Nicolas-lez-Arras, commune limitrophe d'Arras, dans le département du Pas-de-Calais, à 34 ans, le 17 décembre 1914 (*Archives*, Béthanie ; *EDM.*, mars 1915).

Ayant aussi quitté l'Espagne, le **F. Émile-Célestin Allaigre** fut le troisième FIC à mourir au combat. Natif d'Arzal, il avait pris l'habit à Dancharinea en 1911. Il quitta Reinosa où il enseignait et fut blessé par un éclat d'obus de gros calibre. Soigné et guéri, il repartit pour Péronne où il fut tué le 3 juillet 1916, à 29 ans. L'Institut perdit encore une âme d'élite (*Mén.*, p. 771).

Deux autres Français formés en Espagne furent également impliqués dans cette Guerre. Le **F. Liguori-Jean Le Dimna**, d'abord. Né à Naizin (56), il exerçait à Baquio. « Cité à l'ordre du régiment », il devint caporal et quitta l'hôpital de Saint-Rambert (69), totalement remis de ses blessures. Le **F. Louis Le Barbier**, ensuite, de Berric (56), qui enseignait à Reinosa et y retourna après le service (**F. J. Pinel** : *Communication*).

16 - NANCLARES : 1914.

En 1914, le **F. Ulysse Baron** acquit la propriété de Nanclares qui deviendra le centre de formation des jeunes et la maison principale des FIC d'Espagne. Ce fut une chance inespérée car des agrandissements notables s'imposaient à la maison San-Miguel de Dancharinea. Le départ de Miqueleborda eut lieu le 2 novembre 1914, vers 5h30.



Nanclares de la Oca

Après une présence de onze ans, les 46 voyageurs quittèrent en train les Pyrénées (non sans laisser derrière eux au cimetière d'Urdax sept de leurs confrères). Tard dans la nuit, ils furent accueillis à Nanclares, par un beau clair de lune, au milieu de la liesse générale et

à la lueur des fusées et des feux de Bengale. Cette nouvelle maison allait revêtir par la suite une importance considérable.

... Le 4 septembre 1915, un grand serviteur du Midi : le F. Fauste Lay rendit son dernier souffle à Nanclares. Né à Labarthe-de-Neste (65), il avait exercé dans plusieurs écoles, notamment à Villeneuve-de-Marsan qui lui confia plus de garçons que jamais, tandis que les adultes les remplaçaient au cours du soir. Doué en musique, il rehaussait les chants de l'église paroissiale où se faisaient entendre les œuvres de Dumont, Lully, Fauré ...

Mais les temps changeaient. En 1880, sous un fallacieux prétexte, il fut suspendu pour six mois de sa fonction d'instituteur. Ce qui ne l'empêcha pas, cinq ans après, de devenir Provincial de Gascogne. Par la suite, il inaugura l'établissement de Saint-Jean-Pied-de-Port. Après la dispersion de 1903, il s'était totalement investi, tant à Dancharinea qu'à Nanclares.

17 - BILBAO : 1917.

Furent désignés pour le « Refugio de la Proteccion de la Infancia » de Biscaye, véritable œuvre sociale avant la lettre, les **FF. Exupère Escudé** et **Eliphios Bassaber**. Ils accueillirent avec beaucoup d'égards un premier groupe de 20 garçons. Grâce à un personnel renforcé et spécialisé, comportant en outre des civils, ce nombre passa à 104 en 1926. La politique de laïcisation allait sonner la fin de cette expérience, en 1935.

Cette structure audacieuse répondait à de multiples besoins et comprenait un « Refugio » pour enfants marqués par la vie ; un externat pour garçons dont les parents allaient au travail ; une maison dite d'« observacion » pour mineurs de moins de seize ans en attente d'une décision de justice ; une maison familiale enfin pour « apprentis hors institution », œuvrant à proximité (EDM., janv. 1921).

18 - PLENCIA : 1917.

Sur les instances de la municipalité, le collège « San José » de Plencia fut fondé en septembre 1917 par les **FF. Cyrille Dulac** et **Prospero Gomis**. Il dut changer de local en 1922 pour s'installer dans un bâtiment splendide, offert par la commune. Le recrutement des élèves était passé de 80 élèves au départ à 169 en 1928, pour cinq professeurs en exercice. « San José » dut fermer en 1939 (*Mén.*, p. 1715, 2212, 2424, 2729).

19 - HAÏTI : 1920.

Les deux premiers missionnaires formés en Espagne, les **FF. Alfonso Alonso** et **Arturo Santos**, embarquèrent pour Haïti, le 3 novembre 1920. Durant la période de 1903 à 1933, ici prise en compte, bien d'autres FIC allaient suivre les traces de nos deux volontaires de 1920 (*Mén.*, 481, 1144 ; *Personal I*).

20 - AGUILAR DE CAMPOO : 1921.

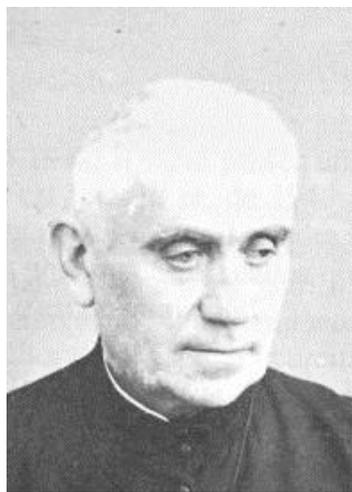
En septembre 1921, les **FF. Stanislas-Louis Arribard** et **Guillermo Gutiérrez** prirent en main le « Colegio San Gregorio », d'Aguilar de Campoo. Deux mois plus tard, ils recevaient le renfort d'un troisième confrère. Mais le **F. Arribard** mourut en 1925. Il fut inhumé dans le cimetière de la paroisse en présence d'une très nombreuse assistance.

En 1926, 176 élèves et un petit groupe d'internes fréquentaient l'établissement qui s'agrandit et passa l'épreuve de la laïcisation, puis de la guerre civile. Il se développa à un point tel qu'en 1991-1992, les statistiques fourniraient les renseignements suivants : maternelle : 25 élèves ; primaire : 324 ; secondaire - baccalauréat : 119 ; préuniversité : 34. Soit un total de 502 pour 29 professeurs.

21 - NANCLARES : 1922 - 1923.

Les instances de Biscaye cherchaient des responsables pour éduquer certains enfants de la province. À cet effet, les Supérieurs leur louèrent l'aile droite de la maison de Nanclares. Sous la direction des **FF. Adolfo José Uriarte** et **Clemente Garcia**, cette « Casa de Preservacion », accueillit 24 enfants en 1922. L'œuvre perdura jusqu'en 1946.

Un événement important se produisit en 1923. À la tête du Midi, le **F. Xavier Ménoret**, né à Notre-Dame (44) en 1874, remplaça le **F. Ulysse Baron**. Ancien d'Haïti, il était passé en Espagne en 1903 où il dirigea les écoles d'Echebarri, de Dos Caminos et de Baquio.



Frère Xavier Ménoret

Il enseigna ensuite à Reinoso, avant de devenir maître des novices à Dancharinea et à Nanclares. De 1920 à 1923, il vint à Béthanie fonder un juvénat pour les aspirants de France (*Mén.*, p. 1704)

S'il continua l'œuvre de ses prédécesseurs, il eut aussi à surmonter divers écueils : décret de Primo de Rivera rendant obligatoire pour les directeurs le diplôme de Maestro ; retour dans leur pays d'un certain nombre de FIC ; obligation du service militaire pour les jeunes religieux ; troubles politiques qui devaient aboutir à la guerre civile (*Chr.*, n° 196).

22 - VILAFRANCA DE ORDICIA-ORIA : 1927.

Les **FF. Zéphyrin-Joseph Le Govic**, Directeur, **Léopold Açaldéguy**, **Marcelino Rodriguez** et **Santiago Ibarzabal**

procédèrent à l'ouverture de l'école paroissiale « Santa Ana » de Villafranca de Oria, localité située sur l'axe Madrid-Irun. Ce fut la première école ouverte en Guipuzcoa. De 86 au tout début, le nombre d'élèves atteignit 123 dès 1933. Plus tard, l'Institut céda cet établissement aux FEC de Beasain.

23 - SARAGOSSE : 1928.

À la demande des autorités, le F. Xavier Ménoret envoya à la « Casa-Hospicio Provincial » de Saragosse, les FF. Damien Foutel, directeur, Demetrio Gonzalez, Prospero Gomis, Paulino Ramirez, Pedro Maria Saez, Antonio Saez et Justo Imatz.

Ils furent à pied d'œuvre le 12 novembre 1928 pour prendre en charge la formation de 500 élèves, de 8 à 18 ans. Le succès fut immédiat. Mais, dès le 22 avril 1931, en raison de la conjoncture politique, il fallut, à la demande du nouveau président de la « Diputacion provincial », rompre le contrat (*Chr.*, n° 105, *EDM.*, janvier, mai, jt 1929).

24 - BILBAO : 1930.

En octobre 1930, les FF. **Miguel José Aparicio**, **Estanislao Bustamente** et **José Maria Calderon** accueillirent 149 élèves à l'école paroissiale de la « Sagrada Familia » située dans un quartier de Bilbao. L'établissement fut fermé en 1936 et réouvert en 1937, jusqu'en 1939.

25 - LLODIO : 1931.

De Saragosse qu'ils avaient dû quitter, arrivèrent à la « Escuela del Valle » de Llodio, le 11 mai 1931, les FF. **Gaudenzio Arnaiz**, **Paulino Ramirez** et **Dionisio Castresana**. Ils prirent en charge les 70 élèves qui étaient répartis en trois classes. Ce nombre augmenta rapidement pour passer à 153 en 1932-1933 (*Mén.*, p. 1705, 1731, 2457, 2729).

26 - ROME : 1931.

Le 29 octobre 1931, les **FF. Eladio Mendiguren, Miguel Oribe et Pedro Maria Saez** gagnèrent la maison dite « Istituto - Collegio Sant'-Ivo » de Monteverde Vecchio qui servait de Procure générale, mais aussi d'école, de juvénat et de foyer d'étudiants. Quatre Frères y



préparaient ainsi leurs examens. Il y eut toujours depuis lors, à des titres divers, une présence espagnole dans ces murs (*Chr.*, n° 103, n° 107, n° 168 ; *EDM.*, sept. 1924)

27 - TUCUMAN (ARGENTINE) : 1933.

À la demande des Pères de Garaison, ou « Missionnaires de l'Immaculée Conception de Lourdes », les **FF. Francisco-Maria Aparicio, Fernando-Maria Ruiz et Arcangel Martinez** embarquèrent pour l'Argentine, le 16 mars 1933. Ils arrivèrent à Buenos Aires, le 2 avril et furent accueillis peu après comme auxiliaires des Pères garaisonniers au « Colegio Sagrada Corazon » de Tucuman.

De cette manière, les Supérieurs pensaient établir un pied-à-terre dans ce pays qui n'était pas à proprement parler une terre de mission. Leur but ? Fonder par la suite des écoles pour le compte de l'Institut. Tucuman, capitale de la Province de ce nom, se situe au nord de l'Argentine, à 1 160 km de Buenos-Ayres (*Chr.*, n°115, n° 117 ; *Mén.*, p. 322).

28 - NAISSANCE DU DISTRICT ESPAGNOL : 1933.

Si nous arrêtons ce résumé au 18 août 1933, c'est parce qu'il s'agit là de la date à laquelle la province Sainte-Marie fut scindée en deux. La partie française fut rattachée au district de Nantes. Et celle d'Espagne devint autonome sous le vocable de « Nuestra Señora del Pilar ». Elle serait appelée à un essor spécifique, tant dans ce pays que bien au-delà.

Dans des circonstances rendues très difficiles par les circonstances politiques, le **F. Demetrio Gonzalez** devint le premier provincial d'Espagne. Il prenait la relève de trois religieux qui avaient marqué leur passage en des temps héroïques : les **FF. Job Renault** (1894-1910), **Ulysse Baron** (1910-1923) et **Xavier Ménoret** (1923-1933) (*Chr.*, jt 1922).

D'après la liste du *Personal (I)* de septembre 1933, voici le patrimoine dont le district héritait, tant en maisons qu'en religieux. Nanclares : noviciado de San-José (15), Aguilar de Campoo (3), Bilbao : Preservacion (3), Sagrada Familia - Aneja (3), Berri-Ochoa (8), Refugio de la Infancia (6) ; Baquio (3) ; Bermeo (7) ; Reinosa (12) ; Villafranca de Oria (3) ; Mundaca (4) ; Munguia (3) et Plencia (7).

À cette énumération, il convient d'ajouter un grand novice à Jersey, deux religieux au service militaire, trois missionnaires à Tucuman, six en partance pour Haïti, un pour Rome et quatre pour la France. Quant à la relève, elle s'annonçait sous d'heureux auspices : treize scolastiques, quatre novices, ainsi que 31 postulants et jувénistes.

B - LES FIC DANS LE MIDI DE LA FRANCE : 1903-2014.

1 - LE DÉCRET DU 18 MARS 1903 ET SES CONSÉQUENCES

Dans chaque district, un certain nombre de Frères quittèrent l'Institut. Les autres surmontèrent l'épreuve dans des conditions souvent extrêmes. De plus, selon le dire du **F. Jean-Joseph Quirion**, futur **S.G.**(Supérieur général), « les tribunaux furent plus sévères pour le Midi que pour l'Ouest ». Cette constatation devra sans cesse éclairer l'ampleur de cette secousse et le mécanisme ainsi enclenché (*AFICP, Registre matricule de la Congrégation*, nos 2, 3, 4 ; *EM.*, n° 27).

De la sorte, après la surprise de 1903, et sans que l'on sache toujours le mois et le jour exacts, les FIC du Midi cessèrent d'enseigner à Accous, Branne, Castillon, Coutras, Eymet, Guîtres, Larressore, Lavacan, Les Matelles, Mirande, Saint-Denis-de-Pile et Villeneuve-sur-Lot. Puis, en 1904, ils quittèrent Casteljaloux, Corneilhan, Montpellier et Toulouse-Saint-Stanislas.

Dérouté, le **F. Job Renault**, Provincial de Midi, écrit au **S. G.**, le 15 mars 1904 : « Combien y en a-t-il (de Frères, NDLR) que l'on croit des nôtres et qui n'en sont plus ? Peut-être plus de la moitié. Ne pouvant avoir aucune relation avec eux, on sent que les liens se détendent de plus en plus. ». Le 26 octobre suivant, il lui réitère : « Ils

obéissent quand cela leur plaît. Certains se sont placés à leur guise et non à l'endroit qui leur était assigné » (*AFICP*).

Des fermetures s'ensuivirent encore : Bordeaux-La Bastide, Perpignan-collège (1905) ; Bordeaux-Saint-Michel, Mauvezin, Prades (1906) ; Tournecoupe (1907) ; Villeneuve-de-Marsan, Béziers, Pavie, Toulouse-Le Caousou (1908) ; Bordeaux-Tivoli, Toulouse-Orphelinat (1909) ; Vic-Fézensac (1912), La Réole (1913), Castelmoron (1915), Perpignan-Sanctuaire (1917) ; Dax (1918) ; Biarritz, Capbreton (1926) ; Verfeil (1927) ; Saint-Jean-Pied-de-Port (1938) et La Bastide-Clairence (1952).

À cette dernière date, à l'issue de parcours spécifiques semés d'embûches, des établissements ouverts avant mars 1903, il ne restait plus en exercice que Saint-Joseph et la maîtrise de Lourdes ainsi que le juvénat et la maison de Béthanie à Ciboure. Néanmoins, des opportunités seront offertes aux FIC, soit pour s'investir à nouveau dans l'enseignement, soit pour étrenner d'autres modes de formation et d'éducation de la jeunesse.

2 - EXPROPRIATIONS, PROCÈS, LIQUIDATIONS, RACHATS ...

Après mars 1903, être dissous équivalait à ne plus exister légalement. Les congréganistes devenaient des hors-la-loi, au sens littéral du terme. Ce qui entraînait automatiquement la confiscation et la liquidation des biens des congrégations préalablement inventoriés. Une fois les frais payés, les bénéfices devaient servir à financer hôpitaux et écoles publiques.

À cette fin, pour les instituts ayant leur siège principal en France - c'était le cas des FIC, leur maison-mère se situant à Ploërmel -, un décret prévoyait la nomination d'un « liquidateur unique ». Le nôtre, Me Henri Lecouturier, fut assisté de huit avocats appartenant à divers barreaux, dont pour le Midi, ceux de Nérac, de Pau et de Bordeaux (*Chr.*, juin 2001).

Les poursuites, les tracasseries administratives, les comparutions devant la justice, les condamnations, les amendes encourues et les interjections allaient durer longtemps. Il y eut bien des cas de figure : abus criants, quiproquos regrettables, estimations surprenantes, passe-droits inexpliqués, affectations imprévues, rachats de biens par leurs anciens propriétaires ...

À la différence de la Bretagne, le Midi –désorienté, très dispersé et plus lent à réagir -, ne se releva jamais entièrement de cette secousse, ni dans l’immédiat, ni par la suite. Mais il ne fut pas pour autant totalement anéanti. Un petit reste survécut en France, tandis qu’un autre contingent dynamique s’investissait en Espagne, comme nous venons de le constater.

Il faut dire que les décisions du Gouvernement avaient été aussi imprévues qu’efficaces. Des statistiques officielles de l’Instruction primaire permettent de se faire une idée du résultat des mesures prises à l’encontre des religieuses et des religieux enseignants, à l’issue d’un processus que l’on peut faire démarrer en 1877, veille des premières lois sur la laïcité (*Chr.*, n° 381).

À cette date, les congréganistes font la classe à 1 841 527 garçons et filles répartis dans 19 880 écoles. En 1906 - 1907, il ne reste plus que 7 387 congréganistes à exercer dans 1 851 établissements. En 1912, deux ans avant le délai prévu par la loi pour l’élimination totale de l’enseignement congréganiste, on ne dénombre plus en France que 27 écoles du genre (*Ibid.*).

Sur un autre plan, un rapport officiel de 1908, signé par Aristide Briand et Jacques Caillaux, rend compte du total des recettes et des dépenses résultant, en fin décembre 1907, de la liquidation du patrimoine des FIC de l’Ouest et du Midi. Savoir, pour les premières : 865 615,45 F et pour les secondes : 440 817,43 F (*Rapport*, 1908, cf. bibliographie ; *Chr.* n°381).

Touchant les liquidations, les prix de vente descendirent parfois au 1/5^e et même au 1/10^e de leur valeur d’estimation. D’autres fois, les biens ne trouvèrent pas d’acquéreur. Après 1907 surtout, une certaine presse dénonça des actes de mauvaise gestion, de dilapidation, de

gaspillage. Des noms furent même cités, et de très connus. C'est ce qui explique que le « milliard des congrégations » ne rapporta au Trésor, tous frais déduits, que 35 millions de Francs nets (*Chr.*, n° 381, *Dansette*, p. 313 ; *EM.*, n° 27).

3 - AU SUJET DE QUELQUES FERMETURES D'ÉTABLISSEMENTS.

En ce qui a trait aux expulsions, aux liquidations et à leurs répercussions dans le Midi, nous nous bornons, si cela n'a déjà été abordé pour des motifs de commodité ou de clarté, à évoquer, sans souci d'exhaustivité, des situations qui, à des variantes près, présentent le même scénario et aboutissent à plus ou moins brève échéance aux mêmes résultats.

3 - 1 : EN HAUTE-GARONNE (31).

Les FIC qui enseignaient en 1903 dans les trois établissements de **Toulouse** les quittèrent dans l'ordre suivant : Saint-Stanislas en 1904, le Caousou en 1908 et l'orphelinat en 1909 ...

*... Quant à Verfeil dont l'effectif en augmentation atteignait 111 élèves en juin 1902, les maîtres optèrent pour la sécularisation sur place et ne partirent qu'en 1927. Deux éducateurs marquèrent la paroisse: les **FF. Casimir Pique** (Samatan, 32) et **Raymond Escudé** (Travez-Sainte-Marie, 32) - qu'il ne faut pas confondre avec ses deux frères : les **FF. Justin** et **Exupère** (Mén., p. 1398).*

*Il s'agissait de deux personnalités d'exception qui exercèrent chacun plus de 50 ans dans la localité. Ils se retirèrent à Béthanie. C'est là que le **F. Raymond** décéda en 1927 à 78 ans, tandis que le **F. Casimir** mourut en 1938, à Saint-Jean-de-Luz, à l'âge de 92 ans, des suites d'une longue paralysie sereinement supportée jusqu'au bout (Mén., p. 1398).*

3 - 2 : DANS LE GERS (32).

Jetons d'abord un regard sur l'ancienne maison provinciale de **Lavacan** qui avait également servi de postulat et de noviciat. Le 11 octobre 1903, ordre fut donné aux FIC d'évacuer les lieux. Resté seul, le **F. Edgar Duprat**, économe, fut logé chez la famille Saint-Ange, voisine du domaine, qui accepta d'entreposer meubles et divers effets que l'on passa clandestinement en Espagne. L'aumônier, l'abbé Izabé, fut nommé curé de la paroisse Saint-Paul à Auch.

Le 4 décembre suivant, le **F. Alexis-Charles Auvray**, un Couëronnais, qui avait exercé à Bordeaux-Tivoli avant d'être Assistant, eut l'occasion de visiter la propriété. Il évoque les sombres corridors, le mortel silence des lieux, la statue délaissée de la Vierge Marie, le spectacle attristant de la petite chapelle à l'abandon ... (*Souvenirs de l'Institut*, 1905, préface, p. 2-3).

Lavacan était tombé dès 1903 dans la mense archiépiscopale. Puis, entre 1905 et 1913, il semble avoir servi de casernement aux réservistes pour leurs rituels « 28 jours ». En 1910, une partie des terrains fut expropriée : on envisageait d'y construire les murs de soutènement d'une ligne de chemin de fer reliant Auch à Lannemezan. Ce projet fut abandonné en 1914, à la déclaration des hostilités. Par ailleurs, nous ignorons l'année où le nom de « Lavacan » se mua en « Lavacant ».

Pendant la Grande Guerre et jusqu'en 1926, les locaux hébergèrent des malades issus des régions envahies par l'ennemi. Des orphelins y passèrent ensuite leurs vacances d'été. De 1936 à 1939, la maison abrita des réfugiés espagnols. En janvier 1943, elle servit de base à l'État-major allemand. La chapelle, aujourd'hui disparue, gardée jour et nuit, fut consignée comme dépôt de munitions.

En 1990, les gens de Pavie se souvenaient encore de faits particulièrement sinistres. Des résistants, puis des collaborateurs furent fusillés contre le mur de la cour du château qui conservait naguère l'impact des balles. Quant aux femmes, elles furent exécutées

en face, parmi les bâtiments construits au XIXe siècle, « à l'époque des Frères » (*Enquêtes orales*, auprès de la Direction).

Le domaine tomba à nouveau en ruine. Le site, restauré, accueillit en 1954 une classe de l'École ménagère agricole de Miélan, Pavie ayant encore une forte densité de cultivateurs. Dix ans plus tard, avec ses deux classes supplémentaires, l'établissement devint un collège agricole et se mua en internat mixte, tout en diversifiant les formations proposées aux filles et aux garçons.

Dans les années 1980, les modifications se poursuivirent dans trois axes : construction de nouveaux bâtiments, aménagement des anciens et jonction des deux premiers ensembles. En 1993, Lavacant intégra même une nouvelle structure : le « Lycée d'enseignement général et technologique agricole et agroalimentaire d'Auch-Beaulieu-Lavacant ».

Depuis, l'établissement n'a cessé de s'agrandir, tout en s'adaptant au fil des ans à de nouvelles normes, ainsi qu'aux programmes élaborés pour les sections de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt (*Chr.*, n° 283 ; Damien Peyramond, *Le Site de Lavacant*).



À **Mauvezin**, l'école n'ayant pas fermé à temps, un jugement du tribunal correctionnel de Lectoure, en date du 14 août 1903, condamna le **F. Dominique Pailhé** et son adjoint à 16 F d'amende avec sursis. L'appel fut interjeté. Les religieux s'étant sécularisés sur place, le tribunal ordonna la fermeture de l'établissement. Le **F. Benoît-Jean Lahens** réagit dès le 19 octobre en ouvrant à Mauvezin même une nouvelle école libre qui fonctionna jusqu'en 1906.

La petite école primaire de **Pavie** survécut jusqu'en 1908. Elle fut louée en 1903 à M. le Comte Dillon, maire de la commune, et vendue en 1911. Mais, par suite d'une méprise due à l'agent du liquidateur, l'établissement fut porté comme bien des FIC « parce qu'ils y enseignaient » (Chr., n° 381).

Le 21 octobre 1902, l'Inspecteur d'Académie avait alerté le Préfet sur les dangers d'une coexistence scolaire à **Vic-Fezensac**. Et le 30 octobre 1903, le Procureur de la République fournit ce rapport au Préfet : « L'établissement n'a pas fermé. Le directeur, le sieur **Louaisil (F. Gaston-Joseph, NDLR)** et son adjoint, le sieur **Malzac (F. Léon-Marie, NDLR)**, se disant sécularisés, ont été poursuivis, ainsi que le sieur Viau, propriétaire du local » (Chr., année 1901).

Le rapport spécifie : « Tous les trois ont été relaxés par jugement du tribunal d'Auch, du 23 juillet dernier. Sur appel du Ministère public, le jugement a été confirmé par arrêt de la Cour d'Agen, du 22 août suivant. Mais cette décision n'est pas définitive, le Ministère public s'étant pourvu en cassation. » De la sorte, le Procureur se borna à constater qu'il n'y avait pas de chapelle dans les locaux de l'école (*Mén.*, p. 727, 904).

Les **FF. Louaisil**, de Domalain, et **Malzac**, de Montpellier, continuèrent à instruire les jeunes Vicois jusqu'en 1912. Ces deux religieux, aussi maladifs l'un que l'autre, faisaient l'admiration de leurs élèves et de la population par leur amitié durable et désintéressée. Pourtant, l'un et l'autre devaient atteindre un âge honorable pour l'époque, puisque le premier mourut à 73 ans et le second à 52 (*Mén.*, p. 727).

À Mirande, les **Frères Anselme-Joseph Toulouse** et **Sénéry Tajan** ne s'étant pas retirés à temps de l'école furent poursuivis en correctionnelle, le 1er mai 1903. Chacun d'eux dut payer 25 F d'amende. Le tribunal ordonna la fermeture de l'établissement. Les intéressés firent appel. Mais l'ordonnance de référé passa outre. Et les maîtres furent obligés de partir (*Mén.*, p. 715, 730, 904).

3 - 3 : EN GIRONDE (33).

Le 1er novembre 1903, l'agent du liquidateur s'empara de l'école de **Guîtres** et remit la clé à l'instituteur laïque. Mais les propriétaires de l'établissement assignèrent le liquidateur devant le tribunal de Ploërmel, qui par jugement du 21 octobre 1904 déclara que les titres de propriété des demandeurs étaient incontestables et décida que les clés de l'immeuble devaient être rendues sans tarder aux destinataires.

L'école pensionnat de Bordeaux-la-Bastide employait encore sept religieux en 1903. Parmi eux, le **F. François-Joseph Lapeyre**, directeur depuis la fondation en 1873, dont le renom s'étendait dans tout le département. Mais 1905 sonna la fin de l'aventure. Le dernier responsable de l'établissement fut le **F. Bernardin Cazottes**, né à Cornus (12), près de Sainte-Eulalie-de-Cernon.

Le même cas de figure se répéta à **Bordeaux-Saint-Michel** (1868-1906). Le décret de 1903 surprit les sept enseignants de ce collège, fort coté pour ses résultats, dont le personnel était unanimement estimé et qui naguère avait scolarisé jusqu'à 400 garçons.

Ce fut finalement **La Réole** qui, dans le diocèse de Bordeaux, allait survivre le plus longtemps : en 1903, quatre FIC y faisaient encore la classe à une centaine d'élèves. Puis, le **F. Florent Lollivier**, né à Aveyssac, assumait la direction de l'ensemble jusqu'à la fermeture de l'école en 1913.

3 - 4 : DANS LE LOT-ET-GARONNE (47).

De 1904 à 1912, le **F. André-Pierre Costes** exerça à **Castelmoron** dont l'école avait été ouverte en 1859. Il était originaire d'une paroisse voisine. C'est là d'ailleurs qu'à deux reprises il logea chez son frère prêtre. Jusqu'au bout, il se dévoua au service des enfants de la commune. Les religieux abandonnèrent les lieux en 1915 ou 1916 (*Chr.*, 1892, 1920 ; *Mén.*, p. 552, 862, 1172).

3 - 5 : DANS LES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES (64).

Nous n'avons que peu de renseignements sur la vie du diocèse de Bayonne qui fut durement touché lors de la période des expulsions et des liquidations. Par surcroît, il y eut une vacance épiscopale imprévue ... de quatre longues années ! En effet, Mgr Jauffret (1889-1902) ne fut remplacé par Mgr Gieure qu'en 1906.

De 1903 à 1907, le **F. Jean Gayan**, secondé par deux confrères, assumait la direction de l'établissement de **Biarritz**, inauguré en 1891. Il fut relayé jusqu'en 1910 par le **F. Maximin-Marie Jean**. À cette date, le **F. Jean-Marie Lollivier** prit en main l'établissement avant d'être remplacé six ans plus tard par le **F. Prosper-Osmin Siau**.

Aidé d'un confrère et de deux civils, ce dernier assumait toujours ses responsabilités quand il mourut subitement à 59 ans, le 17 mars 1926. Mais l'impulsion initiale ne faillit pas. Si bien que l'école Sainte-Marie est encore appelée celle « des Frères », d'autant qu'elle est toujours située au 14 de la rue qui porte toujours leur nom.

À **Saint-Jean-Pied-de-Port**, quatre directeurs succédèrent au **F. Fauste Lay**, le fondateur : les **FF. Ruffin Roquefeuil** (1904-1906), **Edmond-Charles Jean** (1906-1928), **Laurent Garat** (1928-1935) et **Aloysius Otin** (1935-1938). Ce dernier mourut subitement, le 20 février 1938. Par le fait, l'établissement échappa aux FIC, après avoir été l'un des fleurons de l'œuvre du Midi.

Après le décret du 18 mars 1903, les enseignants sécularisés avaient dû subir bien des contraintes comme celle de la comparution

devant le tribunal de Saint-Palais et devant la Cour de Pau et celle du pourvoi en cassation. Mais leur requête fut rejetée et l'école fermée en 1905. On avait donc ouvert un nouvel établissement qui fonctionna sous une forme différente.

... En 1965, les Saint-Jeannais auraient bien voulu bénéficier du retour des FIC. Mais le choix des responsables diocésains de l'enseignement et les membres du Conseil général de l'Institut se porta sur « l'école et collège Saint-Jean-Baptiste-Sainte-Marie » de Saint-Jean-de-Luz, où en septembre 1966, s'investirent les deux premiers FIC.

À propos de **La Bastide-Clairence**, voici la liste des directeurs successifs depuis 1903, avec leur département d'origine : **FF Jean-Ernest Milhau** (34), **Cérase Escoubas** (65), **Ernest Sempé** (32), **Pierre Louasil** et **Damien Foutel** (35), **Octavien Lacrampe** (65) et **Laurent Garat** (64). Une véritable leçon d'œcuménisme avant la lettre !

Après sept ans d'exercice, le **F. Lacrampe** (Agos-Vidalos, 65) fut nommé directeur à Bagnères-de-Bigorre, le 1^{er} octobre 1945. Mais ce foudre de travail, qui jusque-là n'avait jamais connu la maladie, fut atteint d'une crise cardiaque, le 28 janvier 1946. La troisième lui fut fatale. Le **F. Laurent Garat**, de Biarritz, dut le remplacer en cours d'année.

*En octobre 1946, les FF. **Gustave Hémerly, S. G., et Ange Eyhérabide**, Visiteur du Midi, firent un crochet par cette école de 33 élèves. Un an plus tard, le F. **Célestin-Paul Cueff**, tout jeune Assistant, poussait à son tour une visite pour reconforter le nouveau directeur. Lors de son passage dans le Midi, du 6 au 22 novembre 1950, le R. F. se rendit encore à La Bastide-Clairence » (Chr., n° 187).*

Il était clair que quelque chose s'y préparait. En 1952, le **F. Ange** prévint le curé-doyen du départ des FIC pour les raisons suivantes : manque de relève, mort du **F. Garat** le 22 avril 1952, et effectifs scolaires trop réduits : les deux classes réunies ne comptaient plus que 25 élèves. Mais cet établissement existe toujours, que certains

appellent encore « l'école des Frères », située précisément à la rue qui portent toujours leur nom (*Archives*, École Immaculée-Conception).

3 - 6 : DANS LES HAUTES-PYRÉNÉES (65).

La Basilique de Lourdes investissait deux groupes de FIC formant une communauté sous la responsabilité d'un même supérieur. Celui de l'école privée d'abord, qui appartenait à la mense épiscopale. Au départ, en 1884, il n'y avait qu'une classe (composée uniquement de petits Lourdais), où enseignait le **F. Jérôme Dubarry** (Labriche, 33).

Le recrutement s'élargit par la suite. Puis, le 18 octobre 1894, on inaugura un internat maîtrise pouvant accueillir les 25 enfants de chœur et petits chanteurs attachés aux Sanctuaires. En 1900, deux FIC faisaient classe à ces pensionnaires pour le compte des Pères de la Grotte. Après le séisme de 1903, le **F. Sylvain Combes** (Mélac, 12) marqua l'internat par la durée de son mandat.



*Maîtrise des Sanctuaires de Lourdes.
Les Frères ont tenu le pensionnat jusqu'en 1975*

De 1906 à 1927, il en assuma la direction. Puis, sous la conduite d'un ecclésiastique, la maîtrise prit une orientation presbytérale : les études furent organisées en vue de l'entrée des élèves au petit séminaire de Saint-Pé-de-Bigorre où, au siècle précédent, avait exercé un FIC. Bien plus tard, comme la maîtrise survivait avec peine, on envisagea de la fermer. Mais l'ordinaire du lieu décida de la maintenir.

Elle allait néanmoins cesser d'être un établissement scolaire en 1974 pour devenir un « foyer vocationnel » destiné aux jeunes du premier cycle. Ils se mirent alors à suivre les cours au collège Saint-Joseph de la ville. Cette expérience se poursuivit quelque temps avant d'être définitivement abandonnée (*Archives, Maîtrise, Chr.*, nos 235, 290, 387).

En second lieu, la résidence des Missionnaires avait été agrandie en 1893 de bureaux qui comprenaient différents services où s'investissait un certain nombre de FIC : rédaction du « Journal de la Grotte », secrétariat du Bureau de la Grotte, enregistrement des messes, dons et ex-voto, expédition d'eau, abonnements au « Journal » et aux « Annales de N. D. de Lourdes » ...

Il en sera ainsi jusqu'au 3 janvier 2008, jour où les Frères de la Grotte intégrèrent la communauté de Saint-Joseph, au 24 de la rue de Bagnères. Ce qui ne les empêche pas de descendre travailler aux Sanctuaires. Ainsi prenaient fin plus de cent ans de présence directe dans ces lieux chargés d'histoire (*Chr.*, n° 290 et avril 2008 ; Courtin, *Lourdes et le Domaine...*).

3 - 7 : DANS LES PYRÉNÉES-ORIENTALES (66).

Prenons à présent le cas des trois établissements du diocèse de **Perpignan**. Les FIC quittèrent le collège Saint-Louis en 1905. Mais le « sanctuaire » (ou maîtrise) du petit séminaire, fermé durant une huitaine de jours, par suite de la confiscation du local, fonctionna ensuite jusqu'en 1917.

À la faveur d'une lettre du **F. Job Renault** adressée au **S.G.**, le 15 janvier 1907, au sujet de cette courte parenthèse, nous apprenons cette précision : « On a trouvé à se caser et l'on a conservé le personnel. » Mais s'agit-il du même local ou d'un autre ? Reste enfin le cas de **Prades**, avec ses quatre maîtres en 1904. Ils quitteront l'établissement en 1906 (*AFICP*).

4 - OUVERTURES OU RÉOUVERTURES D'ÉCOLES, À PARTIR DE 1903.

4 - 1 : TOURNECOUPE (32) : 1903 - 1906.

Les FIC retournèrent en 1903 à l'école qu'ils avaient fondée en 1861 et quittée en 1883, à moins qu'il ne s'agisse d'un autre établissement situé dans la même commune. Mais en 1906, ne pouvant suffire à la besogne, et se trouvant seul et sans adjoint, le **F. Dominique Pailhé**, se retira de Tournecoupe (644 hab. en 1906) chez l'un de ses anciens élèves devenu curé de Pessoulens.

4 - 2 : BORDEAUX-TIVOLI (33) : 1903 - 1904.

Les FIC avaient dès 1889 déserté le collège de **Bordeaux-Tivoli**. Mais il devait accueillir à Pâques de 1903 le **F. Elysée Erguy**, né, à Lasse (64), près d'Arnéguy, et qui venait de Perpignan. On ne trouverait plus de FIC à Tivoli au-delà de 1904.

4 - 3 : BAZAS (33) : 1903 - 1908.

Au collège Saint-Jean de **Bazas** (4 684 hab. en 1906), où les FIC semblent n'avoir jamais enseigné avant 1903, on trouve jusqu'en 1908 plusieurs religieux, dont le **F. Aristide Carrère**, ancien directeur de Branne. Il quitta l'Institut après avoir confié à l'économiste général ses titres de rentes, le priant de ne lui servir jusqu'à sa mort que les intérêts.

4 - 4 : BAYONNE (64) : 1903 - 1908.

Au départ des Pères de Bétharram en 1903, l'Institution Saint-Louis-de-Gonzague située à Bayonne (27 601 hab. en 1901) fut reprise par le clergé diocésain. De 1903 à 1906, y enseigna le **F. Edmond-Charles Jean**, né à Bresle (43). Un jour, il subtilisa un billet à un élève de première qui pour le reprendre se battit avec le professeur et récupéra son bien, non sans être renvoyé aussitôt.

Mais, à la surprise générale, voilà que, le jeune homme fut à nouveau admis après les vacances de Pâques. Se sentant désavoué, **M. Jean** donna immédiatement sa démission. Le **F. Sébastien Soubelet** (64) lui succéda, qui fut apparemment le seul FIC à exercer à Saint-Louis jusqu'en juillet 1908, date à laquelle il prit une autre direction.

4 - 5 : PAU (64) : 1903 - 1904.

Au dire du **F. Ange Eyhéribide**, l'école de « L'Enfant-Jésus » de Pau (34 268 hab. en 1901) était également un ancien établissement des Pères de Bétharram. Elle fut rachetée par un prêtre qui le destinait aux Frères sécularisés. À la suite des expulsions, nous y trouvons pour quelques mois seulement, avant son départ pour Bayonne, le **F. Edmond-Charles Jean**, entrevu plus haut.

Ancien de Lavacan, il s'était déjà illustré à Vic-Fezensac, Lourdes, Saint-Denis-de-Pile et La Réole. En 1906, il sera nommé directeur à Saint-Jean-Pied-de-Port où il donna le meilleur de lui-même jusqu'en 1928. Il devint alors, pour 22 ans, économiste de La Mennais à Ploërmel, tout en dispensant des cours de mathématiques en seconde et en première.

Le 17 novembre 1950, devant tous ses confrères rassemblés à la salle commune pour l'étude religieuse, il fut emporté en quelques minutes par une crise cardiaque, sans jamais avoir manifesté de fatigue particulière. Ses obsèques furent célébrées le dimanche suivant dans la chapelle de la communauté, en présence d'une foule

de Ploërmelais, d'amis, de scolaires et d'anciens élèves (*Chr.*, n° 186, *Mén.*, p. 1656).

Le **F. Ruffin Roquefeuil** (Saint-Rome-de-Cernon, 12) s'était aussi investi à Pau. En novembre 1903, l'un de ses confrères rapporte : « Nous étions cinq à faire l'école ; moi, j'étais surveillant, car il y avait une dizaine de pensionnaires. Ce n'était qu'une école primaire et qui comptait assez peu d'élèves. Le directeur ne faisait pas de classe ». Séjourna également dans cette école le **F. Hubert Sère** (Lartigue, 32) qui passa et repassa la frontière espagnole et mourut à Josselin en 1971 (*Chr.*, n° 205 ; *Mén.*, p. 1658).

... À propos des années 1904-1905 - en raison sans doute des circonstances -, un relevé plus fiable que celui mentionné pour l'année précédente signale l'existence des collèges ecclésiastiques suivants, avec entre parenthèses le nombre de Frères y résidant : Béziers-La-Trinité (2); Dax (2) ; Perpignan-Saint-Louis(1) ; Perpignan-Sanctuaire (2) ; Prades (2) ; Toulouse-Caousou (4) (AFIC).

Cette liste est à compléter comme suit : Ciboure (3), Biarritz (3), Bordeaux-Saint-Michel (4), Bordeaux-Bastide (2), Lavacan (1), La Bastide-Clairence (2), La Réole (3), Lourdes-Ville (7), Lourdes-Sanctuaires (3), Mauvezin (2), Pavie-école (1), Saint-Jean-Pied-de-Port (5), Verfeil (2), Vic-Fezensac (2), Villeneuve-de-Marsan (2), Toulouse (1), Capbreton (1). Soient 44 FIC répartis dans 17 écoles (plus les 13 des collèges ecclésiastiques calculés plus haut) (AFIC).

4 - 6 : CAZAUBON (32) : 1904 - 1907.

L'école de **Cazaubon** venait d'être fermée le 1^{er} janvier 1902. Néanmoins, dans sa correspondance au **R. F. Abel Gaudichon**, le **F. Job Renault** évoque le cas du **F. Antoine-Joseph Sérís** (Bouzon, 32), présent à **Cazaubon-Barbotan** de 1904 à 1906. La localité de Barbotan où le 1^{er} novembre 1907 mourut cet « organiste et sacristain » était une section de Cazaubon.

4 - 7 : CAPBRETON (40) : 1904 - 1926.

Capbreton (1 313 hab. en 1901), ancien centre de pêche très actif, actuellement port de plaisance et station balnéaire, se situe dans les Landes, entre Hossegor et Labenne. Le **F. Gabriel-Edouard Cazenave** (Ossen, 65) fut nommé au tout début comme titulaire de l'école. Mais, en raison du contexte, on n'est même pas sûr qu'il s'y rendît. Par contre, y exercèrent sans conteste les **FF. Marie-Eloi Alric** (Sainte-Eulalie-du-Cernon, 12) et **Nicéphore Laborde** (Tarbes, 65).

4 - 8 : PESSOULENS (32) : 1906 - 1925.

Lors de la fondation de l'école par le **F. Dominique Pailhé**, en 1906, Pessoulens comptait 434 âmes. Ce nouveau directeur n'était pas un apprenti dans la matière. Il avait déjà exercé dans sept établissements et inauguré l'école de Mauvezin (65), sa commune natale, qu'il venait de diriger d'une main experte durant plus de trois décennies.

Interpellé par les autorités, il refuse dans un premier temps d'obtempérer à l'ordre intimé de fermer l'école, prétextant qu'il est sécularisé et instituteur laïc. Qu'à cela ne tienne ! Il reçoit alors la visite du procureur, du juge d'instruction, du juge de paix et des gendarmes. Pendant trois heures, on le questionne, en vain, pour lui trouver une preuve de non-sécularisation.

Malgré bien des obstacles, il réussit à diriger l'école libre de la commune. La municipalité pessoulinoise le supplia même de prendre la charge de premier magistrat. Il y mit une condition : celle d'être élu à l'unanimité. Ce qui advint. En plus de sa classe, il s'exécuta donc de bonne grâce, au mieux des intérêts de chacun de ses administrés.

Cet éducateur né, pour qui l'école, la commune et l'église étaient sa vie, suivait de près et encourageait ses anciens élèves, tout comme les « vocations » qu'il avait suscitées en nombre. Il ne quitta son champ d'action qu'à 82 ans, pour se retirer à Ciboure où il décéda le

17 juillet 1929. Le caveau de Béthanie s'honore de garder la dépouille d'un tel pédagogue (*Chr.*, 1930 ; *Mén.*, p. 904).

4 - 9 : BAGNÈRES-DE-BIGORRE (65) : 1942 - 1946.

Plusieurs FIC passèrent par l'école Saint-Vincent de Bagnères-de-Bigorre ouverte en janvier 1942 : les **FF. Fernand Guillé**, premier directeur, **Octavien Lacrampe**, **Gustave Tréhorel**, **Simplice-Joseph Vincent**, ancien des missions du Canada et d'Haïti. Y exercèrent aussi les **F. René-Joseph Guihard** et **René-Auguste Clerc'h** (*Mén.*, p. 2631, 2785).

En 1942, en pleine Guerre, le **F. Gustave Tréhorel**, membre de la Croix-Rouge, reçut un diplôme d'honneur avec les citations suivantes: « Chargé de l'identification des morts, mit toute sa conscience dans l'accomplissement de sa mission - Brancardier volontaire aux Equipes d'urgence, a donné malgré ses 60 ans l'exemple du courage aux jeunes brancardiers - A accompli le 29 juin une mission de brancardage et le 30, une mission de recherche au péril de sa vie. »

C'est dans cette commune de presque 10 000 habitants qu'eut lieu en 1944 un fait de guerre qui faillit tourner au drame. Un dimanche après-midi de juin, une troupe allemande fut chargée de reprendre la ville aux F.F.I. (Forces Françaises de l'Intérieur). Mais voilà que, avec une quarantaine de Bagnérais, les **FF. Fernand-Marie** et **Gustave** furent conduits sur la place du Marché.

Alignés comme otages devant les bouches des mitrailleuses, ils attendirent durant deux heures la fin des événements, tandis que, *in extremis*, le sous-préfet obtenait des Allemands la délivrance des détenus. La *Chronique* relate que les deux FIC contemplèrent longuement les armes braquées sur eux, qu'ils n'en furent point troublés, mais que néanmoins ils récitèrent plusieurs fois leur acte de contrition (*Chr.*, n° 210).

4 - 10 : URRUGNE (64) : 1947 - 1982.

L'école Saint-François Xavier d'Urrugne (3 514 hab. en 1946), construite en 1914, fut confiée aux FIC en 1947. À sa tête se trouvait

alors l'abbé Louis Mendiboure, futur directeur diocésain de l'enseignement primaire de Bayonne. Après avoir effectué son noviciat à Ploërmel en 1898, son grand-oncle, le **F. Cléomène-Jean Mendiboure** s'était jadis engagé dans l'Institut des FIC.

Le **F. Théodicien Dréano** (Radenac, 56), ancien d'Egypte d'où il avait été chassé, fut le premier religieux à remplacer comme titulaire l'ecclésiastique partant. Le 1^{er} octobre 1947, il héritait d'un établissement de 95 élèves. Lui succédèrent comme directeurs, provenant de quatre départements différents, les **FF. Matthieu Théaux** (Laslades, 65), **Frédéric Marteil** (Paris, 75), **Donatien Guibert** (Saint-Colombin, 44) et **Jean Sallaberry** (Hélette, 64).

Ce dernier y avait précédemment exercé comme adjoint, tout comme l'avaient été ou le seraient les **FF. Léon Dublanc, Jean-Gérard Nogaro, Laurent Arrayet, Jean-Baptiste Larrea, Louis Delabouhère** et **Louis Dubourg**. Tous ces religieux occupèrent un temps, l'une des trois parties du presbytère : les deux autres étant imparties respectivement au curé et au vicaire.

À la rentrée de 1975, les Frères d'Urrugne furent conviés à rejoindre le soir la communauté de Béthanie qui accueillait déjà, depuis 1966, ceux du collège Sainte-Marie de Saint-Jean-de-Luz. Furent ainsi concernés les **FF. Jean Sallaberry** et **Louis Delabouhère**. Puis, en septembre 1982, l'Institut céda la direction à un laïc, bien que le **F. Jean** y fût encore présent jusqu'en 1986.

Avant de devenir en 2013-2014 un modèle du genre, l'école avait déjà subi en 1981 d'importants aménagements, à la faveur d'une douzaine de volontaires enthousiastes. La localité comptait alors 8 946 âmes : un chiffre en hausse. On y construit même un trinquet. Ce nom désigne une salle couverte, dévolue à la pelote, le recteur de la paroisse, ayant été sa vie entière un illustre ambassadeur de ce sport complet.

Le **F. Sallaberry** marqua son passage à Saint-François tant par son dévouement que par son acculturation systématique. Pendant les 22 années qu'il vécut en immersion à l'école, il se fit « Urrugnar » parmi les « Urrugnar ». La population tint à le remercier chaleureusement en

lui dédiant un makila d'honneur en guise de récompense suprême pour l'attachement qu'il avait manifesté envers les enfants, les jeunes, les anciens élèves et leurs familles (*Chr.*, n° 312; *Mén.*, p. 2754).

4 - 11 : RABASTENS-DE-BIGORRE (65) : 1956 - 1956.

Une école libre s'était ouverte en 1955 à Rabastens (918 hab. en 1954), un chef-lieu de canton, au nord des Hautes-Pyrénées, célèbre par ses vins et ses foires. L'année suivante, le titulaire fut rappelé en Algérie. Sollicité par Mgr Théas, évêque de Tarbes et Lourdes, le **F. Ange Eyhérabide**, Visiteur du Midi, accepta de prendre en charge la marche de l'école jusqu'au retour de l'instituteur.

En remplacement du soldat mobilisé, il nomma le **F. Jean Sallaberry**, qui résidait à la communauté de Saint-Joseph à Lourdes. Cependant, ce dernier fut dans l'impossibilité de rester au-delà de la Toussaint. C'est pourquoi, le **F. Bernard-Etienne Blanchais** (Mouais, 44), qui était affecté à la maîtrise de la cité mariale, dut le relayer à son tour.

Il venait passer les dimanches dans sa communauté d'origine et termina à Noël son mandat de suppléant. Voilà sans doute, malgré la succession des deux directeurs intérimaires, l'un de ces très brefs séjours scolaires qui n'ont que trop caractérisé les établissements du Midi (*Annales* : Maîtrise de la Grotte ; **F. J. Pinel**, *communication*).

4 - 12 : LE CAMP MÉDAS (65) : 1961 - 2014.

En vue d'en faire un lieu de vacances et de repos pour les Frères, leurs amis et les jeunes, le **F. André Bourdaud**, Visiteur du district de Nantes, acheta en 1961 une ancienne ferme des Hautes-Pyrénées, à Bordères-Louron (environ 130 hab.) : une localité ravissante de bout du monde. Toujours en service depuis, on la dénomme communément le « Camp Médas ».

4 - 13 : SAINT-JEAN-DE-LUZ (64) : 1966 - 1999.

À l'origine, en 1853, il s'agissait d'une école, puis d'un collège avec pensionnat, ensuite d'un cours complémentaire, avec primaire à Saint-Jean-Baptiste, enfin d'un collège sous contrat d'association. Cet

établissement, situé à deux pas de l'église où, le mercredi 9 juin 1660, Louis XIV se maria avec l'Infante d'Espagne, véhicule une longue histoire que nous développons à dessein.

Il mérite que l'on s'y attarde parce que, par bien des aspects, il représente le plus typique des œuvres des FIC du Midi fondées au XXe siècle. Quand en 1842 mourut Jean Bague, son école de 50 élèves disparut avec lui. Saint-Jean-de-Luz et Ciboure financèrent alors une nouvelle unité située au couvent des Récollets, construit en 1611, sur une ancienne île, entre les deux cités.

Ederregi irauteko : « C'était trop beau pour durer », auraient dit, sceptiques, les vieux Luziens et Cibouriens, instruits par l'expérience de leurs rivalités séculaires et les récents événements locaux. Effectivement, sans plus attendre, Ciboure fonda son propre collège de prêtres nommés par l'évêque. Mais l'établissement fit long feu et ferma deux ans plus tard !

La réaction du curé Goïty de Saint-Jean-de-Luz ne tarda guère. Le 24 mai 1853, les Marianistes lui demandent d'établir une école libre dans sa paroisse. Si bien que le 14 novembre suivant, ils ouvrent un pensionnat, au n° 2 de la rue Saint-Jacques, en bordure de la voie jacobite du littoral - dite « camino del Norte » - menant les pèlerins à Compostelle.

Ils envisageaient de s'y recruter en nombre et d'en faire un tremplin pour s'implanter en Espagne. Ils furent très déçus dans leur désir de vocations marianistes - ils n'en eurent aucune -, bien que l'école, de plus en plus réputée, fournît par ailleurs, dès avant même la Guerre de 1914, un archevêque : Mgr Mugabure, une vingtaine de prêtres et des personnalités en tous genres.

Quant à s'installer plus au Sud, à Saint-Sébastien précisément, ils attendirent 1887. En 1855, devant l'afflux des élèves et l'exiguïté des locaux, le Frère Côte, premier directeur, avait repéré le bâtiment de « Chabatchenia », aux 20 et 22 de la même rue. Mais son propriétaire, M. Pagès, ne voulait pas vendre sa maison, encore moins à une congrégation qui en ferait une école chrétienne.

À la mort de ce dernier, en 1856, son héritière et gouvernante traita tout autrement de l'affaire. Si bien que les Marianistes acquirent pour un prix modique la demeure bourgeoise tant convoitée. En ce lieu, il est toujours recommandé de méditer sur l'inscription du linteau de la porte principale : « Ici fait l'homme ce que peut et fortune ce qu'elle veut ».

Tout dans ce bâtiment était vétuste et nécessitait autant de réparations que d'aménagements. Au point que, de génération en génération, et jusqu'à nos jours, on sera toujours amené à s'adapter, à réparer, à construire et à investir de fortes sommes d'argent. Peu après cet achat, la ville octroya à l'établissement en guise de cour un terrain sablonneux, en bordure de l'Océan.

Au début, cette « école primaire libre » comptait quatre Frères, et 142 élèves répartis en trois classes auxquelles s'ajoutait celle des 30 adultes. Dès 1855, apparaît un pensionnat de seize garçons. L'institution se développa peu à peu. On y trouvera jusqu'à onze enseignants, assistés de surveillants et, le cas échéant, d'un cuisinier, d'un infirmier, d'un linge, d'un tailleur, d'un réfectoier, d'un portier et d'un administrateur.

Auparavant, le prestigieux **F. Coste** avait été déplacé à Saint-Stanislas de Paris : ses relations avec le curé de Saint-Jean-de-Luz, loin d'être cordiales, ne faisaient qu'empirer. Il y avait même eu des représailles réciproques et pour le moins inédites, répercutées et enflées par la rumeur. Au prétexte d'une cure à la Côte basque, le « fondateur » revint à Sainte-Marie et connut la prison pour avoir volé, en connaissance parfaite des lieux, la caisse de son ancien établissement !

Les Marianistes n'eurent de cesse de « s'inoculer l'esprit du pays », selon le vigoureux conseil reçu de leur Supérieur. Ils firent face à de nouveaux défis et traversèrent la crise de 1903, à la faveur d'une complicité, pratiquement sans faille, de la population. Ainsi, se sécularisèrent-ils sur place, tandis que la paroisse achetait le collège spolié.

En 1936, au début de la Guerre civile espagnole, les réfugiés arrivant en masse, 390 élèves fréquentèrent les salles de cours. Le conflit de 1939 - 1945 eut ensuite des répercussions imprévues sur la marche de l'école. Ainsi, une lettre adressée à la hiérarchie, bien après la fin des hostilités, signalait avec regret que tous les Frères n'étaient pas encore rentrés.

Si bien que, en près de 100 ans de travail de labeur, de reconductions et d'initiatives en tout genre, spécialement en sports, en gymnastique, en musique vocale et instrumentale, en langues (espagnol, allemand, italien, latin), les Marianistes, qui possédaient une âme de pionniers et la fibre pédagogique, se virent contraints de quitter Saint-Jean-de-Luz, le 14 avril 1947.

Les Maristes leur succédèrent, de 1947 à 1961. Puis, un prêtre diocésain, vicaire de la paroisse, l'abbé Arnaud Aguerre, prit le relais jusqu'en 1966, date de l'arrivée des deux premiers Frères « de Ploërmel », localement appelés « de Béthanie ». Les FIC se chargèrent d'instruction et d'éducation à Sainte-Marie de 1966 à 1999. Deux laïcs allaient tour à tour prendre la succession : M. Jean-Marc Aphaule (1999-2005) et Mme Marie Itziar Aizpuru (2005 - ...).

Le pensionnat Sainte-Marie et l'école Saint-Jean-Baptiste de naguère se confondent aujourd'hui sous l'appellation de « collège Sainte-Marie ». L'ensemble, qui a toujours décliné l'ancien et le nouveau, a été mis aux normes en 2012. À cette date, il avait accueilli, depuis sa fondation, 20 000 élèves, dont certains s'illustrèrent ou font encore honneur au collège dans divers champs d'action.

De 1966 à 1999, les **FF. Pierre Le Foulgoc I** (1966-1968), **Amédée Le Pennuen** (1968-1974), **Pierre Le Foulgoc II** (1974-1977), **Théodore Gelker** (1977-1980), **Eugène Thomas** (1980-1986), **Daniel Bouche** (1986-1995) et **André Boussaud** (1996-1999).s'y succédèrent. Assistés d'une pléiade de collègues dynamiques, bien des FIC exercèrent également en ce lieu, d'une manière ou d'une autre.

Il s'agit des **FF. Julien Bidart, Jacques Delgue, Bertrand Cathelinais, Philippe Bense, Ramuntxo Ibarrart, Jean Le Jeune, Joseph Mosset, Pierre Jéhan, Jean Goyhénèche, Dominique Iriart, Matthieu Théaux** et **Arnaud Aguergaray** (*Archives générales*, Marianistes, Maristes, FICP, Rome ; *Revue Jakintza*, collectif, Ciboure, 2013).

4 - 14 : SAINT-SEVER-SUR-ADOUR (40) : 1968 - 1994.

En septembre 1968, Saint-Sever (4 360 hab. en 1968) accueillit les **FF. Pierre Le Foulgoc** et **Pierre Jéhan**. Les effectifs de l'école-collège-pensionnat Sainte-Thérèse, qui augmentaient sans cesse, atteignirent 282 élèves, répartis en douze classes. Après le **F. Le Foulgoc**, les **FF. Eugène Thomas, Daniel Bouche** et **Joseph Pinel** prirent en charge la direction de l'ensemble.

Les FIC étaient venus aider les Filles de la Croix, fondées au XIX^e siècle par sainte Elisabeth Bichier et saint André-Hubert Fournet. À leur arrivée, les constructions comprenaient une classe enfantine, un cours primaire pour filles et garçons : soit trois classes pour 97 élèves, ainsi qu'une école ménagère et un collège d'enseignement général de neuf classes et 185 élèves, dont 97 filles.

À leur sortie de 3^e, les élèves pouvaient être admis sur simple présentation de leur livret scolaire en classe de seconde, dans les établissements privés de Saint-Bernard (Bayonne), de Chanzy (Dax) et de Saint-Vincent-de-Paul (Mont-de-Marsan). L'avenir se présentait sous d'heureux auspices.

Le 3 novembre 1974, les autorités procédèrent à l'inauguration de nouveaux locaux comprenant une chapelle, quatre classes, le bloc audio-visuel, la salle de projection et le laboratoire de langues. Le **F. Eugène Thomas** profita de l'occasion pour remercier le moine de Maylis, qui chaque jour, consacrait plusieurs heures au ramassage scolaire avec ... le car du monastère (*Chr.*, n° 282).

Le 22 novembre 1978, les jeunes d'une classe de cinquième prirent la touchante initiative de féliciter le Pape Jean-Paul II « pour avoir accepté sa nomination » en tant que Pape. Ils lui disaient avoir

entendu son message : « N'ayez pas peur ». Le Vatican ne tarda guère à leur répondre : « Le Saint Père a tenu à ce que ces jeunes soient remerciés, ainsi que leurs éducateurs » (*Chr.*, n°302).

Le 26 octobre 1980, une foule de parents, d'élèves et d'amis se pressait pour la bénédiction d'un nouveau bâtiment autour de Mgr Sarraillère, évêque d'Aire et de Dax. Car le complexe scolaire existant s'avérait trop petit en considération de l'afflux des volontaires. Du coup, l'ancienne école primaire devint la résidence de la communauté des Frères (*Chr.*, n° 307).



Il faut reconnaître que les FIC avaient hérité d'une belle maison : le 16 mars 1827, trois FEC étaient arrivés à Saint-Sever et s'étaient installés à la rue Lafayette. Ils avaient été appelés par le maire de l'époque qui leur offrait un traitement de 1800 F. Les lois de laïcisation les obligèrent à se retirer au quartier de Proyan, dans une école construite entre 1886 et 1889.

Aussi, le 30 septembre et le 1er octobre 1989, Saint-Sever eut à cœur de célébrer le centième anniversaire de la fondation de cette école qui avait pris entre temps le nom de la sainte de Lisieux,

canonisée en 1925 par Pie XI, déclarée patronne des Missions en 1927 et proclamée « Docteur de l'Église » par Jean-Paul II en 1997.

L'année 1991 fut marquée par la disparition du **F. Dominique Iriart**, de Larceveau (64). Cet éducateur né, ce brillant enseignant, à la fois artiste et homme de théâtre, fut emporté par la maladie de Charcot. Ses obsèques eurent lieu à Béthanie où il repose. Il avait enseigné à Ciboure, Lourdes, Saint-Jean-de-Luz, Saint-Sever et participé à bien des camps de jeunes (*Chr.*, n° 350).

En 1994, après une présence de 26 ans, les FIC quittaient l'établissement, à l'exception du **F. Thomas** qui resta quelque temps sur place pour passer le relais au nouveau responsable. (*Historique de l'École*, Archives : 1889-1989 ; *Chr.* nos 282 et 302).

4 - 15 : LOURDES : « MASSABIELLE » (65) : 1975 - 1998.

D'abord sous tutelle des Sœurs de Cantaous, dites aussi de Saint-Joseph de Tarbes, l'école Massabielle incombait aux FIC en 1975. Son origine ne manque pas de saveur. En 1843, sept jeunes filles désirant fonder une communauté se réunirent au presbytère de cette petite localité des Hautes-Pyrénées, le vicaire leur cédant gracieusement un bâtiment.

Peu après leur avoir bâti une maison - elles les aidèrent durant les travaux -, les Cantaousiens leur demandèrent d'instruire leurs enfants. En l'absence de local, les « futures religieuses » investirent la nef de l'église, après avoir mis un simple rideau en guise de séparation de la « classe » d'avec l'autel. Tel fut le point de départ de cette congrégation enseignante qui se mit à rayonner dans la région.

Les Frères ne firent que passer à Massabielle dont le nom évoque le célèbre rocher des apparitions de 1858. **Le F. Amédée Le Pennuen** dirigea l'établissement de 1975 à 1980. **Le F. Théodore Gelker** prit la relève, de 1980 à 1989. À son tour, pendant neuf ans, **le F. Jean-Baptiste Larrea** se chargea de l'école non sans entreprendre de grands travaux.

En effet, sous son directorat, eut lieu l'inauguration du « nouveau Massabielle ». Grâce à la compétence de l'OGEC et à la participation exemplaire des parents, on démolit en neuf mois les anciens bâtiments par trop inadaptés, pour construire onze nouvelles classes, des salles de repos, d'évolution et d'accueil, ainsi qu'un préau des plus appropriés.

Le 11 avril 1992, dans la liesse générale, les classes qui momentanément avaient dû trouver refuge à l'extérieur, réintégrèrent le bâtiment à peine reconnaissable. À la faveur d'un soleil complice, le curé de Lourdes bénit les locaux en présence des diverses autorités de la cité mariale et des représentants du Conseil général, ainsi que de l'Inspection départementale de Tarbes ...

Ce fut le sous-préfet en personne qui, en un geste symbolique et touchant, aida un jeune garçon à couper le ruban symbolique de circonstance. La foule eut ensuite tout loisir de visiter les nouveaux locaux, attrayants, modernes et fonctionnels, festonnés par des jardinets et des espaces verts gracieusement créés par la mairie de Lourdes.

M. Albendin, président de l'OGEC, souligna l'aspect « futuriste » du projet. Le **F. Jean-Baptiste** remercia avec cœur tous ceux qui d'une façon ou d'une autre avaient participé au succès de la journée. Le **F. Gérard Chatelier**, provincial, rappela enfin le sens des tutelles congréganistes dont le rôle est de veiller au maintien de la spécificité des écoles catholiques (*Chr.*, n° 352).

4 - 16 : BORDÈRES - LOURON (65) : 1990 - 2010.

À la demande de Mgr Sahuquet, évêque du lieu, le **F. André Bourdaud**, qui venait d'être placé à Lourdes, obtint du Conseil de Province la permission d'initier une communauté de FIC dans la vallée du Louron, près d'Arreau, dont l'école avait été tenue par les FIC, de 1862 à 1884. Le P. Noël Gay, vicaire général, mit tout en œuvre pour mener à bien cette initiative.

Si bien qu'une petite communauté s'installait en 1990 au bourg de Bordères, avant d'occuper plus tard une autre maison. Elle apporta

quelque temps son aide au P. Lightart, une figure légendaire venue des Pays-Bas, mais il était âgé et recru de fatigue. À sa mort, les FIC, secondés par des laïcs volontaires, prirent en charge un vaste secteur paroissial avec ses annexes.

Il s'agissait d'une expérience multiforme, comme d'assurer la catéchèse, d'animer les célébrations, les fêtes religieuses et la préparation aux divers sacrements, d'accompagner les personnes touchées par le deuil, de rendre visite aux malades, de prévoir des camps d'été, d'entretenir les églises, de les commenter aux passants, de tirer et de distribuer les feuilles paroissiales ...

En un mot, d'ouvrir des voies, de s'acculturer dans un contexte spécifique en partageant les joies et les peines de ces sympathiques Pyrénéens au cœur d'or, quelque peu isolés géographiquement du reste du monde. Cette aventure unique en son genre et vouée à une continuelle adaptation verrait à l'œuvre les **FF. André Bourdaud, Michel Bourget, Jean Audrain, Ernest Kerfourn et Hubert Crémet.**

En 2004 et jusqu'à la fermeture de la maison en 2010, leur succédèrent les **FF. Henri Rivoalen et Joseph Le Goff.** Le premier, tout en donnant des cours de bible dans la vallée, gagna Lourdes. Le second fut placé à Pontivy. De cette expérience, il ne reste plus que le souvenir ému et le long regret d'une population qui ferait tout pour revoir ces pionniers ou leurs remplaçants.

D'autres éléments aideront à mieux comprendre, malgré le peu d'effectifs consentis, la hardiesse de cette implantation. L'ensemble paroissial « Arreau - Sarrancolin - Le Louron » comprenait 35 églises avec cimetières, sans compter les diverses chapelles éparses dans le paysage. Pour sa part, la vallée du Louron représentait précisément quinze communes, dont Bordères peuplé en 2009 de 148 habitants. (**F. Joseph Le Goff, témoignage écrit et oral.**)

C – AUTRES REGARDS SUR LES FIC, NOTAMMENT CEUX DU MIDI.

Les lois de 1901 et de 1904 sur les religieux enseignants, ainsi que celle de 1905 fondant « la laïcité à la française » ont eu des incidences jusqu'à nos jours. C'est dans ce contexte mouvant et dans un climat de constante adaptation - voire même parfois de tension plus ou moins forte -, dont il nous est utile de connaître certains aspects, qu'évolueront les FIC de France, et parmi eux ceux du Midi, qui seront tous en outre affectés par des épreuves et des questionnements internes.

1 - LA GUERRE DE 1914 - 1918.

Le lendemain de la mobilisation du 1^{er} août, le Ministère de l'Intérieur suspendit les mesures contre les congrégations. Le 4 août, le Président Raymond Poincaré appela les Français à « l'union sacrée ». Onze ans après avoir été chassés de France, les religieux, dont les FIC, répondirent sans rancune à cet appel, mais n'eurent jamais droit à quelque repentance de la part du Gouvernement.

Ils quittèrent les pays où le décret du 18 mars 1903 les avait dispersés, à savoir l'Angleterre, l'Espagne, la Bulgarie, la Turquie, l'Egypte, Haïti, le Canada, les États-Unis et la lointaine Tahiti. Comme les autres Instituts, le nôtre allait payer le prix du sang. Voici en ce sens, le nombre global et officiel des « victimes de la grande Guerre : 2 949 prêtres diocésains ; 1 571 religieux (dont 34 FIC,

NDLR) ; 1 300 séminaristes, sans oublier les 375 religieuses mortes au service des soldats » (*La Croix*, n° 40 151, 2015; *Mén.*, 983).

Ce qui créa de gros embarras de remplacements dans les écoles. Au point de se dire que s'il fallait par-dessus tout plaindre et admirer les combattants qui affrontaient l'ennemi, il fallait aussi avoir beaucoup de considération pour tous ceux qui, à l'arrière, s'épuisaient de fatigue au service des enfants, notamment les suppléants laïcs de plus en plus nombreux à exercer dans les écoles libres.

Après un bref séjour dans les dépôts des régiments, la plupart des FIC avaient rejoint les tranchées en tant qu'officiers, sous-officiers ou simples soldats. D'autres furent affectés dans les ambulances, les hôpitaux ou servirent de brancardiers. Enfin, en raison de leurs connaissances de l'anglais, quelques-uns servirent d'interprètes ou d'agents de liaison auprès de gradés anglais et français.

Rappelons aussi une anecdote peu connue concernant cette période. Pressentant le pire, Louis Malvy (1875-1949), alors Ministre radical de l'Intérieur, avait signé dès le 2 août 1914, veille de la déclaration de guerre par l'Allemagne à la France et à la Serbie, un décret demandant aux préfets "la suspension des effets de la loi sur les congrégations masculines".

Pour la première fois depuis 1879, remarque dans son mémoire Chantal de Torquat, le Gouvernement prit l'avis d'un représentant des intérêts catholiques en la personne de Denys Cochin, Ministre d'État dans le Cabinet Briand, favorable à une « grande ouverture » et défenseur éclairé de la liberté de l'enseignement que les lois de 1901 et 1904 n'avaient pas supprimée.

Ce que souligne l'historien Pierre Pierrard : « Paradoxalement, c'est grâce à Émile Combes que l'enseignement libre continue à exister ; en effet, face aux républicains extrémistes qui voulaient profiter de la campagne contre les congrégations pour imposer le monopole de l'État à tout l'enseignement, Émile Combes, Jean Jaurès, Ferdinand Buisson et d'autres considéraient que, une fois abattue « l'hydre congréganiste », la République ne pouvait renoncer

à la liberté de l'enseignement sans laquelle, selon eux, la laïcité est un leurre » (*Un siècle...*, p. 42).

Quant à Georges Clemenceau, radical-socialiste, qui était sénateur du Var et président du Conseil en 1917, il évoqua en ces termes le sort futur des religieux : « La séparation, la loi sur les associations dans leur forme actuelle (qu'il avait pourtant appuyée et votée, NDLR), constitue une lourde faute. La Guerre peut fournir les occasions de les réparer » (Citation empruntée à l'historien Jacques Fontana par Chantal de Torquat, dans son *Mémoire*).

2 - L'APRÈS-GUERRE DE 1914-1918.

Après l'armistice de 1918, les Instituts religieux s'installèrent plus ouvertement en France, rejoignant ainsi leurs collègues qui s'étaient, en plus ou moins grand nombre, sécularisés sur place. Aux élections du Cartel des Gauches en 1924, Édouard Herriot, Président du Conseil, et les forces d'opposition imaginèrent de reprendre la politique anticatholique de Combes. En vain : la tentative d'une nouvelle expulsion s'était opposée à beaucoup de résistances.

Comme celle de la « Ligue de défense des religieux Anciens Combattants » ; celle du P. Doncoeur, initiateur de grandes manifestations, celle de la « Fédération nationale catholique » présidée par le général de Castelnau, héros de 1914-1918 ... La réaction fut même si violente que, dans une lettre publique aux cardinaux français, le Président du Conseil dut démentir les projets qui se tramaient dans en coulisses. Si bien que le dessein fit long feu (Daniel-Rops, *Un combat ...* p. 346).

3 - LE MIDI RATTACHÉ AU NANTAIS : 1933-1946.

En 1933, le district du Midi de la France fut séparé de sa partie espagnole devenue autonome et mise sous le vocable de « Nostra Señora del Pilar ». Il fut rattaché à la Loire-Atlantique dont le Visiteur en exercice, depuis le 28 septembre 1931, était le **F. Evariste Prodhomme**, né à Bonnoeuvre. Enseignant avisé, il fut nommé



Inspecteur diocésain du Nantais en 1931. À ce titre, il se faisait un devoir de visiter plusieurs fois par an les nombreuses écoles de son district.

En 1933, il prit aussi en charge les écoles du Midi. Malgré ses multiples occupations, il se fera un devoir de les voir régulièrement pour conseiller et encourager les maîtres. Ses confrères se chargeaient de lui organiser des sorties, en montagne notamment. On aimait sa compagnie et son esprit d'à-propos. Il ne put néanmoins empêcher la fermeture de l'école de Saint-Jean-Pied-de-Port, en

1938 (*Chr.* nos 146 171 217) *Mén.*, p. 1809

Frère Évariste Prodhomme

4 - LA SECONDE GUERRE MONDIALE : 1939-1945.

Le second conflit mondial écartela l'Institut et rendit très aléatoires voyages, déplacements et communications. Il mobilisa quelque 360 Frères de France, dont plusieurs du Midi. Il fallut dans tous les cas pallier leur départ, d'autant que certains vétérans de la Grande Guerre avaient repris du service ou retardé le moment de la retraite (*Chr.*, nos 158, 159).

Les rapports entre l'État et les religieux connurent cependant des modifications, confirmées à la Libération. Les lois de 1901 et 1904, concernant les congrégations religieuses, furent assouplies ou abolies par décisions du 3 septembre 1940 et du 8 avril 1942. Les nouvelles dispositions supprimaient le « délit de congrégation », mettaient fin à la chasse aux religieux, tout en les autorisant à enseigner en France (*L'Écho de l'Institut de Ploërmel*, 1943).

De plus, une aide gouvernementale permettait aux départements de subventionner les écoles privées par le canal des directions diocésaines. Ce nouveau climat explique aussi en partie que l'Administration de l'Institut réintégra la maison de Ploërmel, le 8 octobre 1943 (*Chr.*, n° 295 ; Paul Cueff et Simone Morvan : *Deux Congrégations ...* p. 88).

Pourtant, un coup de froid se produisit en 1945, quand une ordonnance supprima l'aide financière aux établissements privés qui, de ce fait, risquaient l'asphyxie. Néanmoins, quelque temps après, survint comme un ballon d'oxygène la loi Barangé du 21 septembre 1951, qui accordait aux écoles primaires privées une modique subvention annuelle, au prorata du nombre d'élèves.

5 - RESTRUCTURATION DU MIDI DEPUIS 1946.

Le 30 septembre 1946, le Midi de la France fut érigé en « District Sainte-Marie », en même temps que celui de Saint-Michel, en Normandie. Dans le nouvel échiquier qui présentait en France sept subdivisions, il figurait en dernière position, aussi bien par le nombre de ses membres que par celui des élèves et des établissements scolaires (*Chr.*, avr. 1952).

En 1946, alors que l'on venait à peine de sortir de la Guerre, le **F. Ange Eyhéribide** fut nommé responsable de cette nouvelle entité. Il le resta jusqu'en 1952, tout en demeurant responsable de la direction de l'école Saint-Joseph de Lourdes. Il fut aidé dans sa nouvelle tâche par quatre conseillers (*Liste du Personnel*, 1946 ; *Mén.*, p.1946).

Cette structure n'englobait que quatre maisons : Saint-Joseph de Lourdes, avec quatorze Frères, deux auxiliaires et 432 élèves ; les sanctuaires de Lourdes où travaillaient six religieux, soit à la maîtrise (24 élèves), soit dans les divers services ; Béthanie, avec huit Frères ; enfin l'Immaculée-Conception de Labastide-Clairence, où le **F. Laurent Garat** faisait classe à 30 élèves (*Liste du personnel*, 1946).

De 1952 à 1961, le **F. Jacques Delgue** prit le relais du **F. Eyhéribide** nommé maître des novices à Jersey. À son retour, ce

dernier le remplaça pour un autre mandat, de 1961 à 1967. Le **F. Amédée Le Pennuen** lui succéda jusqu'en 1972. Le **F. Ange**, laissa la direction de Saint-Joseph au **F. Eugène Thomas** et fut nommé, en 1967, directeur général de la Maison de Bon Secours à Jersey, où il décéda en 1968.

Le **F. Yves-Jean Labbé** fut en charge du Midi, de 1972 à 1980. Le **F. Thomas** prit le relais jusqu'en 1988, date à laquelle la Province du Midi devint une Vice-Province rattachée à la Province Saint-Donatien de Nantes. Le **F. Joseph Pinel** en devint le Vice-Provincial, tandis que les **FF. Daniel Bouche, Louis Dubourg, Théodore Gelker** et **Mathieu Théaux** l'assistaient comme conseillers. L'année 1995 vit la fin de cette nomenclature, toutes les provinces de France étant amenées à fusionner en une seule (*Listes du personnel*).

6 - RECONNAISSANCE LÉGALE DE L'INSTITUT-1977.

Il faudra attendre le 7 février 1980 pour qu'un arrêté ministériel autorise le transfert des biens de l'« Association Immobilière La Mennais » (locaux de la maison-mère, lycée La Mennais et Procure) à la Province de France des Frères de Ploërmel. Ainsi, 76 ans après, la maison-mère redevenait-elle officiellement propriété des FIC (*Chr.*, n° 304, p. 362).

Dans ce sens, le « Journal Officiel » du 20 novembre 1977 avait déjà publié ce qui suit : « Par décret du 14 novembre 1977, la province de France de la Congrégation des Frères de Ploërmel, dont le siège est à Ploërmel (Morbihan), 1, boulevard Foch, est légalement reconnue ». Mais il ne fut question ni de repentance, ni de restitution des biens confisqués en 1903.

7 - DE QUELQUES MODIFICATIONS CONCERNANT L'ENSEIGNEMENT.

Sous différentes formes (lois, décrets, circulaires ...), nombre de modifications, dont certaines avaient été initiées dans le privé, vont affecter le système scolaire et obliger les professeurs à de fréquentes adaptations. Un simple résumé le suggère, qui relate aussi le nom de

quelques ministres, parmi tant d'autres, qui s'efforceront de réformer les structures de l'Éducation nationale.

Le 2 juillet 1936, la scolarité est rendue obligatoire jusqu'à quatorze ans, et le 6 janvier 1959 jusqu'à seize ans. Le 31 décembre suivant, la loi Debré fixe les rapports entre l'État et les établissements scolaires privés. La mixité se généralise dans les années 1960 : la loi Haby du 11 juillet 1975, instaurant le collège unique, la rend obligatoire dans toutes les filières.

Le 23 novembre 1977, le Conseil Constitutionnel confirme que la liberté d'enseignement est un principe constitutionnel, que le respect du « caractère propre » des établissements privés n'est que la mise en œuvre de ce principe, et que le concours apporté par l'État à cette liberté, pour qu'elle ait les moyens de s'exercer, est conforme à la Constitution (Collectif, *Ils ont fait l'enseignement catholique*, p. 179).

Mais, le 25 janvier 1985, la loi Joxe-Chevènement abrogea deux articles essentiels de ce texte. La loi Guermeur du 25 novembre 1977 tente d'ajuster le traitement des maîtres du privé sur celui du public. En 1982, Alain Savary rénove le collège unique et laisse sa place à M. Chevènement, après la manifestation du 24 juin 1984 qui rassemble à Paris plus de 1 800 000 manifestants.

Lionel Jospin présente en 1989 sa loi d'orientation sur l'éducation. En 1992, les accords Lang-Cloupet entendent régler le contentieux entre l'État et l'enseignement catholique. À son tour, François Bayrou publie de nouveaux programmes pour les collèges. Claude Allègre lui succède, sans avoir eu le temps de « dégraisser le Mammouth ». François Fillon lance sa loi d'orientation pour l'avenir de l'école et crée un Haut Conseil de l'Éducation.

En 2009, Luc Chatel s'attaque à la réforme des lycées. En 2013, Vincent Peillon fait voter la loi sur la « refondation de l'École de la République », qui prend en compte la globalité du temps de l'enfant et instaure l'ère du numérique. Benoît Hamon lui succède et démissionne quelques jours avant la rentrée de 2014. Najat-Vallaud-Belkacem est alors nommée Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

D - LES VOCATIONS ET LES MISSIONS DANS LE MIDI.

Malgré de fâcheux contretemps et des obstacles sans nombre : manque de repères historiques, absence de moyens matériels, méconnaissance de la langue espagnole en 1903, plusieurs conflits armés, changements des mentalités, crise des vocations, multiples réformes scolaires, le Midi, à l'instar des autres districts, fit de son mieux pour survivre et se régénérer. Les alinéas qui suivent voudraient en être une brève illustration.

1 - LES NOVICES DU MIDI : 1903 - 1976.

De 1903 à 1933, date de l'autonomie du district espagnol, quelque 205 postulants prirent l'habit en Espagne, avec quatre pics : douze aspirants en 1918, 1925 et 1928, puis quatorze en 1929. Pour les besoins de l'analyse, nous n'abordons par la suite que les seuls novices français, mais pour une période plus longue qui court de 1903 à 1976, année du dernier engagement porté sur les listes.

Ce qui signifie que ce dénombrement serait à compléter par celui, bien plus étoffé, des aspirants espagnols qui jusqu'en 1933, faisaient partie du Midi, le premier à franchir le pas, en 1908, ayant été un jeune de Reinosa. Comme ce relevé figure dans le « Personal I », nous y renvoyons le lecteur, pour éviter aussi bien des doublons que des listes interminables.

Lors de cette période de 73 années, 68 Français ayant eu avec le Midi des liens plus ou moins étroits, d'ordre personnel, géographique

ou selon la conjoncture politique, entrèrent au noviciat, en différents lieux, comme à Zugarramurdi, Dancharinea et Nanclares, ou encore à Jersey, Ploërmel, Pléhédel (Le Roscoat), Rohan (Timadeuc) et Ciboure (Béthanie), dont 8 des Hautes-Pyrénées et 31 des Pyrénées-Atlantiques.

2 - LE JUVÉNAT DE BÉTHANIE : 1921 - 1928.

En 1920, le Conseil général résolut d'ériger à Béthanie un juvénat comportant deux classes au rez-de-chaussée et un vaste dortoir à l'étage. Le 4 novembre 1920, ce fut le **F. Xavier Ménoret** qui fut chargé de mener à bien ce projet et de susciter des vocations. À cet effet, il parcourut une grande partie des Pyrénées-Atlantiques, des Hautes-Pyrénées, des Landes et même un peu le Gers et la Haute-Garonne. Mais, il fut nommé Visiteur du district Sainte-Marie après seulement 27 mois d'exercice. À ce titre, il regagna la maison provinciale de Nanclares (*Archives de Béthanie*).

Dès son ouverture en septembre 1921, le juvénat accueillit onze adolescents, et 26 en 1923. Mais il ne tarda pas à périlcliter : les deux derniers jeunes se retirèrent en 1928. L'un d'eux retourna dans sa famille, tandis que l'autre gagnait la maison de formation à Nanclares. Si bien que les rares aspirants se rendirent par la suite, soit à Hennebont, soit à Saint-Joseph de Lourdes (*Ibid.*).

Les « recruteurs » s'étaient pourtant donné de la peine, tant le **F. Xavier** que le **F. Ange Eyhétabide** qui, pour sa part, connaissait parfaitement le basque. Malgré leur esprit d'abnégation - ils circulaient à pied ou à bicyclette -, rien n'y fit. Car dans l'inconscient collectif, le FIC évoquait surtout le franciscain qui, alors, passait de maison en maison demander l'aumône.

3 - LA RÉOUVERTURE DU JUVÉNAT DE BÉTHANIE : 1947 - 1975.

En 1947, le Conseil de l'Institut décida de rouvrir le juvénat de Béthanie. En quête de vocations, les **FF. Alvaro Etcheverry**, puis **Jacques Delgue** parcoururent la contrée à bicyclette. Par la suite, ce

dernier bénéficia d'une petite « Peugeot 201 ». Grâce à son frère, prêtre diocésain, il pouvait accéder à tous les presbytères. À ce poste ingrat lui succédèrent les **FF. Mathieu Théaux** et plus tard **Jean-Baptiste Larrea** (*Chr.*, avr. 1949, n°178).

Les **FF. Fernand-Marie Guillé** et **Mathieu Théaux** accueillirent au juvénat, le 6 octobre 1947, les quatre premiers volontaires de l'après-guerre. Ils seront onze en 1948. Il y eut ainsi plus de 100 aspirants à passer par ce centre de formation. Leur nombre variait selon les années et comporta quelques pics d'exception (*Archives, Béthanie ; Chr.*, n° 187).

Il en fut ainsi par exemple en 1953 et 1958, avec 19 inscrits. L'année 1960 présenta même 22 jeunes : quatorze à Ciboure, trois à Saint-Servan et cinq à Ploërmel. À partir de septembre 1967, les juvénistes suivirent les cours du collège luzien de Sainte-Marie. Béthanie était alors devenu « foyer » jusqu'en 1975. Car au-delà cette date, la « liste du personnel » ne relate plus d'aspirants.

4 - L'INSTAURATION DU NOVICIAT À BÉTHANIE : 1972 - 1992.

En 1972, le rêve du **R. F. Cyprien** trouvait sa réalisation quand le **F. Amédée Le Pennuen** céda sa place de Visiteur au **F. Yves-Jean Labbé**. Dès lors et pendant vingt ans, Béthanie allait vivre une expérience unique, celle du noviciat qui venait d'être transféré de Jersey. La nouvelle construction de 1970 ayant libéré des espaces, on aménagea l'ensemble des bâtiments pour l'accueil des jeunes et de leurs formateurs.

De la sorte, pas moins de 106 jeunes osèrent une initiation à la vie du Frère éducateur selon l'esprit de l'Institut des FIC : une quête spirituelle de recherche de l'essentiel et du meilleur d'eux-mêmes, dans un environnement idéal où tout leur était offert au plan matériel. Parmi eux, quatre Italiens, trois du Midi, deux Africains, un Anglais et un Haïtien. Les autres venaient de Bretagne.

Les aspirants bénéficièrent du suivi de trois « maîtres » : les **FF. Jean Kermarrec** (1972-1973 ; 1974-1982), **Roger Hébert** (1973-

1974) et **Michel Jamois** (1982-1992). Ces derniers furent secondés par les FF. **Jean Retière, Jean-Pierre Le Rest, Jean-Claude Deverre, Jean Dupé, Jean-René Mest, Gilles Le Goff, Bernard Le Mené, Michel Gougeon, Michel Jamois** (durant la dernière année du **F. Kermarrec**), **Michel Perrussel, Jean-Claude Moricet, Jacques Bellec, Henri Rivoalen** et **Yves Nédélec**.

Tous garderont aussi en mémoire le nom des divers aumôniers de la maison : les abbés Jean Larrart, Jean-Baptiste Pétrissans et Jean Challet. Quant aux Cibouriens, ils regrettèrent « les jeunes de Béthanie » qui pendant deux décennies avaient impulsé un supplément d'âme à la paroisse Saint-Vincent. Aujourd'hui encore, ils les évoquent avec une profonde sympathie



*Le groupe des novices de 1976-1977,
avec leur frère maître, le Frère Jean Kermarrec*

5 - BILAN GÉNÉRAL DES NOVICES DU MIDI : 1842 - 1976.

Ce qui précède nous autorise à prendre la vraie mesure du nombre des aspirants qui eurent un lien avec le Midi - la naissance ou la proximité géographique par exemple -, et qui entrèrent dans les divers noviciats de l'Institut. Il serait trop long d'en reproduire la liste complète depuis les débuts en 1842. Bornons-nous simplement à en relever quelques aspects significatifs.

Dans l'état actuel de nos statistiques, le total de ces volontaires - établi au moyen de sept sources différentes - qui n'est peut-être pas définitif, mais ne saurait être moindre -, dépasse les 400, dont 68 seulement depuis 1903. Malgré l'aridité du sujet, il nous faut détailler certains chiffres, ne serait-ce que pour mieux appréhender de l'intérieur la vie et la générosité de la province.

Les FIC se sont implantés dans les quatorze départements cités en introduction. Voici le nombre des novices qui s'ensuivirent : Ariège : 13 ; Charente-Maritime : 5 ; Dordogne : 5 ; Haute-Garonne : 8 ; Gers : 74 ; Gironde : 12 ; Hérault : 12 ; Landes : 13 ; Lot-et-Garonne : 4 ; Pyrénées-Atlantiques : 73 ; Hautes-Pyrénées : 118 ; Tarn : 2. Ce qui induit que trois départements où enseignèrent les FIC n'en envoyèrent aucun : l'Aude, la Charente-Maritime et le Tarn-et-Garonne.

À l'inverse, plusieurs autres, où ces religieux n'avaient jamais exercé, fournirent un ou plusieurs sujets. Ce furent l'Aude, l'Ariège, l'Aveyron, les Bouches-du-Rhône, le Cantal, la Charente, la Corrèze, la Creuse, la Haute-Loire, la Lozère, le Puy-de-Dôme, les Pyrénées-Orientales, le Var, la Vendée, la Vienne, la Haute-Vienne et l'Yonne.

Par contre, suivant en cela les aléas de l'histoire ou pour d'autres raisons qui nous demeurent inconnues, d'autres aspirants provenaient de districts où depuis longtemps exerçaient les FIC, comme le Finistère, le Morbihan ou l'Ille-et-Vilaine. À cette liste, on doit également ajouter les villes de Paris, Madrid, Nouméa, Essen en Allemagne et Ian'ov dans la lointaine Pologne.

Les Hautes-Pyrénées présentent une double particularité. Elles sont largement en tête, devant le Gers et les Pyrénées-Atlantiques. Ces Bigourdans venaient de 65 communes différentes, petites pour la plupart. Celle d'Avezac-Prat-Lahitte (970 hab. en 1866), où n'enseignèrent jamais les FIC, en présenta 18 à elle seule ! Et Lourdes, sept. À mettre un astérisque sur chacune de ces localités, on obtiendrait, rayonnant autour de Tarbes, une carte étoilée du diocèse.

Le « score » de l'Aveyron avec ses 46 aspirants relève de l'inédit. En effet, nous ignorons le nom des « éveilleurs » de ces vocations et quelles filières empruntaient les jeunes pour se diriger vers le noviciat. Ce diocèse, on ne le répétera jamais assez, n'avait jamais vu de FIC. Quand on songe que la localité de Saint-Rome-de-Cernon (1 188 hab. en 1866) en donna 13 pour sa part !

Les meilleures années de la province du Midi courent de 1894 à 1903, avec une moyenne annuelle de dix novices, où culmine le pic de 1899 avec 19 jeunes. Rappelons que l'année 1903 s'annonçait sous les meilleurs auspices avec dix engagements pour la première session du 2 février, qui n'eut pas de suite, pour les raisons que l'on sait.

Le patronyme le plus porté - à six reprises exactement -, est celui de « Duthu », dans les Hautes-Pyrénées, dont quatre d'Esparros, commune de 781 âmes en 1866. En ce qui concerne les Pyrénées-Atlantiques, on gardera longtemps encore le souvenir des trois **FF. Etcheverry**, au demeurant frères de sang, natifs de La Bastide-Clairence, non loin du monastère de Belloc, à Urt.

Le fait que les sujets aient été beaucoup plus nombreux de 1842 à 1903 que depuis lors n'échappe à personne. D'une part, le XIXe siècle fut très riche en vocations. Deux exemples le prouvent. En 1789, la France ne comptait que 81 000 religieux réguliers, pour 160 000 en 1878, malgré la Révolution qui avait sévi entre temps. Cette proportion du simple au double fut d'ailleurs encore plus considérable chez les religieuses et les moniales.

D'autre part, nous avons vu combien le décret de 1903 fut préjudiciable aux religieux enseignants, aux FIC de l'Ouest en général et encore plus à ceux du Midi : la longue suite des fermetures

d'établissements à partir de cette date l'atteste suffisamment. Par contre, nous n'avons pu dresser une liste précise de ceux qui passèrent ce cap ou de ceux qui prirent une autre orientation.

6 - LES VOCATIONS MISSIONNAIRES DU MIDI.

Nombreux furent les FIC du Midi à partir missionnaires dans divers pays, notamment en Espagne. Moururent ainsi à Urdax, peu après l'exil de 1903, les **FF. Célestin-Victor Cauhapé** (31) en 1905, **Bertrand de Comminges** (32), en 1906 ; **Bernard-Jean Villa** (32) et **Théophile Soucarret** (32) en 1907 ; **Austinde-Marie Jacob** (32) en 1909 et **Cérèse Escoubas** (65) en 1911 ... Cependant, quelques autres s'étaient déjà expatriés et étaient morts ailleurs (*Recherches historiques*, n° 47, p. 32).



*Nanclares 1973 : Ces jubilaires étaient à Dancharinea, 60 ans plus tôt.
Parmi eux, le frère Claude Latxague (assis, au centre)*

Le dernier religieux français décédé en Espagne fut le **F. Claude (Claudio) Latxague**, né à Itxassou (64), le 19 septembre 1887. Il fit son noviciat à Dancharinea en 1910 - 1911 et ne reçut que deux

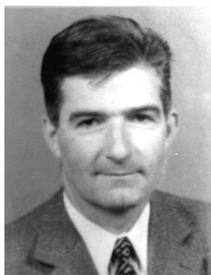
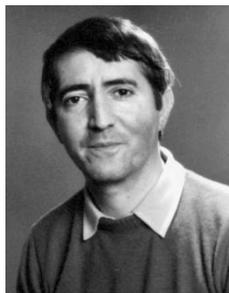
obédiences durant sa vie : Bermeo et Nanclares où il résida de 1915 à sa mort, le 26 novembre 1982. Son esprit inventif avait fait merveille dans cette grande maison (*Chr.*, no 314)

À considérer leurs pays d'accueil, on peut effectuer un relevé plus global des FIC missionnaires du Midi à l'aide d'une brochure remarquable éditée en 1994 à Saint-Brieuc par le **F. Louis Balanant**. Elle s'intitule : *Liste des FIC d'origine française ayant travaillé en mission ou à l'étranger, des origines à nos jours*. Il s'agit d'une mine exhaustive et facile à exploiter (*AFICP*).

7 - L'ÉTAT ACTUEL DE L'ANCIENNE PROVINCE DU MIDI : 2014.

Dans le Sud de la France, les FIC conservent à Lourdes la tutelle des écoles Massabielle et Immaculée-de-Soum, ainsi que celle du lycée collège Peyramale-Saint-Joseph. Depuis leur départ de Saint-Jean-de-Luz en 1999, ils gardent en outre celle du collège Sainte-Marie. Les deux seules communautés existantes, à Lourdes et à Ciboure, regroupent quatorze religieux en 2014.

Parmi eux, deux Bigourdans (à Saint-Joseph) et deux Basques (à Béthanie), derniers représentants de l'œuvre de Gascogne d'antan. Il est à noter que de ces quatre FIC, trois furent placés plus ou moins longuement en Bretagne : le **F. Jean Arqué** à Pontchâteau, le **F. Julien Bidart** à Ploërmel et le **F. Daniel Bouche** à Vitré et à Vannes.



Les Frères Jean Arqué, Julien Bidart et Daniel Bouche

4e PARTIE : LE CAS DE LOURDES (65) ET DE CIBOURE (64)

L'historique de ces deux établissements mérite qu'on s'y arrête plus longuement. Il illustre la plupart des situations vécues sur trois siècles par les FIC du Midi et les prolonge en quelque sorte jusqu'à nos jours. De la sorte, ces deux maisons témoignent d'une manière complémentaire de ce que fut jadis et naguère la province si étendue et si diversifiée du Midi.

A-LOURDES (65) : L'ÉCOLE/COLLÈGE SAINT-JOSEPH : 1855-2014.

1 - LES MODESTES DÉBUTS : 1853-1855.

En son site enchanté, présidée par son château-fort séculaire et traversée par le gave de Pau à l'humeur capricieuse, la ville de Lourdes (4 434 hab. en 1851) semblait comme assoupie en ce milieu de siècle. Cependant, en 1853, des paroissiens étaient allés trouver l'abbé Forgues, leur curé, dans le but de lui demander l'ouverture d'une « école chrétienne de garçons ».

Il remit en ce sens une pétition au maire Lacadé, notaire de son état. Après en avoir débattu, le conseil - au demeurant fort divisé et marqué par la libre pensée - refusa de donner suite au projet. En effet, il existait déjà deux établissements : « L'élémentaire et le supérieur »,



mais ils ne pouvaient recevoir tous les enfants, en particulier ceux qui étaient issus de la classe populaire.

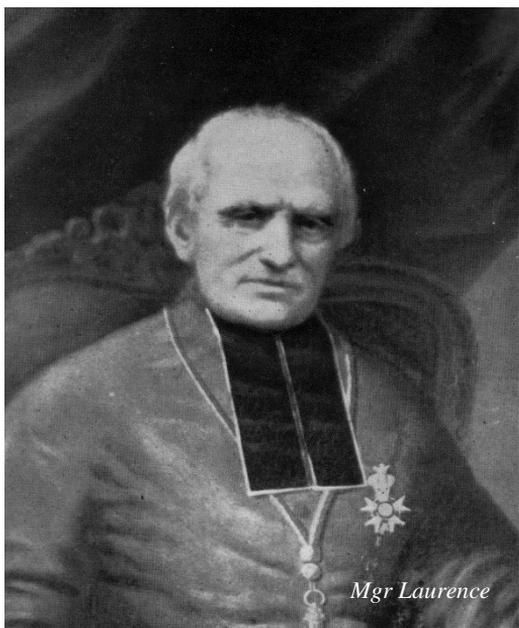
La ville de Lourdes en 1850

Ces derniers en profitaient pour rôder par la ville, se livrer à la chasse aux oiseaux ou à la maraude. « À certaine période, les deux gardes municipaux étaient sur les dents et le commissaire de police se voyait obligé de demander du renfort pour protéger le troupeau communal des coups de bâton que leur administraient de petits garnements, au grand désespoir de Layrisse, le gardien. » (*Chr.*, année 1956, p. 205).

Le curé réitéra sa démarche en 1854. C'est alors que commencèrent les pourparlers en vue d'avoir deux FIC à Lourdes. Après de longues séances de délibération, pour le moins houleuses, il y eut au vote final du conseil : dix voix pour et dix voix contre leur venue ! Celle, favorable, du maire comptant double, la décision de les faire venir fut adoptée d'extrême justesse.

En fait, la municipalité avait d'abord songé à appeler les Frères des Ecoles Chrétiennes établis tout près à Tarbes. Mais la règle de leur Institut leur interdisait d'être moins de trois par établissement. Un conseiller municipal, qui ne voulait pas, en plus des deux maîtres enseignants, d'un « Frère cuisinier », s'était opposé à ce choix avec véhémence.

Du coup, on pensa à deux FIC - qui financièrement reviendraient meilleur marché à la ville que trois FEC -, comme ceux qui, avec un succès incontesté, enseignaient depuis l'année précédente, à l'école d'Ibos, à 19 km de là. Mais, la commune de Lourdes, comme pour favoriser une saine émulation, avait tenu à maintenir l'école laïque des garçons.



Mgr Laurence

En août 1855, le vicaire général de Mgr Laurence, l'ordinaire de Tarbes et futur « évêque des apparitions », fut expressément envoyé à Ploërmel « mander des instituteurs » à l'abbé Jean de la Mennais. Il était muni d'une lettre du prélat, qui spécifiait que le futur directeur devait être « rempli de savoir, de prudence et de sagesse ».

Le Père lui enverra le F. Léobard-Marie Bourgneuf, « un des meilleurs Frères de la Congrégation, sous tous les rapports », qui enseignait alors à Mirande. Ce dernier restera à Lourdes jusqu'en 1911, après avoir été forcé d'abandonner l'enseignement en 1903. Il sauva au péril de sa vie un garçon emporté par le Gave, témoigna au procès de

béatification de Bernadette et se retira à Dancharinea, en Espagne, avant de mourir à Nanclares, le 26 juin 1916.

Ce Créole de La Martinique était né à la Grande-Anse, le 13 janvier 1831. À l'école des FIC récemment arrivés dans l'île, il sentit très jeune l'appel à la vie religieuse, alors que sa mère aurait tant désiré le voir devenir prêtre. Il débarqua en France à quatorze ans, effectua sa formation à Ploërmel et ouvrit à 18 ans la petite école de Marzan (56) qu'il quittera pour Mirande en 1852.

C'est de là que, en compagnie d'un jeune adjoint de Cléguérec, il se rend ensuite à Lourdes en octobre 1855, non sans faire part au Père de la Mennais qu'il aurait aimé rester à Mirande et combien ce placement lui faisait mal au coeur. Le 2 novembre suivant, il prend la direction de la nouvelle école « communale et gratuite ». (*Chr.*, mars 2006 ; avril 2008).



2 - LES FIC À L'ÉCOLE COMMUNALE : 1855-1891.

Ce retard sur la date habituelle de la rentrée d'octobre était dû à une épidémie de choléra qui venait de sévir en ville, faisant 38 morts et nombre de malades à vie, dont Bernadette Soubirous, la future voyante de Massabielle, dès lors sujette à de fréquentes et violentes crises. La bactérie de cette maladie infectieuse, découverte par Pacini en 1854, ne fut isolée par Koch qu'en 1883.

Cet aveu de Jean-Marie, son petit-frère, quelque temps après les « événements » ne saurait s'inventer : « On vint plusieurs fois de

l'Hospice (où, de 1860 à 1866, fut placée Bernadette, NDLR) appeler mes parents pendant la nuit. Tous, nous nous levions et nous allions. Nous nous mettions près du lit de ma sœur. Et nous priions comme si nous avions assisté à ses derniers moments. » (Chr. : nov. 2006, jt 2007, avril 2008).



Châsse de Bernadette à Nevers

Nul n'ignore, en effet, qu'en 1858, à partir du jeudi 11 février, avaient eu lieu les 18 apparitions de la Vierge à Bernadette Soubirous (1844-1879). Comme Jean-Marie fréquentait alors l'école Saint-Joseph, le **F. Léobard** « la fit mander dès le lendemain, par son intermédiaire » : son témoignage pour la béatification de la voyante, en 1909, couvre autant de pages que celui du « petit-frère » (Chr., nos 397, 399, 401

La vie de Jean-Marie a d'ailleurs partie liée avec notre Institut. Après un postulat écourté à Lavacan, le jeune Soubirous entre le 27 juin 1870 au noviciat contigu où il adopte, on devine pourquoi, le nom de **F. Marie-Bernard**. Il enseigne ensuite à Eauze. Incorporé le

25 janvier 1874, il quitte l'armée en novembre 1876. Ce qui induit qu'il n'émit que les vœux temporaires qui expiraient à l'entrée à la caserne.



... Initialement, l'école primitive des Frères se trouvait à la rue de Langelle (mis pour « l'Angelle » : « petite » ange, dont la statue s'offre encore au regard des passants). Le local appartenait à un conseiller municipal et comportait deux pièces séparées par une cloison.

Non loin, on pouvait distinguer une grange au fond d'une cour, « plutôt cour de ferme que cour d'école », souvent encombrée de charrettes, de chevaux et de vaches ». Néanmoins, nos enseignants logeaient en ville, non dans un appartement de luxe, mais dans une soupente, aujourd'hui disparue, familièrement dénommée « pigeonnier » (Mén., p. 81).

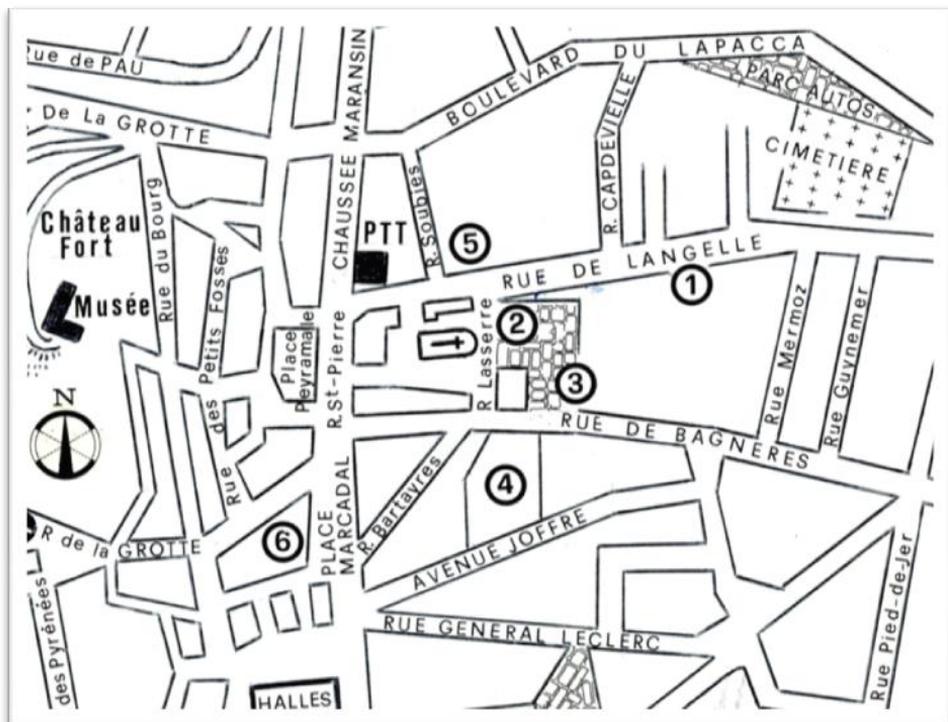
Bien que la scolarité ne fût pas alors obligatoire, 225 élèves se mirent à fréquenter l'établissement, soit 120 pour l'adjoint et 105 pour le titulaire. Puis, le **F. Austinde-Marie Jacob** remplaça son confrère morbihanais. Le **F. Cérase Escoubas**, de Villemur(65), qui parlait le dialecte local, vint en janvier 1856 épauler les deux autres. Il servait d'interprète entre Bernadette qui parlait l'occitan et le **F. Léobard** qui voyait la servante de Dieu « de temps en temps » jusqu'au départ définitif de cette dernière pour Nevers, en 1866.

... Relevons ici deux autres faits significatifs liés à la personne du directeur. Au sujet des événements de 1858, il racontera au P. Cros, jésuite et historien : « Plusieurs de mes élèves prétendaient avoir des apparitions. Ils manquaient souvent l'école. Leurs extravagances se produisaient non seulement à la Grotte, mais encore chez eux ». Le F. Cérase corrobore ces dires et ajoute que « les filles et même les grandes personnes voyaient aussi la Vierge (Cros, t. II, p. 319).

Mais voilà qu'une anecdote faillit compromettre la réputation du **F. Léobard**. Le 31 août 1858, il accompagnait à Massabielle cinq ecclésiastiques du diocèse d'Auch qu'il avait dû connaître durant son séjour à Mirande. Prenant les devants, il osa – chose inouïe - franchir la barrière en planches, qui fermait alors l'entrée de la Grotte. De plus, les « six voyageurs retournèrent en ville ostensiblement, avec quelques bouteilles d'eau puisée à la source alors interdite ».

Immédiatement interpellé, le **F. Léobard** s'était permis en outre d'écrire sur le carnet du garde champêtre Callet qui lui avait dressé procès-verbal : « Heureux qui, comme moi, ont foulé le sol sacré. » Mis au courant, l'intraitable commissaire Jacomet en avisa aussitôt le sous-préfet d'Argelès. L'affaire remonta jusqu'au Préfet, mais n'eut

pas de suite, la jeunesse du contrevenant lui tenant lieu de circonstance atténuante (Cros, t. II, p. 376



Implantations successives des écoles de Frères à Lourdes. Le collège Saint-Joseph est aujourd'hui situé au 22-24, rue de Bagnères (N° 4). Le n°8, place Marcadal : première résidence des Frères à Lourdes

Les classes de l'école Saint-Joseph, désormais au nombre de trois, se trouvaient toujours dans la même rue. Mais la dernière occupait un local à part. Pour une raison de commodité et par suite de l'augmentation des effectifs, la municipalité décida de la construction d'un ensemble de quatre belles classes, au numéro 23 de la rue de Bagnères : avec cour, préau, jardin et résidence des FIC.

Un quatrième maître étant nécessaire, la demande en fut faite dès 1859. Mais les dissensions à l'intérieur du conseil municipal en retardèrent l'arrivée jusqu'en 1871, alors que le **F. Léobard** avait

déjà inscrit 271 élèves en 1865. En novembre 1866, la municipalité lui refusa également l'ouverture d'un cours d'adultes. Par contre, en juin 1870, elle lui accorda l'installation d'un pensionnat à l'école.

La construction de la nouvelle école de la rue de Bagnères et du logement des Frères fut achevée en février 1867. Mais voilà que, sur ces entrefaites, le conseil vota la suppression du traitement des Frères pour l'affecter aux instituteurs de l'école laïque, laquelle « offrait toutes les garanties désirables ». Le préfet annula par deux fois cette décision et les FIC continuèrent à être rémunérés.

Le cas allait encore se produire, quand le 1^{er} juin 1869, les défenseurs de Saint-Joseph décidèrent de passer à l'acte, à l'instigation de Dominique Larcade, dit « le serrurier de Notre-Dame ». Cet homme influent, doté d'une force peu commune, ne supportait plus le péril qui menaçait l'école. Il entra dans la mairie, avec tous ses partenaires, juste avant que la municipalité délibère qu'il n'y aurait plus qu'une seule école primaire à Lourdes.

Nous empruntons la suite à Pierre Lafourcade, archiviste bien connu des Lourdais : « Il paraît, (dit Dominique Larcade, NDLR), que vous avez résolu de chasser les Frères. Si vous y touchez, on fera de vous - et, en même temps, il frappa de son poing sur la table qui s'effondra sous le coup -, ce que j'ai fait de cette table ». Dans la salle du conseil, ce fut le sauve-qui-peut par toutes les issues. Du vivant de Larcade, il ne fut jamais plus question de supprimer cette école (*Chr.*, n° 327).

Les religieux mettront à profit la relative période d'accalmie qui s'ensuivit, pour augmenter les effectifs et s'adapter à de nouvelles exigences. Le **F. Léobard** créa une « classe supérieure » et organisa un cours d'adultes, en février 1873. Peu après, sans plus attendre, Saint-Joseph présenta deux requêtes que la municipalité accorda sans difficulté.

Il s'agissait d'abord, en février 1874, de l'installation d'un dortoir au grenier du pensionnat. Puis, en mars 1876, de la prise en charge de « la fourniture de clairons, d'épées et de tambours destinés à former le bataillon scolaire ». En 1878, le **F. Léobard** demanda en

outre à la municipalité le remboursement de 259 F de travaux. Mais ceux-ci ayant été effectués sans l'aval de la mairie, il se heurta à un refus.

Le **F. Saturnin-Joseph Lepad**, placé à Lourdes en 1881, dirigea avec succès, la classe du certificat. Ce Toulousain fut d'un grand secours au **F. Léobard**, déjà usé par les responsabilités. Il rédigea un précieux document : « L'histoire de l'École Saint-Joseph, de 1855 à 1922 », et laissa dans la cité le souvenir d'un homme compétent, prêt à tous les services (*Chr.*, n° 395).

En 1889, arrivait également un autre homme-orchestre : le **F. Exupère Escudé**, natif du Gers. Il exerça à Saint-Joseph les tâches d'enseignant, de préfet de discipline et de responsable du patronage des anciens élèves. À la fois organiste avisé, chantre à la voix d'or et maître de chapelle, il embellissait les cérémonies paroissiales grâce à un chœur de 60 élèves bien entraîné.

Lors des vacances d'été, il s'occupait aussi de loger jeunes, amis ou brancardiers, qui préféraient cette sorte de convivialité. Ainsi, accueillit-il bien des pèlerins et un certain nombre de missionnaires en partance pour Haïti, l'Orient ou l'Afrique, qui ressentaient le besoin de faire ce détour avant de quitter la France pour longtemps, sinon pour toujours (*Mén.*, p. 1398).

... La loi Goblet du 30 octobre 1886 excluait de l'enseignement public tous les congréganistes et accordait cinq ans aux communes pour laïciser le personnel de leurs écoles. À la fin août 1891, à l'extrême limite du délai, le préfet pria le maire de Lourdes, Nestor Lapeyre, d'inciter les FIC à déménager avant le 8 septembre au plus tard. C'est alors que l'école quitta définitivement le numéro 23 de la rue de Bagnères.

3 - L'ÉCOLE LIBRE : 1891-1903.

La nouvelle école libre se réfugia de l'autre côté de la même rue, dans un local paroissial, toujours debout actuellement, restauré depuis et intégré dans un ensemble plus vaste. Il avait été acheté vers 1880 par Mme de Vilain-Quatorze, une Belge fortunée, pour en faire le

patronage paroissial. Ce vieil immeuble, avec son terrain adjacent, servit de « succursale » à une future construction.

Ce transfert bouleversa les mentalités et les habitudes des Lourdais. Le maire avait pourtant procédé avec tact à ce changement imposé par la nouvelle législation, en atténuant les rigueurs qui frappaient l'enseignement chrétien si puissant dans la cité. L'école communale des Frères de Lourdes (1855-1891) avait donc vécu : ses locaux seraient affectés à l'école publique des filles.

Dès janvier 1892, la paroisse se mit à bâtir, toujours à la rue de Bagnères, les six classes de l'école libre Saint-Joseph. Curé et vicaires étaient passés dans toutes les maisons en vue de récolter les fonds nécessaires. L'initiative rapporta plus de 40 000 F. La bénédiction de la première pierre eut lieu le 3 mars suivant. Quoique malade, le curé se fit transporter sur les lieux, présida la cérémonie et prononça cette phrase célèbre : « L'avenir de Lourdes repose sur ces moellons. »



Le collège Saint Joseph de Lourdes, vu de la résidence des Frères

Le nouveau bâtiment fut béni le 20 mars 1893 par l'ordinaire du lieu, Mgr Billère, au cours d'une fête qui « rassembla presque toute la ville ». Il était temps car la rentrée de 1891 avait eu lieu au « patronage », dans des salles vétustes où s'étaient entassés 300 élèves. On y installa deux classes au rez-de-chaussée, trois au premier étage et la sixième fut logée sous les combles.

Devant l'afflux des élèves, on continua en 1897 et 1898 à construire un vaste préau avec quatre classes au-dessus. Cependant, le commissaire de police aux aguets rédigea, le 29 novembre 1901, le rapport suivant : « Les œuvres qui sont poursuivies dans cet établissement sont l'enseignement primaire et l'exploitation des pèlerins ; elles ne présentent aucun caractère d'utilité ... »

« En effet, insistait-il, il y a assez d'instituteurs laïques à Lourdes pour donner aux enfants de cette ville une instruction primaire meilleure que celle donnée par les Frères, et assez d'hôtels et de pensions de famille pour recevoir les pèlerins. »

L'Administration s'étant soigneusement renseignée sur les congrégations - nous l'avons vu plus haut -, le commissaire poursuivait ainsi sa recension : « Les biens consacrés à cet établissement ont eu tout d'abord comme soi-disant propriétaire M. Barrère, curé de Lourdes. En 1897, celui-ci les a vendus pour la somme de 90 000 F à la Société civile de Béthanie, à Rennes, rue Sainte-Mélanie...

« La superficie des biens est de 26a 46 ca. La Société de Béthanie paye pour la propriété foncière 29 647,47 F d'impôts; pour la propriété bâtie : 5 175 F ... » Le chiffrage, trop long à reproduire ici, se poursuivait de la même manière. Le commissaire en déduisit qu'en réalité, la valeur réelle des biens meubles et immeubles de l'établissement était d'environ 150 000 F.

Enfin, il fit allusion aux ressources d'entretien et de fonctionnement qu'il répartit en trois catégories : certains élèves paient, de même que les pèlerins qui sont hébergés à l'école durant les vacances ; et surtout « il y a les dons faits par les gens soi-disant

bien-pensants (tronc de Saint-Antoine de Padoue, etc...) » (*Archives Départementales* : 9 V-126).

*... En 1902, le nombre d'élèves à Saint-Joseph s'élevait à 333, pour 131 à l'école laïque. Après le décret du 18 mars 1903, sur les douze FIC de Saint-Joseph, cinq décidèrent de gagner l'Espagne et un le Canada. Les six restants furent remplacés lors des vacances de Pâques par d'autres FIC sécularisés et allèrent exercer ailleurs comme instituteurs libres (Chr., n° 205, Mén., p. 730 ; F. Joseph Pinel : *Les Amis du Vieux Lourdes*, 2015, nos 195 et 196).*

4 - DE 1903 À L'AVANT-GUERRE DE 1940.

Le **F. Léobard** resta donc quelque huit ans à Lourdes chez deux familles amies avant de se retirer à Nanclares, en Espagne. Vers les derniers temps, il lui arrivait de quitter la communauté et de s'égarer par la campagne alavaise. À ceux qui le rencontraient et lui demandaient où il allait, il répondait invariablement : « Je vais à Lourdes ! »

En mai 1903, la situation particulière de Saint-Joseph touché de plein fouet par le décret du 18 mars, entraîna la création de nouvelles classes à l'école laïque des garçons qui dut accueillir 430 élèves. Car dans la crise, **M. Varlot (F. Théodore)** avait supprimé le cours supérieur dont les élèves terminèrent le cycle dans le public. Mais après le repas, ils prenaient leur récréation dans leur ancienne cour.

L'année suivante, sous la direction de **M. Milhau (F. Jean-Ernest)**, l'école retrouva de sa vitalité avec ses 330 élèves. Mais elle dut être transférée dans les locaux de l'Institution Massabielle, ancien établissement des religieuses, également située à la rue de Langelle. Saint-Joseph ne regagna ses locaux qu'en 1907. Durant la Guerre de 1914-1918, alors que les ressources venaient à manquer, l'établissement dut en outre scolariser un nombre considérable de « petits réfugiés ».

Ce ne fut qu'en 1921 que se termina le procès qui opposait le curé de Lourdes au liquidateur de la congrégation, Me Henri Lecouturier.

En 1920, l'administrateur, substitué au liquidateur, avait selon le jugement de la Cour d'appel de Pau ordonné la vente des immeubles. L'affaire ne trouva son issue que grâce à M. le Comte de La Ville-le-Roulx qui voulut se porter acquéreur de Saint-Joseph et du presbytère voisin donné aux FIC, lui aussi confisqué avec l'école.

De nombreuses réparations s'imposaient, qui furent immédiatement effectuées et acquittées par M. de La Ville-le-Roulx. Jusqu'en 1935, cet insigne bienfaiteur ne demanda que les intérêts de son argent. Ce n'est pas pour rien qu'une inscription sur une plaque de marbre évoque toujours, à l'angle des deux murs de la cour intérieure, le souvenir de cet acte désintéressé (*Chr.*, n° 322).

Dans l'entre-deux guerres, grâce au **F. Félicien Boulic**, nouveau directeur, l'école se dota d'un cours supérieur, puis d'une classe de brevet : à son arrivée, les études ne menaient qu'au certificat. Peu à peu, il fit en sorte d'équiper l'établissement d'un cabinet de physique et de chimie, d'un atelier de bois et de modelage, ainsi que d'une importante bibliothèque.



Au fil des ans, on vit passer les effectifs de Saint-Joseph à 450 garçons. Par des innovations pédagogiques successives et hardies - théâtre, dessin, chant à la chorale paroissiale, excursions en montagne -, le **F. Boulic** essaya, comme dans la culture anglo-saxonne, de moderniser l'enseignement et de tisser, avant la lettre, du lien périscolaire pour l'épanouissement de ses élèves.

Tous ces changements relevaient presque du défi en ces temps-là. Pour conjurer la grande détresse financière où se trouvait l'enseignement libre, le directeur

devait trouver en outre de quoi payer les maîtres et couvrir les dépenses d'entretien, l'appoint des rétributions scolaires et les dons faits par les particuliers restant toujours bien en deçà des besoins.

Aussi, le **F. Boulic** dut-il déployer beaucoup d'ingéniosité pour équilibrer son budget, en réinstaurant par exemple un usage qui naguère avait fait ses preuves : celui de recevoir des pèlerins pendant les vacances. C'était une lourde charge imposée au personnel qui se voyait privé de vacances, mais qui, néanmoins, acceptait ce surcroît de travail pour l'intérêt général (*Chr.*, n°239)

En 1930, le **F. Anatolien Rousselot** lui succéda pour cinq ans. Il faisait déjà office d'adjoint et enseignait sur place depuis 1922. « Rodé à l'accent du pays », nous assure son biographe, très estimé des élèves, des parents et des autorités, ce travailleur assidu aimait beaucoup lire. Ainsi, recherchait-on sa compagnie, ne fût-ce que pour partager sa vaste culture (*Mén.*, p. 2242).

À partir de 1929, on assista au dédoublement du cours du brevet, à la création d'une classe de transition - entre certificat et brevet -, appelée « cours supérieur », à la transformation de la classe du brevet en « cours complémentaire » : ce qui permit de présenter les élèves aux examens des bourses. La « Chronique » de l'époque illustre par une photo l'impressionnante équipe des FIC de Saint-Joseph (n° 104, p. 457).

Les initiatives se poursuivirent : naissance de l'Amicale des Anciens élèves qui jouerait par la suite un rôle prépondérant, inauguration d'une école enfantine, acquisition du fronton de la rue de Bagnères et son vaste terrain de jeu qui sera par la suite doté de tribunes, arrivée des Sœurs de l'Amour de Dieu pour la cuisine, le ménage et le linge des religieux.

Insistons ici sur la constitution, en 1932, de cette Amicale qui allait rythmer des décennies durant la marche de l'établissement et apporter son appoint financier alors que l'argent manquait cruellement. Son premier Président, le Dr Salsac, fut secondé de MM. Cazavant et Nicolau, respectivement secrétaire et trésorier de l'association qui comptabilisa 220 membres dès le départ.

Elle s'était fixé plusieurs objectifs : accroître le nombre d'adhérents, améliorer la caisse par des séances récréatives - quitte à faire venir des artistes reconnus -, accorder une bourse à un élève méritant, maintenir une ambiance d'amitié, s'entraider dans les moments difficiles, soutenir l'enseignement chrétien et encourager les maîtres dans leur tâche d'éducation (*Chr.*, nos 118, 169).

... *Le F. Ange Eyhérabide succéda au F. Rousselot en 1935. À la Noël de cette année-là, M. le Comte de La-Ville-le-Roulx, propriétaire de l'école, aux prises avec de graves soucis financiers, se vit forcé de la vendre dans les 48 heures. Les Lourdais d'une part, les supérieurs des FIC de l'autre, se dépêchèrent et trouvèrent respectivement 60 000 F. Le surplus fut vite employé à bon escient.*

L'année 1935 allait offrir une anecdote des plus révélatrices sur la mentalité de certains maîtres d'antan passionnés d'enseignement, qui exerçaient leur profession comme un véritable sacerdoce. Il s'agissait du **F. Philippe Gayan** (Saint-Paul-les-Dax, 40) qui faisait la classe depuis 68 ans et se trouvait alors à Saint-Joseph. Il redoutait de devoir terminer sa carrière d'un instant à l'autre.

Le **F. Ange**, son directeur, lui suggéra délicatement de s'arrêter. Le Landais en pleura et demanda si quelques parents avaient formulé des plaintes à son encontre ou si ... « Oh ! Que non ! Au contraire ! interrompt le **F. Ange** pour le consoler d'avance. Mais à 85 ans, vous avez droit à la retraite ! ». Personne ne la lui contesta, pas plus que la « médaille du mérite » que l'on s'était procurée pour la lui remettre (*Archives de Béthanie ; F. Ephrem Etcheverry, Notes manuscrites.*).

5 - UNE FIGURE DU MIDI : LE F. ANGE EYHÉRABIDE.

Parmi les religieux qui marquèrent Lourdes, arrêtons-nous sur le **F. Ange Eyhérabide**, figure charismatique du Midi. Un précieux témoignage, ici résumé, dû à son frère Mariste, nous servira de trame. Il naquit à Macaye en 1900, et reçut la proposition de devenir Frère

de la part de l'abbé Larre, aumônier de Dancharinea, qui le préparait à la communion solennelle.

Par la suite, il entre dans la maison de formation d'Urdax. Il possédait à la vérité une force et une morphologie de sportif. Après le noviciat, il reçut en 1917 la première obédience pour Bermeo où il enseigne à 117 élèves de la petite classe, des fils de pêcheurs pour la plupart. Muni du fil et de l'aiguille, il confectionne le soir les cahiers nécessaires pour le lendemain.

Il est mobilisé en 1919. Vu la pénurie du personnel, on lui conseille vivement de ne pas rejoindre l'armée. Mais s'y soustraire lui interdirait pour longtemps l'accès du territoire français. Seul contre tous, il choisit de rester en France.

Il passe les examens de sous-officier à Pau et suit un stage d'instruction militaire. Il est ensuite chargé de conduire un peloton de soldats en Allemagne, lors de l'occupation de la Rhur. Il en profite pour apprendre la langue allemande et la profession d'infirmier qui lui sera si utile. C'est au régiment qu'il connut le futur évêque de Tarbes et Lourdes : Mgr Pierre-Marie Théas, natif de Barzun (64).

On le nomme en 1921 professeur et surveillant au juvénat de Béthanie que l'on venait d'ouvrir. Ce qui ne l'empêche pas de passer en candidat libre, dans des conditions difficiles, le Brevet de capacité. En 1926, on lui confie la charge du recrutement. Il s'y dépense sans compter, pédalant par les routes étroites des Landes, de la Bigorre, du Béarn et du Pays basque, où l'euskara, sa langue natale lui ouvre large les portes.

Trempé de sueur ou de pluie, il ne connaît pas toujours d'avance le gîte où il passera la nuit. De plus, les résultats ne correspondent pas aux efforts déployés. Ce qui aboutit à la fermeture du juvénat en 1928. Le voilà ensuite à Saint-Joseph de Lourdes, comme professeur puis, en 1935, comme directeur. Il lui en coûta d'endosser cette responsabilité.

En 1945, il devient « releveur de ruines à Guérande ». De 1946 à 1952, il endosse la double charge de Visiteur du district Sainte-Marie

et de directeur de Saint-Joseph. C'est alors qu'au grand regret des Frères du Midi, il est nommé en 1952 à l'île de Jersey comme maître des novices, charge qu'il voulut récuser, mais qu'il exerça pendant neuf ans.

Un de ses collaborateurs résume ainsi l'opinion commune de ceux qui approchèrent alors le **F. Ange** : « L'aspect massif et le visage sévère du solide « montagnard » impressionnaient vivement les nouveaux novices. Aussi, les premiers jours, l'adaptation était-elle pénible pour plus d'un. Mais sous cette carapace, ils ne tardaient pas à découvrir le religieux profondément humain, très attentif à la santé et au bien-être des novices » (*Mén.*, p. 2081).



*1964 :Pèlerinage militaire à Lourdes :
le Frère Ange retrouve ses anciens novices.*

De 1962 à 1967, il redevient Visiteur du Midi et directeur de Saint-Joseph. Mais le climat de l'école a changé et bien des connaissances amies ont disparu. Après avoir été décoré des palmes académiques, il reçoit en 1967 une ultime obédience pour Notre-Dame de Bon Secours à Jersey, avec mission particulière de préparer le Chapitre général de 1968.

En fait, il avait cinq communautés différentes sous sa responsabilité : la maison généralice, le grand et le petit noviciat, la communauté des Frères de la maison et celle des Sœurs de l'Amour de Dieu. C'est là que la « Sorhela Morte » vint le chercher, le 3 mai 1968. Il fut enterré à Jersey. Mais ses restes furent transférés au cimetière de la maison-mère, le 16 juin 1972 (*Chr.*, n° 258, n°272 ; *Mén.*, p. 2079).

6 - AUTOUR DE LA GUERRE 1939-1945.

En 1936, les effectifs atteignaient 487 élèves répartis en douze classes confiées à quatorze maîtres. Saint-Joseph était en pleine prospérité quand éclata la Guerre mondiale. À la débâcle, il fallut remplacer par des dames les sept maîtres mobilisés, céder des locaux aux réfugiés de Belgique, du Nord et de l'Est de la France, et transférer jusqu'à la fin de l'année scolaire les classes au fronton.

Quantité de réfugiés vinrent à Lourdes : on en compta jusqu'à 100 000 ! Malgré la précarité des moyens d'accueil, le nombre d'élèves devint pléthorique, avec 1034 à la rentrée de septembre 1941. En 1943, l'école s'annexa des ateliers de fer et de bois. Mais, matériel et subventions furent supprimés dès 1945. Par contre, à partir des vacances de 1947, l'école ouvrit une « garderie ».

Deux figures marquent cette période. D'abord le **F. Ephrem Etcheverry**, placé à Lourdes « à titre provisoire » en 1921. Il y restera jusqu'à sa mort, le 27 novembre 1987. Il excella dans les petites classes où il scolarisa nombre de petits Lourdais et bien des enfants de passage. Il avait une méthode spécifique pour apprendre à ses petits débutants à lire, écrire et compter (*Mén.*, p. 2649).

Le 12 septembre 1954, M. Antoine Béguère, ancien de Saint-Joseph, Président du Football-Club Lourdais (F.C.L.) où il avait joué au poste de trois-quarts, à la fois maire de Lourdes et conseiller général du Canton décora le **F. Etcheverry** des palmes académiques, honorant en outre par ce geste tous les maîtres voués à l'éducation des jeunes (*Chr.*, n° 201).



Frère Éphrem Etcheverry

À l'autre bout, le **F. Louis Dubois** préparait les troisièmes au brevet. Arrivé à Lourdes en 1941, il décéda subitement le jeudi 15 juin 1961, après avoir donné les dernières consignes à ses élèves. Selon un rituel immuable, tous réussirent à l'examen le lendemain. Et le samedi, une foule immense accompagna le « maître vénéré » au cimetière de l'Égalité où il repose (*Mén.*, p. 1908).

M. Dubois a tellement marqué les Lourdais qu'il mérite une mention particulière. Il naquit en 1906, à Mordelles (35), d'où les parents émigrèrent dans le Marmandais (47). D'une intelligence vive, « il était, nous dit un biographe, plus soucieux de se surpasser lui-même que de surclasser les autres. » Il fut placé à Cancale, fit son service militaire et gagna Cancale à nouveau, puis Fougères.



Frère Louis Dubois

Avec lui, on avait affaire à un « Monsieur », comme le souligna, unanime, la presse locale : toujours bien mis, au langage châtié, ami de l'ordre et de la discipline consentie. Le sergent-chef, démobilisé à l'armistice, avait rejoint la cité mariale où il s'était fait Lourdais parmi les Lourdais, assidu aux matchs de rugby du FCL, sept fois champion de France de 1946 à 1960.

Le **F. Frédéric Marteil** raconte en ces termes la mort de son confrère : « Vers 16h30, le **F. Ange**, Directeur, le trouve étendu sur le ciment. Les Frères arrivent. On téléphone à la cure, au docteur ; moins de trois minutes après, prêtre et médecin sont là : une absolution, une piqûre, aucune réaction. » Un œdème foudroyant venait d'emporter **M. Dubois**, à 55 ans (*Chr.*, n° 220)

Les élèves demandèrent le report de ses obsèques au samedi, à 17 h 45, afin de pouvoir faire une dernière escorte à leur professeur. Derrière la famille du disparu, on notait les personnalités civiles et religieuses de Lourdes. L'absoute fut donnée par Mgr Théas. Toutes tendances confondues, on célébra la classe et le rayonnement de ce pédagogue hors pair (*Chr.*, n° 230 ; *Mén.*, p. 1909).

En 1945, le **F. Marcel Pérais** (Montoir, 44) avait pris pour un an la direction de Saint-Joseph, permutant ainsi avec le **F. Ange** qui le remplaça à Guérande. Mobilisé en 1939, fait prisonnier par l'ennemi en 1940, il connaît cinq longues années de captivité. Au cours des trois dernières, il subit le dur régime des camps d'internement, en Pologne, puis en Autriche (*Chr.*, n°321).

Pendant ce temps, le secondaire avait été initié à Lourdes en octobre 1940 par une petite équipe groupée autour de M. Démongeot, septuagénaire. La ville ne possédant pas de lycée, il s'agissait de prendre en charge les « étudiants réfugiés » et les jeunes Lourdais intéressés par la formule. Étant donné les circonstances, la première année fut laborieuse et les effectifs ne dépassèrent pas les 60 élèves.

Puis, en octobre 1941, le cours se scinda en deux. En effet, en 1941, des familles avaient créé, à la maison Desbiaux, autour de M. Henri Crépin - à peine âgé de 27 ans - le « Cours Peyramale » qui s'installa deux ans plus tard dans l'ancien presbytère où, en 1858, Mgr Peyramale, curé de Lourdes, avait reçu Bernadette Soubirous et son message. Si bien que le cours de 1940 n'avait que très peu duré.

En juin 1942, pour une population de 13 251 Lourdais, la ventilation des élèves donnait les précisions suivantes : école laïque des garçons : 360 ; école publique d'Anclades : 40 ; école Saint-Joseph : 545 ; maternelle libre : 87 ; Massabielle : 226 ; Institution Sainte-Marie : 40 ; Cours secondaire Peyramale : 59 ; Cours Thérésien : 112 ; Bon Pasteur : 34 ; Immaculée de Soum : 174 ; maîtrise Notre-Dame : 25 ; orphelinat Sainte-Bernadette : 18 ; cours Notre-Dame (filles) : 49 ; institution Saint-Michel : 12. Soit un total de 1901 scolaires (*Les Maires de Lourdes*, p. 633).

7 - SAINT-JOSEPH DEPUIS 1945.

À la fin de la Guerre, l'École Saint-Joseph renoua avec le passé, en ponctuant comme naguère les années scolaires par la kermesse, la réunion de l'Amicale, le rassemblement des conscrits et des anciens de l'Armée, ainsi que par « la fête du fronton ». Cette dernière démonstration, longuement préparée, revêtit un éclat particulier, le 30 mars 1947.

Elle accueillit le nouvel ordinaire du lieu : **Mgr Pierre-Marie Théas**, ancien évêque de Montauban où le 26 août 1942 il s'était illustré en faisant lire dans les églises de son diocèse un mandement destiné à devenir célèbre



Car après la « rafle du Vélodrome d'Hiver », il avait en pleine occupation nazie ouvertement protesté contre la persécution des Juifs - avant de dénoncer sans tarder le STO (Travail de Service Obligatoire) (*Chr.*, n° 169).

Aussi, fut-il arrêté à Montauban, emprisonné à Toulouse et à Compiègne. Peu s'en fallut qu'il ne fût les camps de concentration d'Outre-Rhin. Par cette lettre, il avait suivi, à quelques jours près, l'exemple de Mgr Saliège. Il fut, comme ce dernier, honoré du titre de « Juste parmi les nations », au mémorial de Yad Vashem, à Jérusalem, après avoir joué un rôle fédérateur à la Libération.

Le 19 mai 1952, la fête traditionnelle du fronton fut rehaussée par la présence du **R. F. Elisée Rannou** qui venait d'être élu à la tête de son Institut. Il monta à la tribune d'honneur où il fut accueilli par Mgr Théas et par Mgr Méricq, curé-archiprêtre de Lourdes. Et c'est ensemble qu'ils suivirent le spectacle sous leurs yeux (*Chr.*, n° 192).

Saint-Joseph connaîtra alors l'amorce d'un tournant qui s'explique par le contexte local de l'émergence, en pleine guerre, du secondaire catholique à Lourdes, où il n'y avait aucun lycée. Cette œuvre serait appelée à un grand avenir, grâce à la personnalité de M. Henri Crépin. Après avoir envisagé et pris un certain nombre de décisions, les responsables choisirent, en 1952, de déplacer le « Cours Peyramale » au 62 de la rue de Bagnères.

... Le conseil municipal de Lourdes vota, au début de l'année 1955, une subvention de un million de Francs pour les frais de cantine des écoles privées, somme destinée aux enfants nécessiteux. Et, la même année, il accordait à M. Henri Crépin, directeur du Cours Peyramale, 300 Francs pour « la propagation des langues étrangères » (Les Maires de Lourdes).

8 – LES CENT ANS DE SAINT-JOSEPH : 1855-1955.

Le samedi 19 et le 20 mars 1955, Saint-Joseph célébra les 100 ans de présence des FIC à Lourdes (1855-1955). Ce jubilé était placé sous la présidence de Mgr Théas, de M. Henri Sarramon : Président de la Fédération des Amicales Midi-Occident, du **R. F. Elisée Rannou** et des anciens directeurs de l'école : les **FF. Herblain Perais, Anatolien Rousselot, Félicien Boulic, Ange Eyhérabide et Pierre Le Foulgoc** (photo ci-dessous)



Au cours de la réunion publique du premier soir, M. Larroze, responsable de l'Amicale, qui avait succédé à M. Salsac, exposa avec clarté la situation de l'enseignement libre à Lourdes. L'effectif s'élevait alors à 1 400 élèves, pour un budget de 10 millions. Mais, d'après le conférencier, le vrai problème ne résidait pas tant dans le financement que dans la relève.

Il souligna l'existence de « deux écoles secondaires de fondation récente, l'une de filles et l'autre de garçons. Celle-ci, dit-il, a été offerte aux Frères qui, vu la pénurie de personnel, n'ont pu l'accepter. Elle compte une centaine d'élèves ». L'intervenant n'oublia pas de mentionner la maîtrise de la Grotte où enseignaient toujours deux FIC (*Chr.*, n° 203).

Le lendemain, à l'issue de leur séance annuelle, les amicalistes se rassemblèrent devant la chapelle. À la gauche de la porte d'entrée, ils procédèrent à l'inauguration d'une plaque commémorative du centenaire qui, pour la suite des jours, porte en mémoire de reconnaissance l'inscription suivante :

« Aux Grands Ouvriers de l'École Saint-Joseph / Au Maire Lacadé qui fit venir les Frères / Au Frère Léobard, Fondateur-Directeur de l'École (1855-1903) / Au Chanoine J.-B. Barrère qui l'a construite / À M. le Comte-Le-Roulx qui l'a maintenue / À Mgr Méricq qui s'est dévoué pour son rachat et son entretien / 2 novembre 1855 – 20 mars 1955 »

La « Chronique » de juillet 1955 met fin à la recension de ces fêtes par un éloge des religieuses de l'Amour-de-Dieu, fondées en 1864 à Toro, dans la province espagnole de Zamora, par le Vénérable Père Jeronimo Usera (1810-1891). À l'instigation du **F. Ange**, elles étaient présentes à Lourdes depuis 20 ans et contribuaient à la bonne marche de la maison (*Chr.*, nos 203, 205).

Le 14 janvier 1959, Saint-Joseph reçut d'une manière plus informelle, la visite de Mgr Théas. Ce que tout le monde souhaitait depuis longtemps, maîtres et élèves n'ayant jamais vu passer un évêque dans les classes. Ce fut une journée à marquer d'un caillou

blanc, empreinte de convivialité et de découverte mutuelle, qui se termina par un entretien avec les Frères de la maison (*Chr.*, n° 220).

9 - UNE NOUVELLE RÉPARTITION SCOLAIRE À LOURDES.

Pendant ce temps, se poursuivait le processus de restructuration de l'enseignement catholique lourdaise. En 1960, fut signé avec l'État le premier contrat d'association du diocèse, étendu ensuite aux collèges Saint-Joseph et Massabielle. En application de la loi Debré (1959), Saint-Joseph passa sous contrat simple avec l'État. En 1967, tout le secondaire, de la Sixième à la Terminale, fut rassemblé sous un seul établissement académique et administratif dénommé « Cours Peyramale ».

Dès lors, et jusqu'en 1979, la direction académique du « lycée collège Peyramale Saint-Joseph » incombait officiellement à M. Henri Crépin qui remodela le paysage de l'enseignement catholique lourdaise. Du coup, les responsables successifs de la communauté des Frères devinrent ses répondants locaux. En effet, collège et lycée se trouvant dans la même rue, mais à une certaine distance l'un de l'autre, M. Crépin et son secrétariat avaient préféré résider au lycée comme avant.

Enfin, tout près du collège Saint-Joseph, au numéro 13, avenue du Maréchal Joffre, un lycée flambant neuf remplaça l'ancien bâtiment du 62 de la rue de Bagnères. Il fut inauguré en 1994, en présence des autorités civiles et religieuses, dont M. Douste-Blazy, le maire de la cité mariale, et Mgr Jean Sahuquet, l'ordinaire du lieu.

M. Antoine Rivieri succéda à M. Crépin, de 1979 à 2000, date à laquelle le **F. André Eon** prit en main pour sept ans la direction du lycée collège. À la fin de son mandat, il fut remplacé par le **F. Arsène Pelmoine** qui, l'année suivante, passa le relais à M. Chassard-Guillard. (2008-20 ...). En 2012 - 2013, l'album de fin d'année atteste que collège et lycée accueillait exactement 700 jeunes. L'année suivante, on enregistra cent pour cent de succès, au brevet comme au baccalauréat.



L'entrée du lycée Peyramale

10 - UNE LISTE IMPRESSIONNANTE : 1855-2014.

Les directeurs ou supérieurs successifs ont effectivement marqué Saint-Joseph de leur empreinte. Voici les maillons de cette chaîne ininterrompue : les **FF. Léobard** (1855-1903), **Théodore Varlot** (1903-04), **Jean Milhau** (1904-07), **Othon Siau** (1907-16), **Léontin Crampette** (1916-19), **Laurentin Guéné** (1919-22), **Félicien Boulic** (1922-29), **Anatolien Rousselot** (1929-35), **Ange Eyhérabide I** (1935-45), **Herblain Pérais** (1945-46)...

Puis **A. Eyhérabide II** (1946-52), **Pierre Le Foulgoc** (1952-55), **Pierre Le Cheviller** (1955-61), **A. Eyhérabide III** (1961-67), **Eugène Thomas I** (1967-74), **Joseph Pinel I** (1974-86), **E. Thomas II** (1986-89), **Théodore Gelker** (1989-92), **Maurice Passard** (1992-95), **Joseph Pinel II** (1995-2000), **André Eon** (2000-2007), **Arsème Pelmoine** (2008-2009), **Maurice Eon** (2007-2010) et **Daniel Bouche** (2010 - 20 ...).

11 – « L'ÉQUIPE » : UNE ANECDOTE SIGNIFICATIVE.

Le quotidien sportif « L'Équipe » consacra le 20 novembre 1980 un article aux trois **FF. Etcheverry**, réunis à Lourdes depuis 1976 pour une retraite bien méritée. On les voyait fréquenter assidûment le stade « Antoine-Béguère » où se déroulaient des matches de légende. Le « FCL » n'avait-il pas offert à l'équipe nationale deux capitaines et 39 internationaux ?

Le journaliste avait transcrit ce qui suit : « **F. Alvaro**, l'aîné, est resté presque toute sa vie en Espagne. **F. Gérard**, le cadet, a vécu 19 ans en Haïti et 32 en Argentine. En fait, **F. Jean** (dit **Ephrem**, NDLR) est le seul qui se soit installé à Lourdes dès son entrée dans la vie active. Il apprit à lire à plusieurs joueurs (rugbymen, NDLR) célèbres ... » (*Chr.*, n° 289).



Les trois Frères Etcheverry « croqués » par le journal « L'Équipe »

Cette « une » prouve à sa manière combien les FIC s'étaient intégrés dans le paysage lourdaïs. Elle atteste de la plus longue présence des ces éducateurs dans un établissement du Midi, qui au demeurant se poursuit jusqu'à nos jours où cinq religieux vivent en communauté, au 24 de la rue de Bagnères : deux du 65, deux du 44 et un du 35 (*Chr.*, VIII, p. 241 ; *Chr.* 1956 ; *Chr.*, nos 321, 395; *Un siècle de dévouement, École Saint-Joseph de Lourdes*)

12 - UNE FIGURE ATTACHANTE DU PAYS : LE F. MATTHIEU THÉAUX.

Le **F. Mathieu Théaux** naquit à Laslades (65), le 8 mars 1924. Sa formation fut mouvementée. Il fit la cruelle expérience de l'Occupation et assista à l'arrestation et à la déportation de personnes qui lui étaient chères. Il débuta l'enseignement dès 1942 à Nantes, puis rejoignit Lourdes en 1948.

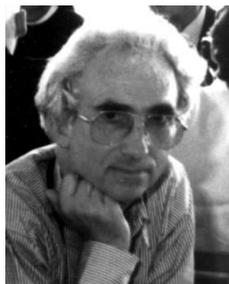


Mais c'est à Urrugne où, pendant une dizaine d'années, il assume la direction de l'école Saint-François qu'il donnera la pleine mesure de ses talents. Il y devient Basque parmi les Basques, lance des sports d'équipe, initie les danses du pays ... Succédant ensuite au **F.**

Fernand Guillé, il est appelé, en 1962, à diriger le juvénat de Béthanie.

En 1966, il se tourne résolument vers l'animation pastorale et vocationnelle des collèges du Midi : catéchèse, MEJ, organisation de camps, de colonies, de retraites, de week-ends de réflexion. Malgré les changements de mentalités, il s'adonne passionnément au service des jeunes. Il n'a de cesse de les comprendre. Dans ce but, il passe en 1983 une année à l'Université de Strasbourg.

En 1990, il n'exerce plus que la catéchèse en collège. Il a toujours le contact facile, la poignée de mains chaleureuse, l'encouragement amical. Il assurera jusqu'à la dernière limite l'accueil des jeunes à l'entrée du grand portail de Saint-Joseph. Il décéda le 3 août 2009. Il repose à Lourdes, au cimetière de l'Égalité (d'après le **F. Joseph Pinel** : *Archives*, Béthanie).



Quelques autres figures disparues :
(de gauche à droite)

- 1 – Frère Alpert-Marie **Oxibar** (1882-1979), décédé à un âge avancé ;
- 2 – Frère Dominique **Iriart** (1939-1991), frappé par la maladie en pleine force de l'âge ;
- 3 – Frère Jacques **Delgue** (1907-1994), tout dévoué à la cause des vocations religieuses et sacerdotales.

B - BÉTHANIE (CIBOURE) : INSTITUTION (1878-2014).

Tout en balayant la période qui s'étend de 1878 à nos jours, cette monographie, au demeurant bien différente de la précédente, nous aide par un autre biais à mieux connaître quelques aspects ignorés de la province du Midi. Car cette fondation, des plus originales, allait être le théâtre d'événements aussi divers qu'imprévus, aux conséquences insoupçonnées.

1 - MADAME DUPONT-DELPORTE.

Cas unique : Béthanie doit son existence à la ténacité de Jeanne-Marie Dupont-Delporte, appelée aussi Mme Delporte, et « Emma » par ses intimes, une femme des plus cultivées, au parcours atypique, qui, après avoir subi de grandes épreuves, résolut de se rendre utile et d'innover, selon sa foi et au regard des besoins de son temps. C'est pourquoi, nous nous attarderons sur cette attachante biographie et sur l'institution qu'elle a fondée et laissée après elle.



Aînée de trois frères et de trois sœurs, qui la précédèrent dans la mort, elle était née le 22 décembre 1808, à Foix, qui comptait alors 4 000 habitants. Son père, baron d'Empire, fut préfet de l'Ariège (1808 -1810), puis de Parme (1810-1814). Enfin, Louis-Philippe le nomma préfet de Rouen et pair de France. Retiré à Paris après la Révolution de 1848, il y mourut en 1854. Les Delporte avaient été anoblis sous l'Ancien Régime pour « services rendus à l'Agriculture ».

Originnaire de Bourgogne, la mère d'Emma, Jeanne-Bernarde Sougue-Maret, de la descendance des ducs de Bassano, appartenait en même temps à l'antique famille de Sirurgue, issue de celle des ducs espagnols de la grande dynastie d'Aranda, ville située à 78 km de Burgos. C'est ce qui explique, plus qu'un effet de tendance, l'attachement qu'Emma portait à l'Espagne.

L'un des frères d'Emma épousa la fille d'un conseiller d'État russe. Un autre fut député du Pas-de-Calais et préfet. Le troisième, Henri-Dupont-Delporte, capitaine de cavalerie, mourut sur une barricade, en luttant contre les insurgés, lors de la Révolution du 23 au 26 juin 1848 qui fit 5 600 victimes. Bravant les tirs, Emma alla le chercher parmi les cadavres avant de le soustraire à la rue.

Ses trois sœurs prirent en se mariant les noms d'Escalles, d'Hacqueville et de Bigot de la Robillardière. Pour sa part, elle épousa, en 1831, Félix Le Rouge, Officier d'ordonnance de Louis-Philippe. Veuve et sans enfants, elle se remaria en 1850 avec Gustave Brinckmann, un négociant hambourgeois sans scrupule, qui l'abandonna quelques années après, pour s'établir à New-York, non sans avoir sérieusement ébréché la fortune de sa femme.

*A Madame Emma de
Brinckmann, en témoignage
de admiration à son beau talent
et de amitié*

El Conde. Sabatini

LA REVOLUCION DE ROMA.

Dédicace d'un livre de la bibliothèque de Béthanie

En 1853, leur était née la petite Alix qui mourut à quatorze ans. Sa mère, inconsolable, lui fit construire au fond du jardin un caveau - toujours visible -, et souhaita de reposer auprès d'elle après sa mort. C'est en son honneur qu'à l'origine elle désigna la maison du nom de « Villa Alix », que l'on trouve aussi dans les « ex-libris » manuscrits des contreplats de ses rares livres de bibliothèque conservés à Béthanie.

Cette double épreuve la marqua profondément. Quand éclata la guerre franco-allemande de 1870, l'épouse patriote et délaissée reprit son nom de jeune fille. Elle se rappela sa jeunesse où elle s'était volontiers accordé les satisfactions que lui permettaient son rang et sa fortune. Elle avait, entre autres, achevé ses études à Paris et fréquenté les écrivains romantiques et ceux qui collaboraient à la « Revue des Deux-Mondes », dont Sainte-Beuve (1804-1869), le célèbre critique littéraire.

Au contact de la société libre-penseuse de la capitale, sa foi subit une éclipse. Selon la tendance de l'époque où l'élite intellectuelle aimait à voyager, elle prit plaisir à parcourir l'Espagne, pays de ses ancêtres maternels, en d'héroïques chevauchées, parmi les sierras arides inondées de soleil. Elle sut aussi, en pionnière intrépide, s'engager en politique. Ainsi, garda-t-elle, en dépit de deux guerres qu'ils avaient perdues, un profond attachement aux partisans de don Carlos.

À ce sujet, la partie n'était pas jouée. Carlistes et Libéraux s'affrontèrent une dernière fois de 1872 et 1876. Entre deux échauffourées, la « Villa Alix » abrita plus d'un Carliste en perdition, traqué par l'adversaire, près de la frontière. Un jour, l'un des chefs insurgés, Manuel Santa Cruz (1842-1926), prêtre de son état, franchit la frontière en catastrophe et se cacha dans la villa.

Peut-être trahi, il y fut arrêté le 22 avril 1874 par les forces de l'ordre. Une autre version rapporte qu'il se livra lui-même aux gendarmes : la presse locale du temps reste très discrète à ce sujet. Il fut emprisonné à Bayonne, puis à Paris, enfin à Lille où plusieurs

familles catholiques prirent soin de lui. Toujours est-il que selon le mot de Jean Chalet, aumônier de Béthanie, « il se convertit ... à plus de douceur ». Tel fut son « adieu aux armes (*Denak Argian*, 1992, n°



4).

Souvenir du passage de Santa Cruz à la « Villa Alix » de Béthanie

Car ce fougueux Guipuzcoan d'Elduayen allait devenir pendant un demi-siècle le plus pacifique des missionnaires d'Amérique. Après avoir au préalable demandé au pape le pardon de ses écarts, il vécut en Jamaïque puis en Colombie. Il se fit jésuite sur le tard et mourut à Pasto, ville frontalière de l'Equateur, sans jamais revoir la terre de ses aïeux (*Chr.*, n° 352)

2 - DE LONGUES TRACTATIONS.

En 1860, Mme Delporte avait acheté à M. Armand Rivet, négociant de Saint-Jean-de-Luz, un terrain d'environ quinze hectares, appelé - l'on ne sait pourquoi - « Boutonnadrille ». Depuis 1834, les différents propriétaires, tous Luziens, s'étaient succédé de la sorte : M. François Labat, Mme Rivet, M. Rivet Hippolyte et M. Rivet Armand. Voilà ce qui explique peut-être le nom de « Labat Baita » ou « Labatenia » porté par la ferme de Béthanie jusqu'à sa récente disparition.

Dès le 28 avril 1875, Mme Delporte vantait en ces termes ce domaine qu'elle voulait confier aux FIC et d'abord à leur **S. G.** : le **R. F. Cyprien Chevreau** - qui résidait bien loin de là, à Ploërmel. Elle lui écrit : « Ma propriété est située à 2 km 1/2 de Saint-Jean-de-Luz, dans un lieu solitaire d'une grande beauté. La terre y est bonne. Ce bien a 15 ha. Ce serait très insuffisant pour faire de l'agriculture. Ce l'est grandement pour l'horticulture ...

« Ces quinze hectares sont divisés en prés, jardins, terre arable, vigne et lande boisée. Saint-Jean-de-Luz ayant des bains assez fréquentés, les fruits s'y vendent très bien. Cet orphelinat sera placé sous l'invocation de Saint Lazare et prendra le nom de « Béthanie » (*Maison du pauvre*, en hébreu, NDLR). C'était l'Impératrice Eugénie, femme de Napoléon III, qui avait mis en vogue cette ville.

Elle continue : « Mon désir est que les enfants y soient admis à l'âge de huit ans et y restent jusqu'à 18 ans. On les placerait alors dans les familles chrétiennes comme jardiniers. L'enseignement primaire n'occupera que la moindre partie du temps : qu'il soit borné au catéchisme, à la lecture et le calcul. Que le chant religieux trouve aussi sa place dans la prière ...

« Chaque année, les sinistres maritimes font des orphelins, pauvres êtres qui, abandonnés à la misère, ne tardent pas à tomber dans le vice. Je ferai le don de mon bien à la congrégation qui se

chargera de cet orphelinat : il est estimé à 45 ou 50 000 F. Que Dieu vous inspire d'accepter ma proposition. »

Nous ne savons pas pourquoi Mme Delporte choisit l'Institut des FIC pour réaliser son dessein. Peut-être s'agissait-il d'une décision prise lors de ses voyages à Ploërmel ? Ou bien du résultat des entretiens qu'elle eut, soit en Bretagne, soit à Ciboure – puisque le Supérieur vint à la « villa Alix » prendre du repos, - avec le **F. Amand Rouault** (1844-1897), constamment malade, mais responsable du postulat, puis maître des novices, et très apprécié de tous ? (*Archives de Béthanie ; Chr.*, p. 1 062).

En tout cas, on ne peut rien lire de plus pathétique que ces listes de garçons, avec parfois un minimum de renseignements. Tels : « X : de père inconnu », « Y : de mère inconnue » ou « Z : de père et mère inconnus ». Des registres aux couleurs du temps conservent à Béthanie le souvenir de 135 d'entre eux. Mais il y en eut davantage : certaines pages ayant été collées ou anéanties.

D'où venaient au juste ces enfants et ces adolescents que l'on plaçait à Béthanie pour des raisons d'ordre scolaire, éducatif, alimentaire ou disciplinaire ? De la Côte basque : Ciboure, Biarritz, Hendaye, Saint-Jean-de-Luz ; ou de plus loin : Pau, Paris. L'Espagne confia également huit pensionnaires à l'institution, tandis qu'un garçon de Saint-Pétersbourg clôt ces inscriptions.

... Mais le Supérieur breton ne se laissa pas fléchir. Les démarches traînèrent. Mme Delporte se prit alors à l'investir de sa plume tenace jusqu'à obtenir gain de cause. Le 1^{er} janvier 1878, après avoir alerté le ban et l'arrière-ban de ses amis - jusqu'au député de la région, Charles Chesnelong -, elle passa à l'offensive et confia au S. G. : « Ma propriété est connue de votre directeur d'Eauze, il l'avait trouvée dans les meilleures conditions pour la destination que je lui ai donnée. ».

Elle ajoutait : « J'ai six orphelins, trois gratuits et trois payants. » En fait, l'orphelinat avait bien été ouvert dès 1877. Elle lui détaille ensuite le règlement qu'elle complétera le 23 février suivant : gratuité pour les orphelins indigents, pension de 15 F par mois pour les demi-

orphelins jusqu'à quinze ans, le travail de l'enfant étant alors rémunérateur ». (Mais ceux qui viendraient d'un autre diocèse, paieraient plus cher, NDLR). L'aumônier leur dispensait alors l'enseignement primaire.

En marge de cette lettre importante, le **S. G.** annota ces réflexions surprenantes - et comme prémonitoires, puisqu'elles se réaliseront ... en 1972 : « Trait de lumière pour moi : *petit noviciat*. C'est la même œuvre centuplée et bien au-delà ». L'orphelinat pouvait également servir la cause des vocations et cette perspective émut le **R. F.** : « Je suis profondément touché de votre persévérance, lui avouera-t-il au bout du compte ».

3 - LE R. F. CYPRIEN À BÉTHANIE : 1878.

Le 31 janvier 1878, le **S. G.** lui écrit : « Afin de vous prouver toute ma bonne volonté, j'ai résolu d'aller vous voir dans la courant du mois prochain pour étudier la question sur les lieux mêmes ». Ce qui n'était pas une mince affaire : 700 km séparent exactement Ploërmel de Béthanie. La fondatrice s'empressa d'exprimer au Supérieur sa joie et sa reconnaissance et ajoutait : « Je désire que vous ne croyiez pas venir dans un château ; je n'ai qu'une modeste habitation rurale ».

Ce à quoi le supérieur répliqua : « Permettez-moi de vous dire, Madame, que je suis très heureux de n'avoir point à descendre dans un château, et que vous auriez vous-même une déception si vous croyiez recevoir un personnage. » Tant et si bien que le 19 février 1878, Mme Delporte se présenta en gare de Saint-Jean-de-Luz pour accueillir son hôte.

Un projet d'accord fut rédigé à l'issue de la rencontre, qui serait soumis au conseil de l'Institut. Deux jours plus tard, Mme Delporte s'adresse au **R. F. Cyprien** pour l'entretenir de Mgr Ducellier, évêque de Bayonne, qui ne peut accorder les faveurs qu'elle lui a demandées pour les Frères, « sans être entré en contact avec lui ». De les connaître, elle et le **F. Alphonse Fillos**, alors provincial du Midi, ne lui suffisant pas ! (*Chr.*, oct. 1978, p. 362).

La fondatrice n'était pas du genre à sourciller, à perdre son aplomb, ni à capituler en route, même si la situation s'avérait quelque peu inextricable : « Mon impression, lui confie-t-elle sur un ton que l'on devine, est que l'évêque est un peu étonné, pour ne pas dire blessé, de n'avoir pas entendu parler de vous, tandis que le **F. Alphonse** et moi, puis l'aumônier, puis moi, nous allâmes le trouver... Je lui ai dit que j'allais vous rendre compte de notre entretien. »

Le **S. G.** reçut-il cette lettre, complétée par celle du 23 février fixant les conditions d'inscription des élèves ? Toujours est-il que, dès le 1^{er} mars 1878, il lui fit part en une formule cornélienne de la délibération du Conseil général : « Madame, vous avez vaincu. Mon Conseil accepte vos offres ». Nous voyons ici jusqu'où peuvent mener les visées d'une veuve éplorée mais lucide et habile !

De fait, à charge d'une rente viagère de 5 000 F accordée chaque année à Mme Delporte, la propriété de Béthanie en ses quinze hectares fut finalement cédée à l'Institut qui reçut 10 000 francs au moment de l'installation des Frères, le traitement de l'aumônier, seul cleric de la maison, demeurant à la charge de la fondatrice.

Au-dessus du grand salon attenant à la « Villa Alix », Mme Delporte fit ériger des chambres réservées au personnel féminin : elle avait obtenu l'envoi de deux « Filles de Jésus », dont la congrégation venait d'être fondée à Massac (82), en 1854, par le P. Roucoux (1797-1882). Elles étaient en charge de l'entretien des lieux, de la cuisine, de la lingerie et de l'infirmerie. Par ailleurs, une chambre servait de chapelle au premier étage.

Pour le restant de sa vie, la fondatrice se réservait la construction d'origine, c'est-à-dire le petit corps de logis à double étage, orienté plein Sud. Au Nord, le regard est attiré par un balcon en fer forgé. De son côté, l'Institut s'engageait à fournir le personnel religieux, à l'exclusion de toute participation financière, « l'œuvre devant se suffire par ses propres moyens » et revenir aux FIC à la mort de la fondatrice.

Or la rente viagère accordée pendant 20 ans à la fondatrice s'élèvera à 100 000 F. Ce qui équivalait au montant de l'ensemble : villa et propriété. En effet, c'est le mardi 9 mai 1899, à 91 ans, que décéda Mme Delporte, des suites d'une pneumonie contractée après une journée de jardinage. Elle fut assistée par l'aumônier : l'abbé Hatan, les Frères et les orphelins de la maison.

Le vendredi suivant, les obsèques eurent lieu, non dans la chapelle de l'orphelinat, mais à l'église paroissiale de Ciboure. Mandaté par le **R. F. Cyprien**, le **F. Léobard Bourgneuf**, directeur de Saint-Joseph de Lourdes, représenta l'Institut lors des funérailles. Depuis, selon son désir, Mme Delporte repose auprès de sa fille Alix, dans le caveau de son ancienne propriété.

Chose rarissime pour l'époque, et comme en une vision prophétique de l'importance du laïcat au sein de l'Église, Mgr Jauffret, évêque de Bayonne (1889-1902), dans sa lettre pastorale n° 81 (de 1899 : p. 42), fit mémoire de « la disparition de Madame Delporte, fondatrice de l'orphelinat agricole de Béthanie, grande chrétienne qui manquera aux œuvres catholiques du diocèse ».

4 - L'ACTE DE VENTE DE BÉTHANIE : 1878.

L'acte de vente avait eu lieu à Bayonne, le 19 mars 1878, en l'étude de Me Charles Le Beuf, avoué-licencié. Le **F. Joseph-Marie Marsan**, né à Bassoues, le 4 mars 1837, directeur-fondateur de « La Psallette » de Bordeaux, un homme de confiance et d'envergure, reçut les pleins pouvoirs de ses supérieurs pour les représenter et signer le document au nom de l'Institut (*Mén.* p. 99-103).

Cette acquisition de Ciboure (2 194 hab. en 1876) représente pour les FIC un des grands événements de 1878, vu son importance future. Dans le style de l'époque, la « Chronique » du 30 octobre 1878 renchérit : « Il est sous le ciel du Midi, aux confins de la France, de l'Espagne et de l'Océan, un asile charitable, un refuge béni, adossé au flanc d'une colline protectrice qui le défend comme un rempart contre les fureurs habituelles du Golfe de Gascogne. »

5 - LES ILLUSIONS PERDUES.

Les FIC déchantèrent dès leur arrivée en 1878. Ils commencèrent par ouvrir un petit externat pour quelques enfants des environs et par exploiter cette propriété au sol particulièrement ingrat. Le 3 février 1879, le **F. Anatolien Gérard**, responsable du Midi, écrivait au **R. F. Cyprien** : « Les terres sont dans un état déplorable. À part un hectare, tout est en friche et en mauvaises herbes. Les prairies sont pleines de joncs et de bruyères. »

Sur ces entrefaites, la « Semaine Religieuse de Bayonne » relata le 19 mars 1879 l'envoi d'une bénédiction papale honorant « l'œuvre de l'orphelinat ». Elle était due à l'intervention d'un prêtre familial de Béthanie, en visite à Rome. Cette coïncidence mit-elle un peu de baume dans le cœur des religieux nouvellement engagés dans une fâcheuse dualité de direction.

En effet, une correspondance à plusieurs niveaux jette une lumière pour le moins contrastée sur les conséquences de cette récente prise en charge. Celle, sans apprêt, mais parfois contradictoire, des éducateurs et de Mme Delporte, à destination des responsables de Lavacan et de Ploërmel, et celle concernant les réponses qui en émanaient.

Vaillante mais autoritaire, la fondatrice, loin de s'être détachée, comme promis, de son œuvre, se mêlait jusque dans les moindres détails du train-train quotidien, exactement comme avant le contrat : « Madame tient à commander un peu partout », écrira au Supérieur de Ploërmel le **F. Sulpicien Le Roch**, en charge du Midi, de 1879 à 1885. Elle marchait ainsi sur les brisées des directeurs successifs qui ne duraient guère à ce poste et dont aucun ne trouvait grâce à ses yeux.

On s'aperçut vite, en outre, que les arrangements du 19 mars 1878 étaient des plus bancals, surtout au plan financier. Certes, on pensait de part et d'autre que l'œuvre une fois lancée subviendrait à ses besoins, sans apport extérieur. Ce ne fut qu'une trompeuse illusion. Aussi, sollicité d'apporter son aide, le **R. F. Cyprien** rappela-t-il par écrit à Mme Delporte les termes de l'accord initial : « La

Congrégation n'a pas pris l'engagement de faire vivre Béthanie à ses frais. »

Car la litanie des privations, les multiples appels au secours, l'accumulation des dettes vis-à-vis des fournisseurs ne revenaient que trop souvent aux oreilles du Supérieur. La fondatrice aurait certes apporté une contribution financière plus importante. Mais la Cour des Comptes vint tour à tour à lui supprimer la pension et à l'obliger de rembourser 30 000 F de trop-perçu (*Chr.*, n° 296).

6 - LE DUR LABEUR QUOTIDIEN.

Après les directorats successifs des **FF. Alphonse Fillos, Cénéric Audrain, Léonide Hervé** et **Cénéric Audrain**, nommé pour un second mandat, il fallut attendre les années 1890 pour connaître une embellie. En 1893, sept élèves travaillaient à Béthanie sous la houlette du **F. Austinde Jacob** que remplacèrent successivement les **FF. Lucien Barthe** et **Omer Rietch**. L'orphelinat hébergea même jusqu'à onze élèves en 1902-1903.

Pour les Frères et les internes, on construisit un corps de bâtiments, orienté nord-sud. Au premier étage, aménagé dans un style monacal et portant la devise de l'Institut des FIC : « D. + S. » (pour « Dieu Seul »), se trouvaient les chambres des maîtres et le dortoir des orphelins. Quant à l'adduction d'eau, aussi bien dans la maison qu'au jardin, elle allait causer encore de gros soucis durant des décennies.

7 - APRÈS LE DÉCRET DU 18 MARS 1903.

À la suite au décret du 18 mars 1903, le **F. Omer** reçut, le 19 avril suivant, l'ordre de quitter les lieux dans les trois mois. En août, le mandataire du liquidateur fit l'inventaire du domaine et exigea une location - qui lui fut refusée - pour avoir occupé les lieux hors délai. Et pour ne s'être pas soumis aux injonctions, le personnel fut poursuivi devant les tribunaux, mais acquitté en 1904, tant à Bayonne qu'à Pau.

Par la suite, la maison endura un complet dénuement dont souffrirent les **FF. Omer Rietch, Méaugon Le Guével** et pour une moindre part les cinq garçons de dix à quinze ans restés sur place. On puisa alors dans le legs de Mme Delporte, car il fallait survivre. Mis aux enchères en 1907, le domaine fut racheté pour 31 031,50 F par l'abbé Félix Harispe, curé de Ciboure. Mme Louise Delporte, chanoinesse de Sainte-Anne, nièce de la fondatrice et sa légataire universelle, participa à l'opération par un don de 3 000 F.



Le vieux Béthanie, en fin du dix-neuvième siècle

Mais, l'Institution périlait ostensiblement, si bien qu'il fut question de la vendre. Pourtant, le 26 septembre 1912, contre toute attente, le Conseil général décida de la garder. Les deux orphelins restants quittèrent les lieux en novembre 1912, l'un pour gagner la maison de formation de Dancharinea, l'autre pour rejoindre sa famille. Par le fait, Béthanie cessa d'être un orphelinat et devint uniquement une résidence pour religieux âgés, infirmes ou malades.

Le cas de Béthanie ne fut réglé que plus tard. M. René de La-Ville-Le-Roulx, cette figure bienveillante que nous avons déjà entrevue plus haut, lors du rachat de l'école Saint-Joseph de Lourdes,

accepta de servir de couverture légale à l'Institution. L'acte sous seing privé, du 28 décembre 1919, lui attribuait la pseudo-propriété, au prix fictif de 40 000 F.

*... Le **F. Lucien Barthe** fut rappelé en 1909 pour un autre mandat de trois ans. Puis, arriva le **F. Anastasius Meignen**, un Cordemaisien d'une parfaite distinction. Ancien adjudant de la Guerre de 1870, il excellait dans l'enseignement, au point que l'Inspecteur d'Académie se prit à lui proposer un poste dans le public. Il devint plus tard Visiteur, puis Assistant en 1897.*

Ses compétences lui permirent également de tracer les plans d'un grand nombre de maisons. Il surveillait de près les matériaux et les travaux, discutait des prix avec les entrepreneurs et accélérât les fins de chantier en fonction de la date des rentrées scolaires. Avec des ressources modiques, il arrivait ainsi, en peu de temps, à présenter des bâtiments modestes mais commodes et agréables.

C'est lui qui, à Ploërmel, aux heures sombres des expulsions, avait mis en lieu sûr les souvenirs du Père de la Mennais et les biens des Frères, de sorte que, quand les 1 200 soldats et gendarmes se présentèrent pour expulser les religieux, ils ne trouvèrent à la maison-mère que des pièces vides. En 1904, il accompagna le **R. F. Abel Gaudichon** à Jersey où il se mit à donner des cours de dessin aux élèves des jésuites.

Une dernière obéissance confia au **F. Meignen** la responsabilité de Béthanie, en 1912. Malgré son âge et des ennuis cardiaques, il décida d'y installer un cours d'horticulture à prix réduits, tandis que l'ensemble allait à vau-l'eau, faute de ressources et de personnel. Les toitures démolies, les cheminées renversées, les murs décrépits faisaient songer à une maison vouée à sa perte.

L'un des faits les plus marquants de cette période fut pourtant l'ouverture du juvénat de Béthanie en 1921. Quittant Nanclares en Alava, le **F. Xavier Ménoret** fut placé à Béthanie pour s'occuper de ce nouveau centre destiné aux « recrues » du Sud de la France, poste qu'il occupera jusqu'en 1923, date de sa nomination comme Visiteur de la Province du Midi (*Mén.*, 1704).

Les initiatives du **F. Meignen** ne s'arrêtèrent pas là. Il chercha à donner plus de confort aux vieillards, restaura la maison et sa petite chapelle, étudia le problème endémique de l'eau, enrichit le jardin de plantations diverses. Il fut également heureux d'accueillir l'abbé Chavauty (1844-1924) comme aumônier de Béthanie. Ce qui dispensa ceux de la maison de descendre à l'église paroissiale Saint-Vincent de Ciboure pour la messe quotidienne.

L'abbé Chavauty, ancien aumônier de collègue universitaire et missionnaire apostolique, s'était présenté, sans succès, aux élections de 25 mars 1877, dans la deuxième circonscription électorale de Bordeaux contre ... le pasteur Steeg. Il édita à Tarbes : « L'art d'apprendre et de se souvenir » : un livre dense de mnémotechnie, en 150 pages.



Le frère Anastasius Meignen

Le Supérieur aimait avant tout à faire plaisir et n'avait de cesse de se plier aux travaux les plus humbles. Il hébergea les juvénistes de Dancharinea durant leurs vacances, pourvut les hôteliers luziens en produits frais du jardin, fit entendre aux Frères les premières messes radiodiffusées de Pierre Lhande (1877-1957), jésuite d'avant-garde, natif du diocèse de Bayonne. Dès 1923, le juvénat de Béthanie comptait 27 élèves, répartis de la sorte : un de l'Ain, un du Finistère, deux de l'Hérault et de Gironde, cinq des Pyrénées-Atlantiques et seize des Hautes-Pyrénées. Leurs trois maîtres, tous

diplômés, sont portés sur les registres sous les noms de « **MM. Meignen, Dulac et Gicquel** ». Vénéralisé de tous, le **F. Anastasius** succomba à une crise cardiaque, le 3 août 1929 (*Archives*, Béthanie ; *Chr.*, mars 1930 ; *Mén.*, p. 885)

8 - BÉTHANIE DANS L'ENTRE-DEUX-GUERRES.

Le 4 novembre 1920, Béthanie avait adopté un jardinier d'exception : le **F. Esteban Calderon**, natif de la Province de Palencia. C'est lui qui fera vivre le domaine pendant des décennies. Travailleur infatigable, il s'en allait par tous les temps, deux fois par semaine, vendre les produits du jardin au marché de Saint-Jean-de-Luz, d'abord avec une charrette à bras, ensuite dans une vieille Peugeot acquise par le **F. Le Floch** (*Archives*, Béthanie ; *Chr.*, n° 311).

Plus de 45 ans après son départ, les « vieux Luziens » se souviennent de lui et de l'emplacement exact de son étal. Il avait parfaitement assimilé le français. Ne se doutant de rien, des Espagnols lui demandaient où il avait pu si bien apprendre leur langue ! De leur côté, des Basques s'étonnaient de ce qu'il parlât « leur » euskara réputé pour son hermétisme. Son secret ? Entre deux coups de bêche, il s'arrêtait parfois, sortait un lexique de sa poche, y jetait un œil et continuait de plus belle.

En 1929, le **F. Romain-Jules Mérienne** succéda au **F. Meignen**. Ce Fougères distingué, sorti sergent-major de l'Armée en 1904, trois fois blessé en 1914-1918, avait été trépané et promu au grade d'officier, avant de recevoir la Légion d'Honneur au titre de chevalier. Lecteur insatiable, brûlant les étapes de sa scolarité, il avait assimilé tout jeune une multitude de connaissances.

Attiré par l'exemple de ses maîtres, il manifesta le désir d'entrer chez les FIC. Mais son père ambitionnait pour lui une situation plus en vue : le séminaire par exemple. Pourvu déjà de son certificat supérieur, il entra à douze ans au « Journal de Fougères ». Puis son père se montrant plus souple, le jeune Francis partit pour le jувénat, continua sur sa lancée et s'initia à l'enseignement.

Après la Guerre, il abonda d'initiatives et cumula les titres : directeur d'école normale libre, inspecteur d'établissements, conférencier d'Action Catholique, vice-président de la DRAC pour le diocèse de Vannes, délégué de l'enseignement au conseil de ce département, président du syndicat des Instituteurs (qu'il avait fondé) et à nouveau directeur de Saint-Joseph de Redon ...

Toute l'efficacité de ses multiples engagements, **M. Mérienne** la puisait dans ses victoires sur la souffrance physique et morale aux multiples aspects : séquelles de la Guerre, diabète, migraines, astreinte à un régime alimentaire strict ... Si bien que, très fatigué et voyant ses forces décliner, il demanda et obtint, en 1929, un « repos provisoire » à Béthanie, où rien pourtant ne l'arrêtera.

Truelle en main, il transforma la vieille bâtisse, augmenta les revenus de la propriété par l'élevage, tout en se montrant plein d'attentions pour ses protégés : les vieillards et les malades. Une heureuse formule de son biographe englobe son directorat : « On eût dit que le repos lui pesait ». Aussi, rien d'étonnant si, dès 1931, selon son désir le plus cher, on lui confie une classe : à Paris cette fois (*Chr.*, nos 141, 296 ; *Mén.*, p. 152).

... Le F. Casimir Pique (Samatan, 1846 – Ciboure, 1938) se retira à Béthanie, où il repose, après avoir exercé sans discontinuer 55 ans à Verfeil, comme choriste, sacristain, surveillant, enseignant, directeur d'école et de pensionnat. Peu après, le F. Edgar Duprat (Bordeaux, 1868 - Josselin, 1953) arrivait à Béthanie où il resta jusqu'en 1952. Cet homme de confiance excellait dans les travaux manuels. De Lavacan, il s'était exilé à Zugarramurdi, Lujua, Dos-Caminos, Bilbao (Berri-Ochoa) et Nanclares (Chr., n° 195).

9 - LA SECONDE GUERRE MONDIALE.

Le **F. Ancillin Mahé**, arrivé à Ciboure en août 1939, eut la lourde tâche de faire vivre la maison pendant les interminables années de Guerre et même au-delà. Le domaine se divisait en deux parties. D'abord une métairie, confiée à un père de famille. Puis un corps de

bâtiments agrémenté d'un jardin et qui servira de clinique jusqu'en 1947 (*Chr.*, n° 192).

Le directeur trouva le temps de consigner les désagréments et les dégâts causés par l'ennemi. Quelques exemples suffisent à nous suggérer l'état des lieux. « Dans la nuit du 30 juin, cinq meules de foin et deux meules de paille et de litière ont été prises pour les chevaux (allemands, NDLR) des quatre batteries. Les 2/3 du regain ont été pacagés en six jours par ... 152 chevaux ».

La même année, l'occupation des terres dura 70 jours. « L'automne venu, poursuit le responsable, il nous a fallu vendre trois vaches. De plus, les neuf hangars, les deux greniers et les cours de la ferme et de l'orphelinat avaient été occupés pendant deux mois, sans aucun dédommagement. » Quant à l'année 1941, elle allait être encore bien plus catastrophique ...

En 1944, les Allemands occupèrent à nouveau le domaine, le livrant sans vergogne aux chevaux en liberté qui dévastèrent l'ensemble. À la fin de la Guerre, ils emportèrent un certain nombre d'objets apparemment hétéroclites, mais fort utilitaires en prévision de la débâcle qui s'annonçait : pioche, chaudron, passe-partout, harnais, pièces de bois ...

10 - L'APRÈS-GUERRE.

Le **F. Mahé** eut son mandat terni en 1946 par un dernier imprévu. Il sortit moralement épuisé d'un long procès qu'il eut au demeurant le malheur de perdre. Il tenait, en effet, à récupérer un terrain appartenant à l'Institut, mais qui par prescription fut déclaré propriété d'une tierce personne. On lui confia alors un poste moins prenant à Lourdes (*Archives*, Béthanie. *Chr.*, n°192)..

... Le 11 avril 1946, à 67 ans, s'éteignait à Béthanie un pilier de la fondation du district espagnol : le F. Octavien Lacrampe. Toujours volontaire, il s'était adapté à chaque situation. Ses états de service montrent qu'il initia bien des écoles dont il fut directeur durant 31 années. Savoir : Bilbao (Berri-Ochoa), Munguia, Baquio, Reinosa, Llodio (Chr., 1946).

Toujours en 1946, le **F. Hyacinthe Le Floc'h**, un autre Finistérien, remplaça le **F. Mahé**. Ingénieur agronome, ancien de Sainte-Geneviève de Versailles et de l'Institut national d'Agronomie de Paris, il veilla aussi à la bonne marche de la ferme. Mais, il ne fit qu'un bref séjour à Ciboure et partit pour Pontivy. Ce qui ne l'empêcha pas d'innover et de se donner bien du mal en ces années pénibles d'après-guerre (*Chr.* n° 338).

... *Le 27 octobre 1947, mourut à Béthanie à 71 ans le F. Sylvain-Joseph Combes. Natif de Saint-Rome-de-Cernon (12), il enseigna à Saint-Joseph de Lourdes, Mirande, Bordeaux-Saint-Michel, puis à la Maîtrise de Lourdes qu'il dirigea de 1906 à 1927, sauf pendant sa mobilisation (1914-1919). Il retourna faire la classe à Saint-Joseph (1927-1939), rejoignit la Grotte et gagna définitivement Ciboure en 1946 (Chr., n° 172).*

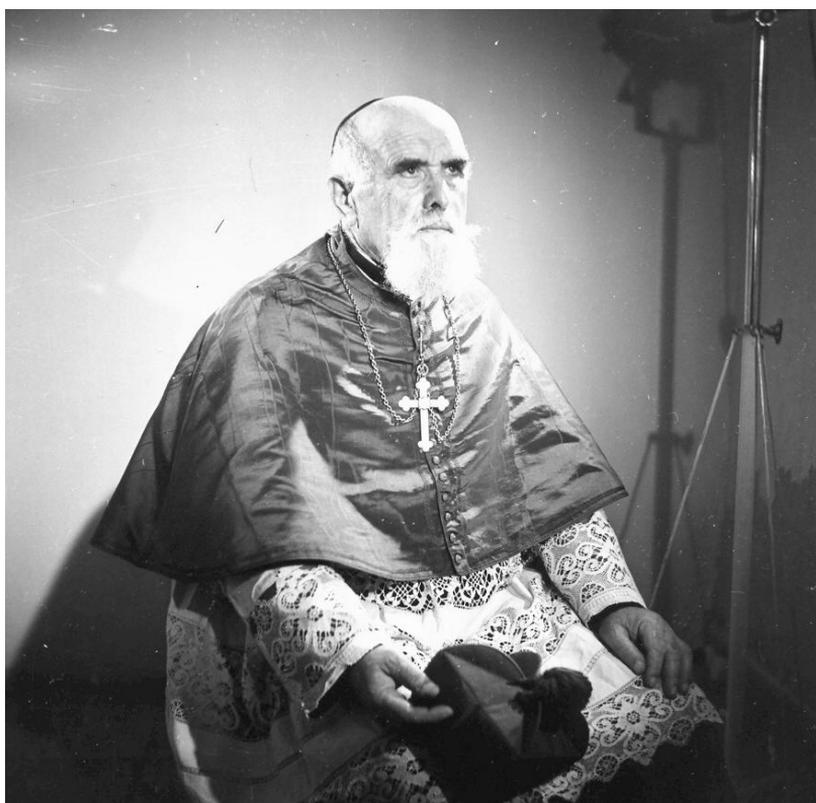
En 1949, le **F. Blaise-Joseph Le Botmel**, successeur du **F. Le Floc'h**, construisit l'aumônerie. Ce fut Mgr Jean Larrart, natif d'Uhart-Mixe, confesseur de la foi expulsé de Chine, qui, après l'abbé Daulier, occupa cette villa comme aumônier de 1952 à 1965. Il n'était pas étranger aux FIC : son oncle, le **F. Vitalis Larrart**, du noviciat de 1897, s'était exilé en Espagne en 1903. Lui succédèrent les abbés Jean Larrart, son neveu, Jean-Baptiste Pétrisans et Jean Challet (*Archives, Béthanie ; Chr.*, n° 315 ; *Mén.* p. 2470).

Mgr Larrart (1884-1966), natif de Camou-Mixte-Suhast, s'engagea dans les MEP et partit pour la mission de Kweichow (Chine) en 1909. Il demeure seul prêtre de Tékiang, ses plus proches voisins vivant à deux ou trois journées de marche de là. Puis, nommé professeur de grand séminaire en 1913, il rentre en France pour y effectuer toute la Guerre de 1914-1918.

Affecté à l'Armée comme infirmier et traducteur, il fut éminemment précieux auprès des Chinois – il y en eut à combattre aux côtés des Français –, à la faveur de sa parfaite connaissance de leur langue ainsi que de l'anglais. On le gratifia de « la croix de guerre 1914-1918 ». Il retourna en Chine dès 1919. Évêque coadjuteur de Kweivand, il en devint l'archevêque en 1946.

En mars 1952, les communistes l'expulsent brutalement de son diocèse, comme la plupart des missionnaires de ce pays. Dans le but de lui faire avouer des crimes imaginaires, il subit de longs mois de séquestration, des interrogatoires sans fin et le supplice de la goutte d'eau. Il est sauvé par l'agilité d'un garçon qui, chaque jour, lui apporte en cachette la nourriture nécessaire pour survivre.

Après un bref temps de repos en famille, il est nommé aumônier de Béthanie en 1952. Il rend de multiples services à l'Église locale, est promu chevalier de la Légion d'honneur et se retire en 1965 à la maison de retraite des MEP de Montbeton (82), où il meurt le 16 juillet 1966. Les **FF. Eyhéribide** et **Delgue** représentèrent l'Institut des FIC à ses obsèques.



Mgr Larrart, ancien missionnaire en Chine, aumônier de Béthanie

Ce vaillant apôtre, chevalier de la Légion d'honneur, chanoine d'honneur de la cathédrale de Bayonne, archevêque missionnaire en Chine et confesseur de la foi, repose désormais dans le cimetière de sa dernière résidence tarn-et-garonnaise. Ce fut son neveu, du même nom, qui lui succéda à Béthanie. (*Bulletin diocésain de Bayonne*, 20 jn 1957, 27 jt 1966 ; *Chr.*, nos 196 et 197).

... *Évoquons à présent une figure connue : le **F. Julien Bidart**, de Macaye. Il entra au juvénat de Béthanie en 1949, après avoir perdu, l'année précédente, son père, natif de Saint-Esteben, à peine âgé de 48 ans, et qui, hormis une courte permission, avait été prisonnier toute la Guerre en Allemagne. À son retour à la maison familiale Urburua de Macaye, il travailla aux mines de kaolin, à Louhossoa, où spécialisé dans la dynamite, il contracta une maladie irrémédiable.*

À la mort de son mari, Madame Bidart - « Elisabeth » pour ses intimes -, née Hardoy, la mère du jeune Julien et de la petite Raymonde, quitta *Urburua* pour aller chez sa sœur à Mouguerre-Elizaberri (64), à l'endroit où vit le dernier cousin du **Frère Julien** : M. Dagueressar, ingénieur de son état. Elle était entrée, en 1952, comme cuisinière et lingère à Béthanie : fonction qu'elle exerça sans discontinuer pendant 20 ans et qu'elle poursuivit dans le bénévolat.

Après un bail de trente d'ans à la maison-mère de Ploërmel, comme professeur de sports, animateur de loisirs, spécialiste entre autres du bois et du fer, homme avisé à qui rien n'échappait, ni ne rechignait, le **F. Julien** réintégra Béthanie en 1994. En 1996, il perdit sa sœur Raymonde, emportée par un mal implacable. Née en 1943, elle s'était engagée chez les Servantes de Marie d'Anglet, dont le fondateur, le Père Cestac (1801-1868), a été béatifié le 31 mai 2015.

... *Le **F. Théodicien Dréano**, directeur de Béthanie (1953-1956), se vit honoré le 26 avril 1956 du titre d'Officier d'Académie. Distinction bien méritée quand on songe que le récipiendaire avait consacré un quart de siècle à l'éducation des*

jeunes Egyptiens, où les FIC avaient enseigné de 1903 à 1957. Les aménagements continuèrent. En 1954, on érigea le préau actuel. L'année suivante, la cour, agrandie, fut bordée de troènes et bitumée (Chr., n° 207 ; Mén., p. 1769).

Le **F. Alvaro Etcheverry** avait particulièrement marqué la jeune province espagnole. Dès ses débuts d'enseignant, il se vit également confier à Baquio l'harmonium de l'église et la maîtrise paroissiale. Par la suite, il gagna Aguilar, Villafranca de Oria, Plencia, à nouveau Villafranca, dont il sut diriger l'école avec diplomatie, puisqu'elle fut la seule de toutes celles des FIC de la péninsule à rester ouverte lors de la guerre civile.

Il exerça ensuite à Nanclares la triple charge de directeur, d'économiste et de « recruteur » de Nanclares. Il avait 100 bouches à nourrir chaque jour, avec une caisse vide et des réserves épuisées. Non seulement il assura le ravitaillement en vivres, mais il fut un éveilleur exceptionnel de vocations. Après tant d'occupations, le voilà nommé en 1949 dans son district d'origine, où il assumait pour cinq ans (1956-1961) la direction de Béthanie (*Chr.*, n° 243 ; *Mén.*, p. 2 423).

Le **F. Dacien Le May** lui succéda en 1961. En décembre 1963, il éprouva des douleurs à la hanche. S'ensuivit un traitement pour ... rhumatismes. En fait, ce fut un cancer qui emporta le malade en quelques semaines. Le **F. François Couedelo** arriva alors du Nantais pour gérer la maison jusqu'en 1973. Le **F. Gérard Leduc**, après un bref séjour, laissa sa place au **F. Louis Dubourg** (1981-1995) qui marqua son mandat de son sourire et de sa délicatesse.

Ce dernier consacra au Midi 27 ans de sa vie. Tant à Lourdes qu'à Urrugne et Ciboure, il laisse le souvenir d'un homme distingué et avisé qui sut joyeusement s'adapter à une autre région que la sienne, puisqu'il était né à Rennes. À Béthanie, il se dévoua à l'accueil des novices, des confrères fatigués et des hôtes de passage, tout en s'occupant du parc et de la bibliothèque (*Souvenirs*, n° 5).

À sa suite, le **F. André Boussaud**, né à Campbon, cumula pendant quatre ans les fonctions de directeur de Béthanie et du collège luzien de Sainte-Marie. Ce fut le **F. Eugène Gauthier**, de Massérac, qui le

remplaça de 1999 à 2012, date à laquelle, pour lui succéder, arriva de Nantes le **F. André Eon**, actuellement chargé de la maison.

... Il est trop tôt, à supposer qu'ils le veuillent, d'afficher un bilan d'activité de ces trois derniers responsables, comme d'énumérer la longue suite de tous les directeurs de l'Institution depuis sa fondation en 1878. Par-delà, on ne saurait assez insister sur leurs mérites respectifs, dans un poste aussi prenant et difficile (Archives, Béthanie ; Chr. n° 196).

11 - LES NOUVELLES CONSTRUCTIONS.

Béthanie étant composé de bâtiments fort disparates, le **F. Ange Eyhéribide**, Visiteur, songea à des locaux plus fonctionnels. Le district faillit acheter la propriété contiguë de Maldagora et sa villa historique où avaient séjourné le Président René Coty, l'écrivain André Malraux, le premier Ministre Michel Debré ... Mais les aménagements à effectuer s'avérèrent bien trop importants.

Pour sa part, le **F. Amédée Le Pennuen**, Visiteur depuis 1967, préféra construire un immeuble à deux étages, en bordure du jardin. L'Entreprise Otamendi se chargea des travaux qui durèrent de 1968 à 1970, tandis que la maison Lafitte de Mendionde transformait en parc le domaine horticole, que M. Dupérou d'Urrugne traçait les allées et que M. Goicoechea s'occupait des plantations.

Cette construction en béton, œuvre de l'architecte Georges Peynaud, ne faisait d'ailleurs que reproduire à quelques détails près (comme le toit de tuiles rouges), mais en plus grand, la maison du 4, rue d'Argouges, à Vannes, précédemment initiée et inaugurée par le même Supérieur, alors responsable du district du Morbihan.

Tout en continuant à héberger la communauté, Béthanie accueillait aussi les jувénistes depuis 1947. En septembre 1966, l'Institution hébergea les Frères de Saint-Jean-de-Luz, puis ceux d'Urrugne en 1975. De 1967 à 1980, Béthanie sera en outre la maison provinciale du District. Il faudra attendre 1972 pour que le domaine connaisse une nouvelle vitalité avec l'arrivée du noviciat en provenance de Jersey.

12 - LES TRAVAUX D'UTILITÉ PUBLIQUE.

Peu avant les années 1970, une autoroute à quatre voies exigea l'expropriation de deux hectares de terrain et scinda la propriété par le milieu. Plus tard, il fallut vendre toute la partie située au-delà de ce nouveau tracé. La circulation devenant très dense, une troisième tranche d'élargissement rognait la propriété en 2014, pratiquement jusqu'à l'accès du préau. Il est prévu de construire un merlon – suffisamment haut ? - pour atténuer les effets du bruit et de la poussière.

13 - « BÉTHANIE » AUJOURD'HUI.

Depuis la fin de l'expérience du noviciat en 1992, Béthanie répond à une double mission. Il sert de retraite à des FIC qui continuent à se rendre utiles dans divers domaines, chacun selon son charisme : cuisine, jardinage, entretien du parc et de la maison, bénévolat, visite des malades, service des paroisses alentour ... En 2014, ils constituent une communauté de neuf membres, issus de cinq départements différents.

En même temps, Béthanie conjugue l'accueil sous bien des aspects. Celui des confrères, des prêtres au repos, des familles amies. Celui de classes d'enfants et d'adolescents : futurs communiant ou confirmants. Celui de groupes divers réunis pour une soirée ou une journée. Celui des pèlerins ou des routards de passage. Celui enfin des prêtres du doyenné qui se retrouvent régulièrement pour s'informer et prendre des mesures circonstanciées de pastorale d'ensemble.

En ce sens, la maison s'honore aussi d'avoir reçu des hôtes de marque, tels Mgr Joseph-Charles Lefèbvre, archevêque de Bourges (1943-1969), Mgr Paul Gouyon, évêque de Bayonne (1957-1963), puis archevêque de Rennes et cardinal (1964-1985), Mgr Molères, évêque de Bayonne (1986-2008), Fortunato Baldelli, nonce apostolique à Paris (1999-2009), Mgr Robert Le Gall, archevêque de Toulouse depuis 2006 ...



Béthanie aujourd'hui

Tel est l'historique rapide de cette Institution que rien au départ ne destinait à passer à la postérité, et qui a servi à divers usages : orphelinat, juvénat, maison de retraite, petit noviciat, lieu d'accueil et de passage, aide aux devoirs, centre culturel de rencontres... Le grand nombre de directeurs témoigne de la lourdeur à gérer un tel ensemble, et plus encore de leur insigne mérite de l'avoir assumée. (*Chr.*, nos 178, 273, 274, 280, 296 ; *Revue Jakintza* ; *Mén.* : p. 155, 728, 862 ...).

ÉPILOGUE.

Dans un premier temps, nous avons suivi le début de « l'œuvre des Frères de Gascogne ». Elle se scella à la faveur d'une entente parfaite entre deux personnalités d'exception, épris d'un même idéal, qui malgré tout la menèrent à bien : Mgr Nicolas-Augustin Delacroix (1779-1861), archevêque d'Auch, et le Père de la Mennais (1780-1860), en charge des Frères de Ploërmel.

À grand renfort de ceux de Bretagne ou d'ailleurs, les « Frères du Midi », s'implantèrent ou se réinstallèrent dans plus de cent endroits divers - si l'on entend par là autant d'adresses postales -, situés parfois au sein d'une même localité et répartis de façon variable sur quatorze départements. On en déduit une somme d'engagements considérable, difficile à imaginer, dont tous les lieux de théâtre ne semblent pas encore avoir été répertoriés au terme de ces investigations.

Cependant, cette extension considérable - de la Méditerranée à l'Atlantique -, affectée par l'éloignement de Lavacan et surtout de Ploërmel, constitua l'un des obstacles majeurs, non seulement au « recrutement » des aspirants, mais aussi à l'enracinement des œuvres. D'autant qu'il était malaisé de percevoir dans ce maillage un plan d'ensemble cohérent.

Mais les FIC n'attendirent pas les conditions idéales pour s'investir, souvent au sein de communes modestes ou moyennes, comme l'atteste leur démographie à l'époque des « ouvertures » ou des « réouvertures ». Il est à noter que très peu parmi eux logèrent dans des presbytères et que le nombre des collèges ecclésiastiques où ils exercèrent fut, pour divers motifs, très élevé.

Avec ses aléas de toutes sortes, cette aventure connut des dates importantes. Telles l'association et la fusion du Midi avec l'Ouest,

l'époque de la laïcisation, la dissolution de l'Institut, la fondation – généreuse –, du district espagnol, enfin la survie bien précaire de « l'œuvre du Midi de la France » qui enregistra néanmoins l'engagement de quelques novices et *in fine* de quelques laïcs mennaisiens.

Pourtant, au gré des décennies, un fait paradoxal ne laisse pas de surprendre : celui du nombre des candidats aux différents noviciats : plus de 400 au total ! La plupart étaient natifs de la campagne et provenaient de deux gisements. Celui, majoritaire, des diocèses où enseignaient les FIC, et celui des départements plus ou moins proches géographiquement.

Dans « la foi, la charité, l'abnégation et l'humilité », les FIC ne recherchaient pas les honneurs. Pourtant, la population au milieu de laquelle ils vivaient savait leur manifester estime et reconnaissance, lors des mutations, et surtout quand se produisaient des deuils. Par ailleurs, le nombre de fois qu'ils furent sollicités, très souvent en vain, par bien des communes, témoigne aussi de la considération dont ils jouissaient alentour.

L'histoire de la France, à l'époque que nous avons envisagée, ne peut se concevoir sans la prise en compte, peu ou prou, de l'apport des Instituts religieux à l'éducation de l'enfance et de la jeunesse. À leur niveau et d'une façon sans doute quasi imperceptible, les FIC du Midi ont également participé à ce grand « ministère » et contribué par là même à l'avènement du Royaume sur terre.

Puissent ces lignes, inscrites sur une banderole déployée le 25 mai 2013 pour un mémorable anniversaire, au collège Sainte-Marie de Saint-Jean-de-Luz, sous tutelle mennaisienne, donner le relief qu'ils méritent à tous ces FIC du Midi, anonymes ou à peine entrevus au cours de ces lignes : « Notre histoire inspire notre avenir ... Nuestra historia inspira a nuestro futuro ... Our history inspires our future ... Iraganak gure etorkizuna goiargitzen du ».

Mais, au-delà de ces considérations, ce qui frappe le plus chez nos devanciers, c'est la taille exceptionnelle de leur croix. Elle sert à mesurer leur générosité. Si bien que c'est leur foi et leur dynamisme

intérieur qui, comme paradoxalement, nous appellent et nous interpellent encore.

Ils ont partie liée avec une disponibilité ouverte et une espérance inébranlable. C'est pourquoi ils ont cheminé « comme s'ils voyaient l'Invisible ». Et ces vies, qui configurent les nôtres, témoignent que Dieu, qui est exigeant, ne les avait pas conviés - ni personne -, à la facilité.

BIBLIOGRAPHIE.

- ALLOT, Louis (F.), *Les Écoles de Malestroit, Association Maltrec*, 2014.
- ANONYME, *Annuaire, Semaines religieuses et Bulletins diocésains* : Auch, Bayonne, Gap, Lyon, Tarbes, Vannes et divers évêchés.
- , *Annuaire 2013-2014* : Réseau mennaisien, Vannes, 2013.
- , *Livre d'or des FIC de Ploërmel. La Grande Guerre 1914-1918*, Vannes, Lafolye, 1921.
- , *Vie anecdotique du Vénérable J.-M. Robert de la Mennais*, Procure, La Prairie, 1949.
- , *Calendrier religieux (FIC)* : 2014.
- AUVRAY, Charles (F. Auguste), *Au service de l'enfance et de la jeunesse*, Vannes, Lafolye Frères, 4 t., 1914 -1932.
- , *Souvenirs de l'Institut de Ploërmel*, Vannes, Lafolye, 1905.
- , *Le Vénérable Jean-Marie Robert de la Mennais*, Vannes, Lafolye, 1912.
- BALANANT, Louis (F.), *Ménologe*, Imprimerie Régionale Bannalec, t. V : 1991 ; t.VI : 1992, t. VII : 1993.
- , *Liste des Frères défunts dans l'Institut des Frères de l'Instruction Chrétienne de Ploërmel, de 1822 à 1991*, Saint-Brieuc, 1992.
- , *Liste des Frères d'origine française ayant travaillé en mission ou à l'étranger, des origines à nos jours*, Saint-Brieuc, 1994.
- BENAC, J.-M., *Les Saints du calendrier diocésain d'Auch*, Auch, 1916.
- BONIFACE, Xavier, *Histoire religieuse de la Grande Guerre*, Fayard, 2014.
- BRULEY, Yves et DAMIEN, André, *Histoire de la laïcité à la française*, Mame, 2005.
- BROUARD, Eugène, *Essai d'histoire critique de l'instruction primaire en France*, Paris, 1901.
- BORGE, Jacques et VIASNOFF, Nicolas, *Archives des Instituteurs*, Ed. Michèle Trinckval, 1995.
- BOUDON, Jacques-Olivier, *L'épiscopat français à l'époque concordataire (1802-1905)*, Cerf, 1996.
- BOURGEOIS René, *L'expulsion des Chartreux, 29 avril 1903*, Presses Universitaires, Grenoble, 2000.
- Bulletin du Comité d'Histoire et d'Archéologie de la Province ecclésiastique d'Auch*, t. II, 1861.
- BRANTHOMME, Henry et TOUVET Chantal, *Histoire des Sanctuaires de Lourdes, 1947-1988*, NDL Editions, 2005.

- CAILLAUX, Jean, Ministre des Finances, et GUYOT-DESSAIGNE, Edouard, Garde ses Sceaux, Ministre de la Justice, *Rapport sur les Liquidations*, Ministère de la Justice, vol. 1, 18 novembre 1907.
- BRIAND, Aristide, Garde ses Sceaux, Ministre de la Justice et des Cultes, et CAILLAUX Jean, Ministre des Finances, Ministère de la Justice, vol. 2, 1^{er} octobre 1908 : *Annexe* n° 8, 24 septembre 1902, p. 419; 2 juin 1902, p. 426 ; 12 juillet 1902, p. 427; 19 juillet 1902, p. 428 ; 19 août 1902, 8 avril, 1903, p. 31 ; 9 mai 1903, p. 432 ; 16 mai 1903, p 333; 11 juin 1903, p. 634 ; 29 juin 1903, p.435 ; 25 août 1903, p. 436 ; 27 octobre 1903, p. 437, Ministère de la justice, Paris, 1902-1903.
- CARON, François (Auteur), FAVIER Jean (Direction), *La France des Patriotes (1851-1918)*, t. V, Fayard, 1986.
- CASTELOT, André et DECAUX, Alain (sous la direction de), *Le Grand Dictionnaire d'Histoire de France*, Perrin, 1979, t. II.
- CAVALEAU, Joseph, (F. Célestin-Auguste), *Ménologe des Frères de l'Instruction chrétienne de Ploërmel*, Laprairie, 4 t., 1948.
- CAZAURAN, Jean-Marie (abbé), *Ville de Mirande*, Paris, Maisonneuve, 1900
- CHEVALIER, Pierre, *La séparation de l'Église et de l'école*, Fayard, 1981.
- CHEORY, Jean, *Gabriel Deshayes, Prêtre de la Providence*, Airelle-Éditions, 2012.
- CHOLVY, Gérard et HILAIRE, Yves-Marie, *Histoire religieuse de la France contemporaine*, Privat, t. I : 1800- 1880, 1985; t. II : 1880-1930, 1986 ; t. III : 1930-1988, 1988.
- CHRISTOPHE, Paul, *L'Église dans l'histoire des hommes (du XV^e siècle à nos jours)* : Droguet-Arden, 1982.
- COLLECTIF : *L'Enseignement Catholique*, Le Sarment, Fayard, 1982.
- , *Ils ont fait l'enseignement catholique au diocèse de Nantes - XX^{ème} siècle*, 2007.
- , *Livre d'Or du Clergé et des Congrégations (1914-1922)*, Paris, La Bonne Presse, 1925.
- , *La vie quotidienne en France, des origines à nos jours*, Larousse, 1989.
- COLLOQUE, *Le grand exil des Congrégations religieuses françaises, 1901-1914*, Cerf, 2003.
- Concile Œcuménique Vatican II : Constitutions. Décrets. Déclarations*, Centurion, 1967.
- COURTES, Georges (Dir.), *Le Gers. Dictionnaire biographique de l'Antiquité à nos jours*, S. A. et H. du Gers, Auch, 1999.
- COURTIN, Jean-Baptiste, *Lourdes et le domaine de Notre Dame, de 1858 à 1947*, Rennes, 1947.
- CROS, L. J.-M., *Histoire de Notre Dame de Lourdes d'après les documents et les témoins*, Beauchesne, t. I, 1925, t. II et III : 1926.

- CUEFF, Paul (F.), et MORVAN, Simone (Sr), *Deux congrégations mennaisiennes : les Frères de l'Instruction Chrétienne de Ploërmel et les Filles de la Providence de Saint-Brieuc*, Turin, 1980.
- DANIEL-ROPS, *Histoire de l'Église du Christ : Un combat pour Dieu, 1870-1939*, t. XI, Arthème Fayard, 1963.
- DANSETTE, Adrien, *Histoire religieuse de la France contemporaine*, Flammarion, 1965.
- DARRE (Chanoine) : *Notice sur les derniers moments de Mgr de la Croix d'Azolette*, s. l., s.d.
- DELUMEAU, Jean (Dir.): *Histoire vécue du Peuple chrétien*, Privat, 1979, t. I et t. II.
- DIEULIN, Jean-Sébastien, *Le guide des curés, du clergé et des ordres religieux pour l'administration des paroisses*, Lecoffre, 1839.
- DENIAUD, Yvon (F), *Prier 15 jours avec Jean-Marie de la Mennais*, Nouvelle cité, 2006.
- DOUCET, Marcel (F.), *Jean-Marie Robert de la Mennais. Anthologie tirée de ses œuvres*, Ed. Etchemin, 1980.
- DROUIN, Edmond-Raymond (F.), *The Courage of Hope. John de la Mennais (1780-1860)*, Ed. Francis Blouin, Phd, 2012.
- DUBY, Georges, *Histoire de France de 1852 à nos jours*, Larousse, t. I et t. II, 1972
- DURAND, Jean-Dominique, CABANEL Patrick, *Le grand exil des congrégations religieuses françaises, 1901-1914*, Cerf, 2005.
- DURAND, Émile (F. Symphorien-Auguste), *À travers la Correspondance de l'abbé J. M. de la Mennais*, Lafolye et Lamarzelle, Vannes, t. 1, 1937; t. 2, 1938 ; t. 3, 1939 ; t. 4, 1953 ; t. V, 1954 ; t. VI, 1958 ; t. VII, 1960, La Prairie, Canada.
- DURAND, Jean-Paul, *La liberté des Congrégations religieuses en France*, Paris, Cerf, 1999
- DUVEAUD, Georges, *Les Instituteurs*, Seuil, 1957.
(L) *Église Saint-Bruno des Chartreux*, CRDP, Lyon, 1985.
- ENCYCLOPEDIE : *Catholicisme, Hier, Aujourd'hui, Demain*, Letouzey et Ané, Paris, 1967.
- ESCARD, Paul, *Livre d'or des maîtres de l'enseignement libre catholique*, Paris, 1922.
- ETCHEVERRY, Michel (Abbé), « À travers l'histoire anecdotique de Bayonne et des pays voisins », *BSLA*, Bayonne, 1941.
- FESTJENS, André, *Anniversaires de l'Histoire*, Solar, 1988.
- FONTAINE, Nicole, *La liberté d'enseignement, de la loi Debré à la loi Guermeur*, UNAPEC, 1978.
- FONTANA, Jacques, *Les Catholiques français pendant la Grande Guerre*, Cerf, 1990.

- FRIOT, Moïse (F. Philippe), *Correspondance générale de Jean-Marie Robert de la Mennais*, Ed. PUR, t. IV : 1838-1842, 2001- 2002 ; t. V : 1843-1847 ; t. VI: 1848-1852 ; t. VII : 1853-1860).
- GARNIER, Sabine, *L'expulsion des Congrégations. Un cas de conscience pour l'Armée. Les événements de Ploërmel - 1904*, F. X. de Guibert, 2010.
- GIOLITTO, Pierre, *Abécédaire et férule : maîtres et écoliers de Charlemagne à Jules Ferry*, Paris, Ed. Imago, 1986.
- GOÏTY, Bernard, *Histoire du diocèse de Bayonne, Lescar et Oloron*, Anglet, 2007.
- GUILLERM, François (F.) et FRIOT, Philippe (F.) : *Sur les pas de Jean-Marie de la Mennais*, 1960.
- HARISTOY, Pierre, *Recherches historiques sur le Pays basque*, Bayonne, 1882, Reprints Marseille, 1977.
- HONORE, Jean, *Aujourd'hui l'école catholique*, Le Centurion, 1979.
- HOURMAT, Pierre et CHEVALIER, Yves, *La Révolution à Bayonne et dans le Pays Basque*, Bayonne, Ed : Bibliothèque Municipale, s. d.
- ILLITCH, Ivan, *Une société sans école*, Seuil, 1971.
- JOANNE, Adolphe, *Dictionnaire géographique de la France*, Paris, Hachette, 1872.
- LABOURIE Jean et MEZAILLE, Roger : *Les Maires de Lourdes de 1694 à 1889*, Atlantica, Biarritz, 2006.
- LACOUTURE, Jean, *Jésuites, Les revenants*, t. 2, Seuil, 1992.
- LADOUE (abbé de): *Mgr Gerbet, sa vie, ses œuvres et l'école mennaisienne*, Paris, Tolra, 1872, t. I et t. II.
- LAFFON, Jean-Baptiste, *Le diocèse de Tarbes et Lourdes*, Paris, Letouzey & Ané, 1971.
- , *Le monde religieux bigourdan (1800-1962)*, Ed. Œuvre de la Grotte, Lourdes, 1984.
- LALLEMAND, Maurice (F.), *Pétales effeuillés de nos mémoires d'écoles - 60 années de vie scolaire à Sainte-Thérèse*, Nantes, 1994.
- , *L'histoire d'une pomme qui devient verger - 120 ans d'enseignement agricole à Derval par les Frères de Ploërmel*, Nantes, 1994.
- , *L'Ardente cicatrice. La Vie de Jean-Baptiste Legeay (1897-1943)*, Nantes, 1992.
- LAMARQUE, Jean, *Un siècle et demi au service de la jeunesse. L'Institution St-Louis de Gonzague de Bayonne*, Le Courrier, 1960.
- LANFRET, André, *Sécularisation, séparation et guerre scolaire*, Cerf, Paris, 2003.
- LANGLOIS, Claude, *Le catholicisme au féminin. Les congrégations françaises à supérieures générales au XIXe siècle*, Cerf, 1984.
- LAURENTIN, René, *Lourdes. Histoire authentique des apparitions*, Lethielleux, 7 vol., 1957-1966.
- LAVEILLE, Auguste (Mgr) : *Jean-Marie de la Mennais*, Paris, t. I, t. II, 1903,

- , *Le Frère Cyprien, 2e Supérieur Général de L'Instruction chrétienne*, Paris, 1910.
- LEBRUN, François, *Histoire des Catholiques en France du XVIe siècle à nos jours*, Privat, 1980.
- LE GOFF, Jacques (Auteur), REMOND René (Dir.), *Histoire de la France religieuse*, Seuil, 4 t., 1988 -1992.
- LE GUILLOU, Louis, *Correspondance générale de Félicité de la Mennais*, 9 vol., A. Colin, 1971-1982.
- LEVY, André (sous la direction de), *Le dictionnaire des Pyrénées*, Privat, 1999.
- MENNAIS (de la), Jean-Marie, *Lettres et Circulaires aux Frères*, 1^e partie : 1820-1843 ; 2^e partie : 1844-1860, Saint-Brieuc, 1993.
- , *Correspondance entre Jean-Marie de la Mennais et l'Abbé Ruault (1830-1860)*, Saint-Brieuc, 1993.
- MARCARD, Françoise, *Religion et société en France aux XIXe et XXe siècles*, Armand Colin, 1998.
- MASQUET, Georges, *Dictionnaires des grands événements historiques*, Marabout, 1973.
- MAYEUR, Jean-Marie, *Les débuts de la IIIe République 1871-1898*, Seuil, 1973.
- , *La vie politique sous la Troisième République (1870-1940)*, Seuil, 1984.
- , *La Séparation des Eglises et de l'État*, Ed. Ouvrières, 1991.
- , *La question laïque (XIXe - XXe siècle)*, Fayard, 1997.
- MERLAUD, André, *Jean-Marie de la Mennais, la renaissance d'une chrétienté*, Ploërmel, 1960.
- MIEYAA, Pierre, *Correspondance de Saint-Michel Garicoïts*, Tarbes, t. 1 : 1959, t. 2, 1960.
- NEMO, Philippe, *Pourquoi ont-ils tué Jules Ferry ?* Grasset, 1991.
- NIQUE, Christian, *Comment l'Ecole devint une affaire d'État*, Nathan, 1990.
- NOËL, Marie-France, LAUBRIE (de), Edouard, BRISEBARRE, Jean-Jacques, *La France d'autrefois*, Reader's Digest, 2005.
- OLABARRIETA, Josu (F.), *Jean-Marie de la Mennais guetteur d'avenir*, La Mennais Ed., 2012.
- ORMAETXEA ORIXE, Nikolas, *Santa Cruz apaiza*, Donostia, Erein, 1985.
- OZOUF, Jacques, *Nous, les maîtres d'école*, Juilliard, 1973.
- OZOUF, Mona, *Jules Ferry, La liberté et la tradition*, Bayard, 2014.
- PARAILLOUS, Alain, *La vie religieuse des campagnes d'autrefois*, Bordeaux, Ed. Sud-Ouest, 2012.
- PARENTEAU, Hector-André (F.), *Les Robes Noires dans l'Ecole*, Montréal, Ed. du Jour, 1962
- PARIS, Alphonse, *Vie de Mgr Delemare*, s. l., 1873.
- PERRIN, Pierre, *Les idées pédagogiques de Jean-Marie de la Mennais*, PU, Rennes, 2000.

- PIERRARD, Pierre, *La vie quotidienne du prêtre français au XIXe siècle*, Hachette, 1986.
- , *Un siècle de l'Église de France, 1900-2000*, Desclée de Brouwer, 2000.
- PIERSON, Claude, *Auch, Mémoire en Images*, Ed. Alan Sutton, 2004.
- POULAT, Émile, *Liberté, laïcité. La guerre des deux France et le principe de la modernité*, Cerf/Cujas, 1988.
- , *Scruter la loi de 1905, la République française et la Religion*, Fayard, 2010.
- PROST, André, *L'enseignement en France (1800-1867)*, Collection U, Paris, 1968.
- RAVIER, André, *Les écrits de Sainte Bernadette et sa voie spirituelle*, Paris, Lethielleux, 1986.
- , *Bernadette d'après ses lettres*, Paris, Lethielleux, 1987.
- REMOND, René : *Une laïcité pour tous*, Paris, Textuel, 1998
- , *Histoire de la France religieuse, Société sécularisée et renouveau religieux* (Dir.), Paris, Le Seuil, 1992, t. IV.
- , *Histoire de France* (Direction Jean Favier): *Notre Siècle (1918-1988)*, Fayard, 1988.
- , *L'anticléricalisme en France de 1815 à nos jours*, Ed. Complexe, 1985.
- RIGAULT, Georges(FEC), *Les Temps de la « Sécularisation » (1903-1914)*, Études Lasalliennes, FSC, Rome, 1992.
- ROPARTZ, Sigismond, *La vie et les œuvres de M. Jean-Marie Robert de la Mennais, fondateur de l'Institut des Frères de l'Instruction chrétienne (1780-1860)*, Paris, Lecoffre, 1874.
- RULON, Henri-Charles, et FRIOT Philippe (F.), *Un siècle de pédagogie dans les écoles primaires (1820-1940)*, Vrin, 1962.
- SIMON, Hippolyte, *Vers une France païenne ?*, Cana, Paris, 1999.
- SERENT, Paul, *Les grands déchirements des catholiques français (1870-1988)*, Perrin, 1989.
- SEVILLA, Jean, *Quand les catholiques étaient hors la loi*, Tempus, Perrin, 2005.
- SIGNIER, Jean-François (sous la direction de), *Les sociétés secrètes*, Larousse, 2005.
- SORREL, Christian, *La République contre les congrégations. Histoire d'une passion française, 1899-1904*, Cerf, 2003.
- SOULET Jean-François : *Les Pyrénées au XIXe siècle. L'éveil d'une société civile*, Ed. Sud-Ouest, 2004.
- SOURON, Henri (dir.), *Les marches de la liberté*, Paris, 1924.
- TINCQ, Henri, *Dieu en France. Mort et résurrection du catholicisme*, Calmann-Lévy, 2003.
- TOUVET, Chantal, *Histoire des Sanctuaires de Lourdes, 1870-1908*, NDL Editions, 2008.
- TRONCHOT, Robert-Raymond (FEC), *Le temps de la sécularisation, 1904-1914*, Études Lasalliennes, FSC, Rome, 1992, t. III.

- TULARD, Jean (Auteur), FAVIER, Jean (Direction) : *Les Révolutions (1789-1851)*, Fayard, t. IV, 1993.
- VALENTINO, Henri, *Bilan de la Troisième République (1877-1940)*, Sorlot, 1943.
- VAN GRASDORFF, Gilles, *La belle histoire des Missions étrangères (1658-2008)*, Perrin, 2007.

REVUES, PÉRIODIQUES.

- Askegi, Revista Cultural de Iruna de Oca, 100 anos menesianos en Nanclares de la Oca*, 2014, n° 8.
- BORDES, Maurice, « Le diocèse d'Auch de 1823 à 1870 », *Bulletin de la Société archéologique, historique, littéraire & scientifique du Gers*, XCIE année, 2^e trimestre, Auch, 1990, p. 331 et sv.
- FRIOT Philippe (F.), « Les FIC sous la Monarchie de Juillet (1830-1848) », *EM*, n° 29, Rome, 2003.
- , « Les FIC de 1848 à 1860 », *EM*, n° 33, Rome, 2005.
- , « L'Institut des FIC au temps du F. Cyprien Chevreau, 1^{ère} partie : 1861-1879 », *EM*, n° 39, Rome, 2008 ; « 2e partie », *EM*, n° 40, Rome, 2009.
- NOURRISSON, Hilaire (F.), « Les FICP dans la tourmente en France de 1880 à 1914 », *EM*, n° 27, Rome, 2002.
- RULON, Henri- Charles, « Histoire de la Maison-Mère de Ploërmel », *La Chronique*, n° 199, 1954.
- SAINZ, Elias (F.), *Los Hermanos de Gascuña*, Nanclares, Ediciones Menesianas, 1993.
- , *Los Hermanos Menesianos en Espana (1903-1933)*, Bilbao, 1996.

IMPRIMÉS ET DIVERS.

- ANONYME : « Anexos, desde 1903 a 1993 », Nanclares, 1994.
- , *Apuntes historicos (1903-1928)*, Vitoria, 1928 (Xavier Ménoret ?).
- , *Mémorial du Passé : Frères nés ou ayant œuvré dans la Province Saint-Donatien et décédés depuis 1939*, s.l, s. .d.
- , *Jean-Marie de la Mennais, l'école et l'état*, CMF, 1995.
- , « Personal I : Hermanos menesianos de la Provincia de Santa Maria-Ntra Sra del Pilar (1903-1953) », Nanclares, 1983.
- , *Questionnaire à remplir par chacun de nos frères Directeurs ou titulaires (adresser sous huit jours les réponses au T.C.F. Alexis-Marie) : 1901.*
- , *Un siècle de dévouement (1855-1955)... Ecole Saint-Joseph de Lourdes*, Imprimerie de la Grotte, s. d.
- BERTHE, Pierre (F.), *Les lois de laïcisation de Jules Ferry et les congrégations enseignantes*, Ploërmel, CMF, s. d.

Bulletins de la Province du Midi- Pyrénées - Landes, FIC, Ciboure, Archives de Béthanie, 1968-1989.

« Chronique (La) des FIC » (Revue de l'Institut des FIC) : 1874 - 1903 ; 1928 - 1941 ; 1945 - 2008.

COSTA, Justo (H.), *Obras y Misiones. HH. Menesiones de España*, 2014, V. 01

« Courrier du Vénérable de la Mennais (Le) », P. Q., La Mennais, n° 10, 1969.

DELACROIX, Nicolas-Augustin (Mgr), *Circulaires, mandements et lettres pastorales* : Archives, Grand Séminaire (Auch) et Maison des Chartoux (Lyon) : 1840 à 1856.

-, *Recueil des Circulaires, mandements, lettres pastorales*, Archives, Gap (1837-1839).

Denak Argian, bulletin interparoissial de la Côte basque.

« Écho (L') des Missions des FIC », (1905-1925).

Mgr François JAUFFRET (Mgr), *Lettre pastorale, Les Religieux et les Paroisses*, n°73, Bayonne, 1899.

Journaux et périodiques : *L'Ami du Clergé, La Croix, La Dépêche du Midi, L'Essor Bigourdan, Le Figaro, Le Monde, Le Pèlerin, La Nouvelle République des Pyrénées, Sud-Ouest, La Vie ...*

MAYORAL SAN ESTEBAN, Lorenzo (H.), *Panoramica de la obra de los Hermanos de la Instruccion Cristiana*, AFIC, s. d.

La Mennais Magazine : 2008 – 20 ...

PEYRAMOND, Damien, *Le Site de Lavacant à Pavie. Etude historique, architecturale et paysagère*, Mémoire de Master 2, Université Lumière Lyon 2, 2013.

POTIER, Julien (F.), *Jean-Marie de la Mennais*, n° VII, AFIC, s. d.

Prospectus (des principales localités ou enseignèrent les FIC), Offices de tourisme.

Revue de Gascogne. Bulletin bimestriel de la Société Archéologique et Historique (pour la période concernée).

RULON, Henri-Charles (d'après les travaux de), *Liste des établissements français anciens et actuels des FICP (1817-1956)*, s. l., s. d.

-, *Petite histoire des Frères de l'Instruction chrétienne : 1816-1860*, AFIC, s. d. *Souvenirs* (panégyriques des FIC défunts), un fascicule par an, s. l. : 1994-2006.

TABARY, Antoine-Eugène (F.) : *Souvenir des Expulsions 1904. Histoire de la Clinique Saint-Jean de Ploërmel*, 8 cahiers imprimés, s. l., s. d.

TEINTURIER, Sara, *L'enseignement privé dans l'entre-deux-guerres*, Doctorat d'État, Université de Rennes I, 2013.

TORQUAT (de), Chantal, *Le devenir des FIC en Ille-et-Vilaine (1903 - 1927). Clandestinité des hommes, survie des écoles*, Mémoire de Maîtrise d'Histoire, Université de Rennes II, 1993.

QUELQUES ARCHIVES ET MANUSCRITS.

Archives, Auch (Grand Séminaire, notamment celles des écoles des FIC du Gers) ; Bayonne (évêché) ; Ciboure (Béthanie) ; Lyon (Chartreux) ; Lourdes (Ancienne Maîtrise et Ecole Saint-Joseph) ; Nevers (Sœurs) ; et certaines communes où exercèrent les FIC.

DUBLANC, Léon (F.), *Agenda perpétuel*, Béthanie, s. l., s. d.

ETCHEVERRY, Ephrem (F.), *Souvenirs. Cinq cahiers et Huit carnets*, Ciboure (Béthanie), s. d.

TABLE DES MATIÈRES

3E PARTIE : LES FIC DU MIDI DE 1903 À 2014.	6
A - LE DÉPLOIEMENT DES FIC EN ESPAGNE : 1903 - 1933.	8
1 - BARCELONE : 1903.....	10
2 - BILBAO ET MADRID : 1903.....	11
3 - ZUGARRAMURDI : 1903.....	13
4 - LUJUA : 1903.....	14
5 - ECHEVARRI : 1903.....	15
6 - BILBAO : 1903.	15
7 - BAQUIO : 1903.....	16
8 - DOS CAMINOS : 1904.	17
9 - URDAX : DANCHARINEA : 1904.....	18
10 - REINOSA : 1904.....	21
11 - BERMEO : 1906.....	23
12 - MUNDACA : 1907.	23
14 - SOTO DE CAMPOO : 1909.....	24
15 - LA GUERRE DE 1914-1918 VUE D'ESPAGNE.	25
16 - NANCLARES : 1914.....	27
17 - BILBAO : 1917.	28
18 - PLENCIA : 1917.	29
19 - HAÏTI : 1920.	29
20 - AGUILAR DE CAMPOO : 1921.	29
21 - NANCLARES : 1922 - 1923.....	30
22 - VILLAFRANCA DE ORDICIA-ORIA : 1927.....	30
23 - SARAGOSSE : 1928.....	31
24 - BILBAO : 1930.....	31
25 - LLODIO : 1931.....	31
26 - ROME : 1931.....	32
27 - TUCUMAN (ARGENTINE) : 1933.	32
28 - NAISSANCE DU DISTRICT ESPAGNOL : 1933.....	33
B - LES FIC DANS LE MIDI DE LA FRANCE : 1903-2014.	34
1 - LE DÉCRET DU 18 MARS 1903 ET SES CONSÉQUENCES.....	34
2 - EXPROPRIATIONS, PROCÈS, LIQUIDATIONS, RACHATS	35
3 - AU SUJET DE QUELQUES FERMETURES D'ÉTABLISSEMENTS.....	37

3 - 1 : EN HAUTE-GARONNE (31).....	37
3 - 2 : DANS LE GERS (32).	38
3 - 3 : EN GIRONDE (33).....	41
3 - 4 : DANS LE LOT-ET-GARONNE (47).....	42
3 - 5 : DANS LES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES (64).....	42
3 - 6 : DANS LES HAUTES-PYRÉNÉES (65).	44
3 - 7 : DANS LES PYRÉNÉES-ORIENTALES (66).	45
4 - OUVERTURES OU RÉOUVERTURES D'ÉCOLES, À PARTIR DE 1903.....	46
4 - 1 : TOURNECOUPE (32) : 1903 - 1906.	46
4 - 2 : BORDEAUX-TIVOLI (33) : 1903 - 1904.	46
4 - 3 : BAZAS (33) : 1903 - 1908.	46
4 - 4 : BAYONNE (64) : 1903 - 1908.	47
4 - 5 : PAU (64) : 1903 - 1904.....	47
4 - 6 : CAZAUBON (32) : 1904 - 1907.....	48
4 - 7 : CAPBRETON (40) : 1904 - 1926.....	49
4 - 8 : PESSOULENS (32) : 1906 - 1925.....	49
4 - 9 : BAGNÈRES-DE-BIGORRE (65) : 1942 - 1946.....	50
4 - 10 : URRUGNE (64) : 1947 - 1982.....	50
4 - 11 : RABASTENS-DE-BIGORRE (65) : 1956 - 1956.	52
4 - 12 : LE CAMP MÉDAS (65) : 1961 - 2014.	52
4 - 13 : SAINT-JEAN-DE-LUZ (64) : 1966 - 1999.....	52
4 - 14 : SAINT-SEVER-SUR-ADOUR (40) : 1968 - 1994.	56
4 - 15 : LOURDES : « MASSABIELLE » (65) : 1975 - 1998.	58
4 - 16 : BORDÈRES - LOURON (65) : 1990 - 2010.	59
C – AUTRES REGARDS SUR LES FIC, NOTAMMENT CEUX DU MIDI.....	61
1 - LA GUERRE DE 1914 - 1918.....	61
2 - L'APRÈS-GUERRE DE 1914-1918.	63
3 - LE MIDI RATTACHÉ AU NANTAIS : 1933-1946.	63
4 - LA SECONDE GUERRE MONDIALE : 1939-1945.....	64
5 - RESTRUCTURATION DU MIDI DEPUIS 1946.	65
6 - RECONNAISSANCE LÉGALE DE L'INSTITUT-1977.	66
7 - DE QUELQUES MODIFICATIONS CONCERNANT L'ENSEIGNEMENT.	66
D - LES VOCATIONS ET LES MISSIONS DANS LE MIDI.....	68
1 - LES NOVICES DU MIDI : 1903 - 1976.....	68
2 - LE JUVÉNAT DE BÉTHANIE : 1921 - 1928.	69
3 - LA RÉOUVERTURE DU JUVÉNAT DE BÉTHANIE : 1947 - 1975.....	69
4 - L'INSTAURATION DU NOVICIAT À BÉTHANIE : 1972 - 1992.....	70
5 - BILAN GÉNÉRAL DES NOVICES DU MIDI : 1842 - 1976.	72
6 - LES VOCATIONS MISSIONNAIRES DU MIDI.	74

7 - L'ÉTAT ACTUEL DE L'ANCIENNE PROVINCE DU MIDI : 2014. 75

4E PARTIE : LE CAS DE LOURDES (65) ET DE CIBOURE	
(64)	76
A-LOURDES (65) : L'ÉCOLE/COLLÈGE SAINT-JOSEPH : 1855-2014.	76
1 - LES MODESTES DÉBUTS : 1853-1855.	76
2 - LES FIC À L'ÉCOLE COMMUNALE : 1855-1891.	79
3 - L'ÉCOLE LIBRE : 1891-1903.	85
4 - DE 1903 À L'AVANT-GUERRE DE 1940.	88
5 - UNE FIGURE DU MIDI : LE F. ANGE EYHÉRABIDE.	91
6 - AUTOUR DE LA GUERRE 1939-1945.	94
7 - SAINT-JOSEPH DEPUIS 1945.	97
8 - LES CENT ANS DE SAINT-JOSEPH : 1855-1955.	99
9 - UNE NOUVELLE RÉPARTITION SCOLAIRE À LOURDES.	101
10 - UNE LISTE IMPRESSIONNANTE : 1855-2014.	102
11 - « L'ÉQUIPE » : UNE ANECDOTE SIGNIFICATIVE.	103
12 - UNE FIGURE ATTACHANTE DU PAYS : LE F. MATTHIEU THÉAUX. ...	104
B - BÉTHANIE (CIBOURE) : INSTITUTION (1878-2014).	106
1 - MADAME DUPONT-DELPORTE.	106
2 - DE LONGUES TRACTATIONS.	111
3 - LE R. F. CYPRIEN À BÉTHANIE : 1878.	113
4 - L'ACTE DE VENTE DE BÉTHANIE : 1878.	115
5 - LES ILLUSIONS PERDUES.	115
6 - LE DUR LABEUR QUOTIDIEN.	117
7 - APRÈS LE DÉCRET DU 18 MARS 1903.	117
8 - BÉTHANIE DANS L'ENTRE-DEUX-GUERRES.	121
9 - LA SECONDE GUERRE MONDIALE.	122
10 - L'APRÈS-GUERRE.	123
11 - LES NOUVELLES CONSTRUCTIONS.	129
12 - LES TRAVAUX D'UTILITÉ PUBLIQUE.	130
13 - « BÉTHANIE » AUJOURD'HUI.	130
ÉPILOGUE.	132
BIBLIOGRAPHIE.	135